

AU PORTUGAL

Défaite des modérés
au sein
du parti social-démocrate

LIBRE PAGE 4

ULLETIN DE L'ÉTRANGER

Tensions
en Tunisie

Entre les « menaces de mort »
annoncées par le parti social-démocrate
et les « menaces de mort »
annoncées par le parti social-démocrate...

Après son demi-million d'adhé-
rents, l'Union générale des tra-
vailleurs de Tunisie constitue une
force d'autant plus considérable...

Ces dernières années, la direc-
tion de la centrale et plus parti-
culièrement son secrétaire gé-
néral ont cherché à jouer un rôle...

Après une campagne d'expli-
cations qui n'a pas donné les
résultats escomptés, M. Habib...

Certains dirigeants du P.S.D.,
et notamment son directeur
général, n'admettent pas ce...

A Londres

CONFÉRENCE MONDIALE
DES PAYS
PRODUCTEURS DE CAFÉ

(Lire page 20)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Argente, 1,20 ch. Maroc, 1,60 ch. Tunisie, 1,20 ch.
Allemagne, 1 ch. Autriche, 1 ch. Belgique,
13 ch. Danemark, 0,75 ch. Danemark, 2,50 ch.
Espagne, 35 ch. Grande-Bretagne, 20 ch. Italie,
30 ch. Iran, 45 ch. Italie, 30 ch. Liban, 175 ch.
Luxembourg, 13 ch. Norvège, 3 ch. Pays-Bas,
1,25 ch. Portugal, 17 ch. Suède, 2,00 ch.
Suisse, 1 ch. U.S.A., 85 ch. Yougoslavie, 10 ch. etc.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ÉCLAIRÉS

75007 PARIS - CEDEX 06

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris 63-55782

Tél. 246-72-23

Le dialogue égypto-israélien

- Le Caire accueille favorablement l'« appel à la paix » de M. Begin
- L'aviation de Jérusalem poursuit ses raids sur le Sud-Liban

L'Égypte a accueilli favorablement l'appel
à la paix que lui avait adressé, le vendredi 11 no-
vembre, M. Menachem Begin. Un porte-parole du
gouvernement du Caire a cependant insisté sur le
fait que le premier ministre israélien a « fourni la preuve
de sa sincérité » en se déclarant favorable aux
droits du peuple palestinien et à l'abandon des
territoires conquis par l'État hébreu en 1967. Le
porte-parole a nettement laissé entendre que
l'Égypte n'accepterait pas de conclure une paix
séparée avec Israël.

Dans son message, M. Begin, qui s'est référé au
Coran et à la Bible, s'est déclaré disposé à se
rendre au Caire pour conclure « une paix réelle
et pour toujours ».

Le président Sadate a été, par ailleurs, pris à
partie par deux organisations palestiniennes, le
Front démocratique (de M. Bawwatneh) et le Front

populaire (de M. Habache) qui lui reprochent sa
proposition, formulée le mercredi 9 novembre, de
se rendre à Jérusalem pour inciter les Israéliens
à conclure une paix équitable. Le Front — princi-
pale formation de la résistance — se déclare per-
suadé que le chef de l'État égyptien, dont il ne
met pas en doute le patriotisme, s'est livré à une
« manœuvre politique » destinée à « mettre en
relief l'entêtement d'Israël, son refus de se retirer
des territoires occupés et de reconnaître les droits
légitimes du peuple palestinien ».

La presse jordanienne relève, enfin, que
M. Begin a adressé son « appel à la paix » au
moment même où l'aviation israélienne reprenait
du sud du Liban. Les États-Unis ont informé le
gouvernement de Beyrouth qu'ils n'étaient pas en
mesure d'empêcher Israël de poursuivre ses opé-
rations militaires.

« L'Égypte et Israël ont été
également à l'avenant. Nous sou-
haitons votre bonheur, car il
n'existe aucune raison d'hostilité
entre nos deux peuples. »

A l'appui de ses dires, le premier
ministre israélien s'est référé à
la Bible. « L'Égypte et Israël
étaient autrefois des alliés, de
vrais amis, face à l'ennemi com-
mun du Nord », justifiait par ail-
leurs le bien-fondé de la doctrine
sioniste, M. Begin a cité la cin-
quième sourate (verset) du Coran

(Lire la suite page 3.)

La crise saharienne

- Le Polisario ne jugerait plus utile
la détention des otages
- Rabat et Alger échangent
accusations et mises en garde

Tandis que M. Chayot regagnait Alger, le vendredi 11 novem-
bre, pour reprendre la négociation avec les dirigeants du Poli-
sario sur la sorte des Français qu'ils détiennent, l'Algérie et le
Maroc poursuivaient, sur un ton de plus en plus violent, leur
échange d'accusations et de mises en garde. « El Moudjahid »,
de samedi qualifié d'« escalade du bellicisme », la conférence
de presse dans laquelle, la veille, devant une centaine de jour-
nalistes, le roi Hassan II avait confirmé son intention d'user d'un
« droit de suite » après toute violation des frontières de son
pays ou de la Mauritanie.

L'hypothèse d'une proche libération des otages français est
avancée tant à Alger — où le Polisario se félicitait du rétablis-
sement donné à ses thèses, ne jugeant plus leur détention indis-
pensable — qu'à Rabat, où M. Walidheim prend une
part active aux tractations sur la crise saharienne et s'est entre-
tenu, vendredi, avec des responsables du Polisario.

● A RABAT, dans sa conférence
de presse du 11 novembre, le roi
Hassan II, tout en assurant que le
Maroc restait « ouvert au dialogue »,
a, selon l'Agence France-Presse, ré-
itéré son intention d'exercer un
« droit de suite » face à toute évi-
dence de débauchage, non seulement contre
les frontières marocaines, mais aussi
contre les frontières mauritaniennes.

en vertu de l'accord de défense mu-
tuelle passé entre les deux pays
en mai de cette année. Cependant,
a-t-il poursuivi, nous ne voulons l'hu-
miliation de personne. Le recours à
la violence est l'arme des faibles ».

Rappelant les tentatives de concil-
iation faites dans le passé par de
nombreux États africains, le roi a dit
qu'il avait proposé lui-même de
constituer un comité « comité
des anges » qui serait chargé de
déblayer le terrain et de préparer les
modalités d'une rencontre algéro-mar-
rocaïne. « Le président Boumedienne,
a-t-il indiqué, a répondu que cette
proposition était valable, mais qu'un
« sommet » de l'O.I.A. était prévu sur
l'affaire saharienne et qu'il fallait tout
d'abord le tenir ».

Hassan II a ajouté que la sugges-
tion toute récente de la Tunisie de
constituer un comité de conciliation
inter-arabe répondait parfaitement aux
souhaits du Maroc.

Le chef de l'État a révélé qu'il
avait reçu à l'été, dans les pre-
miers jours de septembre, un « mes-
sage » du Polisario. Ce message,
a-t-il affirmé, lui a déclaré : « Le
Polisario vous fait dire qu'il ne tient
pas à engager une guerre avec le
Maroc, alors qu'il sait qu'il sera
perdu à la longue, échoué ou qu'il
sera éliminé. De toute façon, un jour
ou l'autre, l'Algérie, le Polisario vou-
draient régler avec vous le problème
d'une façon générale, dépasser les
problèmes actuels et voir la ques-
tion dans sa globalité ».

L'ambassadeur, a-t-il indiqué encore
le roi, a proposé au nom de son mou-
vement un plan consistant à main-
tenir le statu quo au Sahara maro-
cain à condition que le Maroc
abandonne la Mauritanie.

« Le message du Polisario m'a
dit, a poursuivi le souverain, que
ce plan avait été élaboré dans le
bureau même du président Boume-
dienne. Ma réponse a été tout
simplement : « Je ne peux pas
faire cela, car cela déplaçait le problème
sans le résoudre en risquant de
faire mal à nos amis algériens et
mauritanais, voisins de la Mauritanie,
ensuite parce que le roi du Maroc
n'a qu'une parole. Les engagements
qu'il a pris envers le peuple mauri-
tanien, il les tiendra jusqu'au bout. »

(Lire la suite page 3.)

La troupe et les états-majors

par JACQUES MADAULE

Ces expressions militaires se
présentent naturellement à la
pensée lorsqu'on observe les der-
niers événements politiques dans
notre pays. Un engagement qui
paraissait devoir n'être qu'une
escarmouche sans lendemain,
faisant plus de bruit que de mal,
s'est avéré brusquement une
affaire très grave, qui met
en cause, autant qu'il est possible,
le colosse profond de la gau-
che. Les incompatibilités que l'on
semble avoir découvertes étaient
connues depuis longtemps. Elles
étaient même dénoncées sans ré-
lâche par l'adversaire, mais, jus-
qu'alors, elles n'avaient pas fait
obstacle à un combat commun.
C'étaient des frictions trop habi-
tuelles pour qu'on s'en alarmât
sérieusement.

Et puis, tout d'un coup, rien ne
va plus ! Le dernier pas ne
faisait que se serrer la main
et engager ensemble la bataille,
ni d'un côté ni de l'autre, on ne
semble plus pouvoir le faire. On
se voit dans des chiffres, aux-
quels la plupart des gens ne
compréhendent guère. Les deux
composantes principales de la
gauche apparaissent frappées
d'une soudaine paralysie devant le
« peu profond ruisseau » qu'il
leur faudrait franchir pour se
rejoindre.

Que s'est-il donc passé entre les
états-majors ? Simple tromperie,
il est clair que je n'en sais pas
plus que vous le-dessus. Je fais
des hypothèses, comme tout le
monde, mais je ne les publie pas.
Je ne sais pas de tout ce qu'elles
valent. La seule chose dont je
sois sûr, c'est que l'un ou l'autre
des états-majors en présence a
un beau jour décidé cette rup-
ture (provisoire ou définitive ?)
pour des raisons toutes différentes
de celles qui sont invoquées ou-

vertement. Et c'est là que je vou-
lais en venir.

Ce sont les états-majors qui
conduisent la guerre, en vertu
de considérations qui leur sont
propres, et sur la foi de rensei-
gnements dont ils se réservent
l'interprétation. Ce qu'on dit aux
simples soldats, à ceux qui ve-
ront demain, et qui feront la vic-
toire ou la défaite, à ceux aussi
qui payeront la note, n'a que des
rapports assez lointains avec ce
qu'on pense en haut lieu, avec
les réalités que l'on y manipule
et que l'on croit y manier. Telle est
la division du travail depuis qu'il
y a des armées qui se battent
dans des guerres organisées. En
politique, comme ailleurs, la
conception et l'exécution sont
rigoureusement séparées. Pourvu
qu'il se batte, et qu'il se batte

bien, le soldat n'a pas besoin de
comprendre la signification de la
manœuvre qu'il exécute. La rhé-
torique sert à lui dire ce qu'il
fait lui dire pour qu'il ait le
cœur à la besogne. Tout général
romain, avant de livrer bataille,
montrait sur son tribunal et, de
là, haranguait les troupes. Les
historiens antiques, friands de ces
morceaux d'éloquence, nous en
ont rapporté de quoi faire d'épais
recueils. Nous sommes aujourd'hui
à l'heure des harangues.

Que pense, cependant, la
troupe ? Je ne me hasarderai
certes pas à parler en son nom,
d'autant que les instituts de son-
dage se chargent d'évaluer, cha-
que semaine, en pourcentages
l'évolution de ses sentiments.
Mais enfin, peut-être, l'opinion
d'un citoyen ne parlant que pour
lui-même mérite-t-elle d'être
exprimée.

La négation de la démocratie

Je crois que, si, dans tous les
domaines, la division du travail
entre la conception et l'exécution
est mauvaise, génératrice de
mauvaisentendus et de conflits, s'il y
a la négation permanente de la
division de l'humanité entre une
minorité qui commande et une
majorité qui exécute et qui subit,
c'est l'exécution qui supporte le
chaos des jours et la long-
ueur des nuits, c'est en politi-
que néanmoins que cette divi-
sion est la plus insupportable.
Elle est la négation même de la
démocratie. Certes, la démocratie
n'est établie nulle part. La démo-
cratie véritable est un état idéal,
qui se situe à l'horizon de l'his-
toire. Mais il faut avancer vers
elle. On ne le fera que si l'étatisme
progressivement la distance entre
la conception et l'exécution.

Voilà pourquoi la crise qui
secoue en ce moment la gauche
en France est si grave : personne
n'y comprend rien ! Même si, à la
suite des campagnes d'expli-
cations antithétiques qui s'engagent,
les militants de chacun des deux
camps finissent par être persua-
dés de leur bon droit, ce qui veut
dire des torts des autres. Car il
y a le reste de la troupe, ceux
qui ne sont pas militants, qui se
contentent de voter, et qui sont
les gros bataillons, ceux qui assu-
rent la décision le jour du vote ;
ces inconnus qui n'ont pas de
nom, pas de voix, pas de visage,
mais dont le geste traduit le
sentiment profond du pays.

Ils en ont assez d'entendre, du
haut des estrades sur la place,
d'un côté : « Tu penches à
droite ! » et de l'autre,
comme un Égyptien qui com-
paraît devant Amén : « Je suis
pur ! Je suis pur ! Je suis pur ! »
Y a-t-il lieu d'être tellement
triste ? La troupe se sent por-
teuse, malgré tout, d'une vaste
espérance. Ça souffre de partout
sans qu'on y prenne garde. Beau-
coup de choses meurent en cette

S.V.P., TRIBUNES LIBRES...

Les portes ouvertes du petit écran

Il y a environ trois semaines,
on s'en souvient, « Libération »
n'a pas pu paraître. Les rédacteurs
avaient refusé d'écrire « sous la
contrainte » de lecteurs mécontents
venus occuper les locaux. Mécon-
tants parce que leur point de vue
sur l'officier Schleyer-Boader n'était
pas suffisamment représenté dans
les colonnes du journal. Mécon-
tants parce que les « textes col-
lectifs » étaient relégués dans le
courrier des lecteurs ou simplement
écortés ou profit d'articles signés

confirmée par l'irruption de
ouvriers de l'Aérospatiale l'été der-
nier sur le plateau du journal de
TF1. Ce mouvement de revendica-
tion larvé, souterrain, on le sen-
tait venir depuis quelque temps,
depuis 1968, en fait, et tout porte
à croire qu'au cours des prochaines
décennies les amateurs vont être
de plus en plus nombreux à vouloir
chasser sans vergogne sur les terres
des professionnels, des spécialistes.
Oui, l'indéniable pouvoir dont
jouissent ceux qui trient et com-
mentent l'information risque de leur
être contesté un jour sérieusement.

A moins qu'ils ne prennent les
devants, qu'ils n'ouvrent plus long-
ement leurs pages, leurs ondes et
leurs antennes aux usagers, à tous
ceux, à toutes celles qui croient
pouvoir s'exprimer.

(Lire page 11)

l'article de Claude SARRAUTE.

le mut de Cartier

Perfection technique, raffinement esthétique,
garantie à vie.



13, rue de la Paix - 7 et 23 place Vendôme - Paris

idées

SUR L'ÉTAT

A bas la décentralisation !

par PHILIPPE GALLY (*)

SUR un point, la classe politico-administrative est admirablement solidaire de gauche à droite : pour déterminer l'attention de ses échecs et de ses compromissions, elle a inventé l'épouvantail commode du bureaucratisme parisien, tyran sans visage, armé de l'odieuse raison d'État. Malgré l'ardeur défensive de plus de 500 000 élus, le monstre malin aggrave constamment le sort des Français.

Certes, le citoyen est trop souvent raisonnable, humble, ignoré par ceux qui ont pour vocation de le servir : une réforme de l'administration est nécessaire. Cette réforme, celle de l'ensemble de la gestion publique, ne pourra être que longue, difficile et douloureuse.

Aussi rien d'étonnant à ce que les discours dominants préfèrent, quant à eux, la recette de la décentralisation, bien meilleure à tous égards :

— Elle ne fait de peine à personne, car l'ennemi désigné est anonyme, et nul ne songera à s'y identifier ni à le défendre ;

— Elle économise les efforts d'imaginer : décentralisons et, automatiquement, tout ira mieux, puisque tous les maux viennent de la centralisation (jacobine, tentaculaire, oppressive, inhumaine, etc.) ;

— Elle est vague, et autorise donc toutes les combinaisons possibles : municipalisation, départementalisation, régionalisation, regroupements, répartitions. Chaque parti, chaque notable y trouvera son compte ;

— Enfin, et surtout, elle a une bonne mine démocratique, car le pouvoir ainsi rapproché de ceux sur lesquels il s'exerce sera bien entendu électif et, par conséquent, présumé sous le contrôle direct des intéressés.

Le seul défaut de cette drogue miracle, c'est que le citoyen sera berné. Plus qu'avant.

Mais il s'administrera lui-même, dit-on. Il n'en a cure ! Dans la société complexe d'aujourd'hui, le citoyen doit faire appel à une multitude de profes-

sions pour se nourrir, se vêtir, se loger, se transporter, se cultiver, se distraire, etc. Et il n'éprouve aucun besoin d'être le boulanger ou le conducteur d'autobus. Rien ne justifie, techniquement, que quelque service public que ce soit relève de la gestion directe d'un élu. Tout au contraire, le virus de la déviation bureaucratique par lequel les administrations échappent à tout contrôle réel trouvera dans une décentralisation accrue un terrain encore plus favorable que dans les administrations d'État, apparemment centralisées.

Car la décentralisation au profit des collectivités municipales, départementales ou régionales n'aura qu'un seul résultat : priver davantage le contrôle démocratique, éparpiller la souveraineté nationale.

Les élus locaux défendent le citoyen contre l'État ? Mais l'État, c'est précisément le citoyen lui-même, contribuable et administré, unique et indivisible. Or l'action de chaque catégorie d'élus est, par nature, antagoniste de celle des autres et tous se disputent à l'envi les dépouilles fiscales et juridiques extorquées au citoyen, qui est dépossédé au point d'être officiellement encouragé à confier à des associations, dernier cri de la démocratie participative, le soin de le protéger contre ceux à qui il s'en est déjà remis.

Qui exercera le contrôle ? Le fléau bureaucratique, c'est l'irresponsabilité incontrôlée. Les notables locaux veulent davantage de moyens, davantage de pouvoirs ? Quelle tutelle acceptent-ils en contrepartie ?

Le contrôle direct des électeurs, paraît-il, fera l'affaire ! Mais qui ne voit, qui ne sait, que ce contrôle est fictif ?

— Comment le citoyen, qui a déjà du mal à comprendre la distinction (artificielle) entre les services publics municipaux, départementaux et nationaux, dé-

finira de la même façon tous les goulots administratifs, comment pourra-t-il, demain, juger de la qualité respective des différents niveaux d'administrations, qui auront été multipliés ?

— Comment le citoyen, à supposer qu'il s'y retrouve, pourra-t-il exprimer, par un simple vote périodique, son opinion sur tous les services publics, alors que le contrôle doit être permanent, différencié, permettre à temps la rectification des erreurs ?

— Comment le citoyen pourra-t-il faire valoir distinctement sur un seul bulletin son opinion politique et son appréciation de la gestion ? L'amalgame est inévitable, et le contrôle de la gestion publique sera, en fait, inopérant.

Le contrôle direct par les électeurs sur la gestion des élus administrateurs est une fiction juridique et une réelle tromperie.

Le citoyen souverain n'a qu'une seule arme : son vote. Qu'il ne le gaspille pas ! En l'invitant à multiplier ses suffrages, les comités électoraux savent bien ce qu'ils font : les pouvoirs élus parallèlement se prévalent chacun de leur parcelle de souveraineté dérobée dans les isolements, pour justifier leur gestion et refuser les contrôles. Les roitelets et autres tyranniques inamovibles des communautés locales, prétendues naturelles, s'inscrivent plus encore dans la vie publique, usurpent toujours davantage de pouvoirs et gaspillent toujours plus l'argent des autres. Le service public n'y gagnera rien ; les citoyens, et, particulièrement, les minorités, perdront toute protection et tout recours.

Créer une administration unique, décentralisée, transparente, contrainte de s'adapter aux besoins des administrés, c'est à la fois indispensable et possible. Impartiale et indifférente aux pressions, elle devrait être soumise au contrôle renforcé et désormais inévitables des élus de la nation.

Le citoyen, lui, a tout à y gagner.

* Ancien élève de l'ENEA ; auteur de « Les élections » (Le Monde daté 18-19 septembre).

Vive la participation !

par MICHEL L'HUILIER (*)

LES conditions de vie actuelle ont fait écarter les solidarités territoriales traditionnelles organisées au sein de communautés relativement isolées, stables et indifférenciées. Comme le fait observer Spengler, l'homme de la grande métropole est un nomade dont l'horizon n'est pas la tradition locale, mais l'histoire mondiale. Les solidarités fonctionnelles se sont développées entre les individus (syndicats et associations diverses), comme entre les collectivités locales ou pour leur compte (établissements publics, sociétés d'économie mixte, etc.).

Cependant, les structures et les réactions des collectivités locales sont restées ce qu'elles étaient et le décalage s'est accru entre leurs dimensions et leurs moyens d'une part et les problèmes qui se posent à elles d'autre part.

En sens contraire, peut-être en raison même de cette évolution, on assiste à une volonté de participation plus grande. Elle part souvent de la conscience des insuffisances des équipements publics ou de services collectifs, ou d'une protestation contre une décision mal comprise. Elle est souvent le fait de ceux qui ont des responsabilités sociales en matière d'éducation, de culture ou d'animation. Elle se traduit par la création de comités de défense, d'associations ou de comités de quartier qui tendent à se fédérer, à diversifier leurs vœux et à s'inscrire face au pouvoir local. Ces organismes n'ont pas dans le jeu de relations complexes de soutien et d'opposition entre les administrations et les élus, quelle que soit leur nuance politique. Ils s'appuient tantôt sur les uns et tantôt sur les autres, et font toujours appel à l'opinion publique. Alain Touraine appelle cela : « la mobilisation d'une politique parallèle immédiate » qui se situe « à la hauteur du vécu et non du projet ».

Les mouvements en faveur de la participation et les organismes qui en sont l'expression, s'ils constituent toujours une manifestation de la lutte pour le pouvoir, ont des origines et des formes diverses : en Italie, par exemple, les partis de gauche, dans l'impossibilité où ils étaient d'investir l'État, ont cherché à organiser des nouveaux pouvoirs locaux qui soient les interlocuteurs des municipalités, puis permettent de les contrôler. Ils ont maintenant

réussi à prendre la direction de certaines régions et visent d'obtenir que la loi donne à celles-ci davantage de pouvoirs.

La finalité des organes de participation est ambiguë. Ils dépendent des conceptions de politique générale, et en particulier de l'idée des rapports entre le citoyen et l'État que l'on peut se faire. Ces organes sont, pour certains, destinés à permettre la contestation permanente, le développement des luttes urbaines, la dénonciation de la cause politique des difficultés vécues quotidiennement, voire la transformation révolutionnaire de la société, tandis que pour d'autres ils sont un moyen de prise de conscience, de formation civique, une contribution à la solution des problèmes locaux et au fonctionnement démocratique des institutions. D'autre part, ils sont également ambiguës en ce sens que, nées de la faiblesse des collectivités locales, ils peuvent l'aggraver en faisant ressortir leur impuissance et en dénotant les interfusions politiques de décideurs extérieurs à elles, ou l'obtention d'un équilibre en relayant leur action.

En tout cas, la conciliation entre la démocratie représentative instituée et la démocratie de participation n'est pas facile. Les élus sont responsables devant l'ensemble de la population, tandis que les organes de participation n'ont qu'une responsabilité limitée soit territorialement, soit par leur objet, soit enfin devant ceux qui les ont élus. Or un organe de participation passe normalement du désir d'être informé à celui d'être consulté puis de prendre lui-même des décisions. Si un avis lui est demandé, ses responsables ne comprendront pas qu'il ne soit pas suivi, surtout s'il s'agit d'un organe soutenu par la municipalité. Inversement, celle-ci comprendra mal qu'un organisme qu'elle aide entre en conflit avec elle. Le problème est plus grave encore quand un organe de participation a reçu, par délégation, des pouvoirs de décision.

L'action que conduisent ces organes est toujours menacée par deux échecs : ou bien ils sont, d'une manière ou d'une autre, contrôlés par des élus et peuvent alors être considérés comme un faux-voisin de la municipalité, ce qui risque de diminuer leur audience ; ou bien la

contrôle de la municipalité est insuffisant et ils peuvent prendre des responsabilités qui, politiquement, engagent celle-ci dans des conditions exorbitantes. Ils peuvent encore, dans une autre hypothèse, s'opposer à elle systématiquement. La municipalité aura alors deux échecs à éviter : refuser la participation, ou bien élargir le cadre du débat, c'est-à-dire en appeler à rectement aux électeurs, ce qui conduit à un débat permanent qui risque de la paralyser.

Il semble bien que l'organisation de la participation soit, en effet, l'organisation des conflits internes de la collectivité. Si elle doit permettre l'établissement d'un consensus local, c'est un terme d'un processus qui passe par le développement de l'information, de l'explication, de la confrontation d'intérêts divers et enfin par leur synthèse. La participation complexe singulièrement le gouvernement de la cité et elle peut l'habiter ou, au contraire, conduire à un consensus mieux établi et, par conséquent, le renforcer.

Il est naturel que les formes de participation soient très diverses, suivent les conditions locales, le climat politique, le développement de la conscience politique des groupes intéressés : associations, comités de quartier, commissions extra-municipales, conseils de quartier élus, suffrage universel et possédant des pouvoirs de gestion de certains équipements, de recours devant le conseil municipal, etc.

L'essor de ce mouvement conduit à s'interroger sur son avenir et à rechercher son développement, et lui donnant davantage de moyens et un cadre juridique. Diverses mesures ont été proposées, notamment par un rapport présenté au nom de la Délégation à l'Équipement et à l'Urbanisme par le président d'une commission chargée d'étudier les moyens concrets d'écarter la participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie. Certaines mesures partielles sont intervenues ou sont en cours d'étude. La loi du 21 juillet 1976 portant approbation de VII^e Plan comporte en annexe un programme d'action prioritaire dont l'objet est le développement de la prévention et de l'action sociale volontaire.

L'État comme les collectivités locales s'efforcent d'explorer les voies qui permettent de contribuer à la participation des citoyens à la vie publique locale. Les difficultés tiennent notamment au fait qu'il n'y a pas de solution générale et abstraite en la matière, mais des éléments divers qu'il convient de prévoir et d'adapter à des situations concrètes variables suivant l'opinion publique et les conditions locales.

(*) Sous-préfet de Meaux.

SCIENCES ADMINISTRATIVES

Du « bon contrôle » du rôle des hauts fonctionnaires

IL serait bien présomptueux de prétendre que le récent congrès d'Abidjan un tableau général de l'évolution des administrations et de leur étude malgré la présence de cinq cents délégués venus de plus de soixante États. Toutefois, la qualité des travaux préparatoires conduits par l'Institut international des sciences administratives (1) ainsi que de l'organisation mise au point avec le concours du gouvernement ivoirien et, particulièrement, de M. Emile Kei Bongoindou, ministre de la fonction publique, a permis des échanges de vues intéressants, notamment sur les deux sujets principaux inscrits à l'ordre du jour : le contrôle de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles dans les administrations publiques ; les personnels dirigeants du secteur public.

« Point de bonne gestion sans bons contrôles ». — Ce fut la formule essentielle de l'exposé du rapporteur général (Jacques Ratier, conseiller maître à la Cour des comptes française) lorsqu'il résuma les débats relatifs au premier thème. Comment ne pas être d'accord ? Les ministres dominants ne datent pas d'hier et, comme l'écrivait René Stora au début du siècle, « le contrôle révèle et engendre la prospérité ».

(*) Professeur à l'université de Paris I, ancien directeur des études à l'école nationale d'administration (ENA).

financière : il en est, à la fois, l'indice et la cause » (2) ; son absence entraîne des mesures violentes d'épuration dont témoignent, explique-t-il, la chronologie ministérielle des premiers sous-directeurs de finance » (un échantillon de Martiny pendant le 30 avril 1916, La Guette torré à mort en 1932, Pierre Rémy exécuté le 25 avril 1932, Montaigne décapité le 17 octobre 1949 comme Pierre des Bessars en 1943, Pierre de Gyac « judiciairement jeté à la rivière, avec une corde au cou, en janvier 1924 »).

Mais le rapporteur et Marie-Christine Kessler, qui a rédigé avec lui l'étude critique du système français, ont laissé de côté les lointains historiques : ils n'ont pas voulu, bien sûr, l'histoire de la fonction publique, mais le contrôle des finances « mis au concours en 1894 par l'Académie des sciences morales et politiques, comme le raconte Paul Leroy-Beaulieu (3) ! Ils ont montré ce qui, dans la pratique actuelle, est vraiment dominant, et parmi diverses remarques (sur les « contrôleurs », sur le coût du contrôle, etc.), deux points principaux méritent d'être relevés.

1) Il est évidemment nécessaire que soit vérifiée la conformité des opérations financières aux règles fondamentales, mais il faut aller au-delà vers la recherche de l'efficacité (le moindre coût possible pour un résultat donné) et surtout de l'efficacité (réalisation des fins poursuivies). Ce dernier de préoccupations diverses pose de graves problèmes pratiques. Dès à présent, souligne le rapporteur, le nombre des organismes de contrôle est excessif dans certains pays et leur prolifération aboutit, parfois, à freiner ou à entraver l'action administrative. Des allègements seraient souhaitables et devraient porter notamment sur les contrôles « a priori » à caractère formels, qui entraînent une fastidieuse dilution des responsabilités.

2) D'autre part, les types de

par GEORGES DUPUIS (*)

contrôle se diversifient. Quelle que soit leur origine politique et leur système administratif, les États qui ont envoyé au congrès des rapports nationaux justifient des contrôles internes et des contrôles externes. Les premiers comportent le « contrôle de gestion » bien connu de l'entreprise privée et dont l'application au secteur public est particulièrement difficile (4) pour ces trois raisons : les services publics se révèlent assez rebelles à l'établissement d'une comptabilité analytique ; le caractère de la fonction publique rend peu praticable tout système de sanctions personnelles (5) ; enfin, les organismes publics ne savent trop que faire des gains de productivité. Les seconds sont plus classiques et comprennent en particulier les inspections

L'avènement des managers ?

Le rapport général sur le second thème a été présenté par Edward C. Gallas, personnel directeur de la Port Authority of New York and New Jersey.

A l'en croire, les managers sont la Armée de leur science pluridisciplinaire (science politique, droit, économie, philosophie, psychologie, sociologie, anthropologie...), ils peuvent comprendre et dominer un triple environnement constitué par le monde des institutions, celui des comportements, celui des procédures. Le gestionnaire devient alors agent du changement et qui revient à dire qu'il est l'acteur du progrès. Ce credo gestionnaire a été assez impressionnant (7), mais il n'a pas dissimulé les problèmes qui apparaissent à la lecture des rapports nationaux selon M. Gallas (le traditionalisme des dirigeants, leur inégale aptitude aux relations interpersonnelles, la complexité des négociations pour résoudre les conflits, etc.), et surtout ces trois questions.

(dont les insuffisances ont été souvent dénoncées en France), mais ils évoluent, par exemple, avec le développement de l'audit (dont le nom n'a pas encore l'honneur de figurer au T.L.F. !), que l'on peut considérer comme une sorte de check-up d'une organisation selon des méthodes également venues du secteur privé (8).

Peut-être aurait-on pu insister davantage sur une donnée fondamentale : les contrôles ne sont jamais une fin en soi et l'idéal est qu'ils tendent à se rendre eux-mêmes inutiles. Dans un autre ordre de préoccupations, le bon système contentieux, par exemple, tend à diminuer le nombre des litiges (loin de susciter des litiges), il en va de même des contrôles de la gestion : l'un des indicateurs de leur propre « fiabilité » est la disparition des erreurs qu'ils doivent détecter. « Points de bons contrôles sans bonne gestion... ».

1) Le recrutement des dirigeants est techniquement difficile et se pose en termes différents dans les pays en voie de développement et dans les États industrialisés. Pourtant l'essentiel est bien que soit assurée leur « représentativité », c'est-à-dire leur insertion dans la communauté nationale : place des femmes (le plus souvent ridiculement faible), rôle des minorités, démocratisation de la sélection.

2) Quant aux modalités d'action, la difficulté majeure n'est pas tant de se débarrasser à la fois de ce que, dans une note jointe au rapport français, Jean-Boulnot appelle la technophilie et la technocratie, mais de leur donner la véritable portée du politique dans l'action des cadres supérieurs de l'administration publique.

3) Enfin, on ne saurait se dissimuler le haut degré d'ignorance des chercheurs en ce secteur. Par exemple, on ne sait pratiquement rien sur la « syndica-

listion » de la « haute administration » et encore moins sur ce que sont les directeurs des entreprises publiques. Le danger est alors de s'abandonner à des intuitions plus ou moins erronées, à des naïvetés ou encore à des anathèmes sans fondement.

D'un point de vue plus général, la principale leçon de ce congrès a bien été de montrer une fois de plus tout l'intérêt des comparaisons internationales et de leur rôle à la condition de ne pas oublier les particularités et les cohérences de chacun d'entre eux. Le développement de la science administrative (et aussi du droit administratif) suppose aujourd'hui cette dimension internationale : les travaux qui la recensement seraient en quelque sorte anachroniques ou rétrogrades. Mais l'entreprise n'est pas aisée et, par exemple, l'enseignement du droit administratif comparé reste l'œuvre de quelques pionniers alors qu'il devrait être, dans toutes les universités, un des piliers d'une formation juridique véritable.

(1) L'IIASA (rue de la Charité 25-27, 1040 Bruxelles) a été fondé en 1959 pour remplacer la Commission internationale permanente des sciences administratives, créée en 1910.

(2) R. Stora, *Cours de finances*, Librairie Félix Alcan éd., Paris, 1960.

(3) P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, Librairie Félix Alcan éd., Paris, 1912.

(4) J. Boulnot, *La Nouvelle Gestion municipale (comptabilité et management d'une commune)*, Oujda éd. (Éditions permanentes), Paris, 1971, 48 p.

(5) Voir, pourtant, Jan Adam, *Les Cadres supérieurs hongrois : système de sélection et de rémunération*, in *Est-Ouest* 1977, Centre national de la recherche scientifique, 33 p.

(6) J. Godard, *L'audit de l'efficacité dans l'entreprise*, d'après les travaux de la Documentation française, 1972, 12 p.

(7) Contra, R. Townsend, *Avant-début du management* (Comment employer les entreprises d'État pour les gens et de bloquer les profits), Arthaud éd., Paris, 1970, 20 p.

CORRESPONDANCE

La culture c'est...

M. R. Foucault nous écrit : « On connaît la phrase attribuée au général Edouard Herriot : « La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié. » C'est un peu sommaire, et, pour Herriot, ce n'est qu'une constatation, ne pas s'en faire une conviction. Il faut se reporter à son délicieux recueil de souvenirs intitulé *Jadis*, et publié par Flammarion. Voir, page 105, dans la dixième édition, — la relation de son départ de l'école à « Ce que j'emportais de précieux ne pouvait s'enfermer dans une mallette. La culture », a dit un moraliste oriental. » C'est ce qui reste dans l'esprit quand on a tout oublié. » J'en ai acquis à l'école une méthode pour le travail et le goût de cet ordre qui impose la discipline de l'esprit à la confusion des choses. »

Défense et promotion des langues de France

M. Jean Dorandeu nous écrit : Le Monde du 13 octobre a fait mention d'un mémorandum adressé à la conférence de Strasbourg par les associations culturelles des sept régions à langue minoritaire de l'Est français. Je pense qu'il s'agit de celui que j'ai adressé aux trente-cinq délégations.

Puis-je vous demander dans ces conditions d'en préciser le nom et l'existence ? Il s'agit de Défense et promotion des langues de France, service de presse et d'information c/o Eugène Bricard, 17 29265 Brest Cedex.

● **ERRATUM** — Par suite d'une erreur, la citation faite par André Glucksmann (le Monde du 11 novembre) d'un article d'Alfred Fabre-Luce, paru dans le Figaro du 3 novembre (L'Europe retrouvée dans l'urgence une inspiration et un but), a été trouvée attribuée à Peter Brückner, auteur d'un livre sur l'Ukraine. Meinhold.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Général : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.
Imprimerie : « le Monde », S.r.l. des Italiens, PARIS-IX.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57427.

فكرنا من الأصل

Le Monde

étranger

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

A Nouakchott, ville de « l'arrière »

De notre envoyé spécial

Nouakchott. — La capitale mauritanienne, citée moderne sans charme, à l'entrée du Sahara, semble ignorer la guerre du désert. La population vague nonchalamment à ses occupations, au milieu d'une armée de taxis verts et d'un perpétuel brouillard de poussière. Dans l'artère principale, l'avenue des Dunes, apparaît aussi Gamal-Abdel-Nasser, le complet veston ou la chemise décontractée du « toubab » (Européen). Il y a plus de mille taxis blancs et bleus, les « bidons » (Mauritanien blanc) et du noir.

Une ville de l'arrière qui ne paraît guère s'émouvoir de ce qui se passe ailleurs. Les récentes attaques des troupes du Polisario à Bir-Gandous et au nord d'Atar, à quelques centaines de kilomètres de distance, ne produisent visiblement pas le frisson de la capitale. Il est vrai que le seul quotidien du pays, le *Chaab*, organe du parti populaire mauritanien, parti unique, n'a jamais fait état. Quant aux quotidiens étrangers, ils sont introuvables.

Pourtant, à deux reprises déjà, les maquisards sahraouis sont arrivés aux portes de Nouakchott. Les 8 et 9 juin 1978, la ville a été bombardée. Insuffisamment préparée, le raid s'est soldé par la mort du secrétaire général du Front Polisario, par ailleurs vainqueur radical et considéré comme pro-Égypte par l'Algérie. Le second fois, le 3 juillet 1977, le Polisario avait atteint les objectifs qu'il s'était fixés, mais sans succès. Cette action, entreprise au moment de la conférence de l'O.U.A. à Libreville, était destinée à prouver aux États africains l'importance du mouvement. Mais, aujourd'hui, que signifient ces raids répétés qui ont attiré l'attention plus que jamais l'attitude du Front pour l'enlèvement de civils français ? Dans les milieux officiels, la réponse est tou-

jours la même : opération publicitaire et moyen de pression sur les États et les organismes internationaux en vue d'une reconnaissance, surtout après l'échec de la conférence de l'O.U.A. à Libreville, en octobre dernier. Cette reconnaissance des combats n'est pourtant pas sans inquiéter les autorités, et sous son apparente tranquillité, Nouakchott dissimule une activité fébrile. Les marchands d'armes sont là. Les Américains du Gateway Overseas Corporation proposent toute une panoplie de matériels, y compris des avions. Les Anglais de Vickers sont également présents. Des Norvégiens se pressent à l'aéroport. Deux corps français sont déchargés en priorité au wharf de Nouakchott. Dans l'un d'eux, il y aurait eu un cinquantaine de canons. On signale également une activité anormale à l'aéroport de Nouakchott.

Un regroupement des forces

Les choses ont rapidement évolué ces derniers temps. Le colonel Vlah Ould Mayouf, qui commande la première région militaire du nord, dans le Thia El Ghazis (sud du Rio de Oro) est en instance de mutation ainsi que le colonel Ahmed Bousseif, qui dirige la cinquième région, celle de Zouerate. Le premier sera remplacé par le colonel Haidalla Ould Mohamed Khouna et le second par le colonel Ahmed Mahmoud Ould Naji. D'autre part, la piste aérienne d'Atar serait bientôt prolongée et les travaux de prolongement de l'aéroport de Nouakchott sont en voie d'achèvement. Des décisions seraient également prises au plus haut niveau militaire pour renforcer les positions importantes au détriment des petites unités éparpillées dans le désert, cibles trop tentantes pour le Polisario. Ces décisions ponctuelles sont-elles sim-

plement le contrepoint d'une tension passagère et de l'agitation diplomatique ? Pour la première fois, en tout cas, certains Mauritaniens affirment en privé qu'il faut en finir et régler définitivement le problème du Polisario, même par la guerre.

À l'ambassade de France, une agitation étrange est provoquée par le va-et-vient incessant de militaires français. Le temps du paravent de la neutralité semble révolu. Il paraît loin également le temps où en janvier 1973 Nouakchott avait dénoncé les accords de défense et d'assistance militaire conclus en 1961, estimant qu'ils constituaient une « entrave à l'indépendance nationale ». Aujourd'hui, une nouvelle coopération franco-mauritanienne a été mise sur pied. Elle consisterait dans un premier temps dans le détachement à l'école interarmes d'Atar d'un groupe d'officiers instructeurs français. Depuis lors, en raison des événements, elle a largement débordé ce cadre et l'on parle déjà de trois cents coopérateurs militaires dans un proche avenir.

Dans certains milieux officiels, on laisse entendre que la coopération militaire française est préférable à l'aide marocaine, qui risque à terme de compromettre l'indépendance du pays. De nombreux Mauritaniens voient en effet d'un mauvais œil l'implantation de soldats du régime chérifien dans le nord du pays, et notamment à Zouerate, où le quadrillage du territoire est assuré par les Marocains. Dans les sphères proches du pouvoir, on indique que s'il n'avait pas fallu défendre la communauté française du Front Polisario, on n'aurait jamais fait appel aux unités marocaines. En revanche, la présence militaire de la France dans la situation actuelle est considérée comme un mal nécessaire, on du moins comme un mal nécessaire.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le Polisario ne jugerait plus utile la détention des otages

(Suite de la première page.)

Le souverain a enfin qualifié de « chantage malséant » les pressions exercées actuellement sur le gouvernement français pour reconnaître le Front Polisario.

On se souvient des otages pour demander au président de la République française de reconnaître le Polisario, alors que l'Organisation de l'Unité africaine elle-même ne l'a pas reconnu, cette « inacceptable », a-t-il notamment déclaré.

Répondant aux allégations algériennes, selon lesquelles la France s'était rangée aux côtés du Maroc dans l'attaque du Sahara, le souverain a affirmé que les commandes d'armes françaises par le Maroc, particulièrement celles de Mirage F1, remontent à 1973, c'est-à-dire bien avant le déclenchement du processus de décolonisation du Sahara par l'Espagne.

« La France, a-t-il ajouté, ne s'est pas du tout rangée du côté du Maroc. Autrement dit s'agit d'une attitude arbitraire de nature à briser l'équilibre de la région ».

Alger : l'aveu d'un échec

À ALGER, les déclarations du roi du Maroc ont été interprétées comme l'aveu d'un échec. Dans un commentaire publié vendredi soir, l'agence officielle A.P.S. a estimé que le souverain « a reconnu implicitement la force du mouvement de libération sahraoui ».

Pour l'A.P.S., une des conséquences de la déclaration du roi, est que désormais « le peuple marocain sait que quotidiennement le sang coule au sud de la frontière marocaine, que de jeunes soldats sont envoyés à la mort dans l'ancienne colonie espagnole », et ce pour assurer les appétits d'une monarchie féodale ».

L'agence qualifie de « politique de fuite en avant » l'annonce, par le roi du Maroc, de l'application du « droit de suite » en territoire algérien, au cas où les Sahraouis attaquaient de nouveau au Sahara occidental, dans le Sud marocain ou en Mauritanie.

« En tout état de cause, conclut l'A.P.S., la position de l'Algérie est claire et inébranlable. Le peuple algérien est un, il est mobilisé pour la défense de sa révolution, derrière son ter de lance, l'armée nationale populaire ».

Et Moujahid estime pour sa part que le souverain marocain a franchi « un nouveau pas dans l'escalade du bellicisme ». Selon notre correspondant Paul Balta, les dirigeants algériens estiment qu'Hasan II tente « d'engager plus nettement la France dans le camp marocain-mauritanien ». Par ailleurs, la bruit court à Alger que le Polisario, ayant « marqué des points importants », une libération des otages pourrait intervenir prochainement, soit par le biais d'un succès de la mission de M. Chayet, soit par un geste unilatéral du Polisario présenté comme une marque de sympathie envers le gauche française.

On relève notamment une déclaration de l'Algérie arabe, par M. Mohamed Lamine, premier ministre de la République arabe sahraoui démocratique (R.A.S.D.) rapportant que « les problèmes de prisonniers sont généralement réglés à la fin des hostilités », il peut en aller autrement dans certaines situations particulières ».

Enfin, les dirigeants du Polisario traitent par l'ironie la notion faite, par le roi Hassan II, d'une visite d'un « ambassadeur sahraoui » venu lui faire des propositions de règlement.

À NEW-YORK, le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, d'est entré vendredi avec trois représentants du Front Polisario. Selon notre correspondant, un « scénario de libération des otages » serait également envisagé par l'intermédiaire de l'Organisation internationale. D'autre part, M. Hamdi Ould Moukne, ministre d'État mauritanien chargé des affaires étrangères, a adressé une lettre au président du Conseil de sécurité pour attirer son attention sur la « gravité d'une situation dont le gouvernement algérien est seul responsable ».

À PARIS, M. de Gaulle e à nouveau exposé, vendredi soir à TF 1, la position du gouvernement et notamment son refus de lier le sort des otages aux problèmes politiques posés par la crise saharienne. Le ministre des affaires étrangères a contesté la manière, qu'il a qualifiée de tendancieuse, dont M. Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, a présenté la politique française à l'égard de la question du Sahara occidental.

La conférence des ministres de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), qui se tenait depuis cinq jours à Kampala, dans lequel dix-sept pays seront représentés — qui sera chargé de superviser la création d'une agence de presse panafricaine. La création d'une telle agence est envisagée depuis 1963 par les membres de l'O.U.A., qui accusent les agences existantes, et plus généralement la presse occidentale, de donner une « vision déformée » de l'Afrique. — (U.P.I.)

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT AU PROCHE-ORIENT

Le Caire accueille favorablement « l'appel à la paix » de M. Begin

(Suite de la première page.)

Le premier ministre israélien a poursuivi : « Nous ne voulons plus de conflit avec vous, mais nous nous défendons si nous devons être attaqués. Concluez la paix, nous nous en ferons. Plus de guerre, plus d'effusion de sang, plus de menaces. Ne faisons pas simplement la paix. Engageons-nous à une coopération sincère et fertile. Nous pouvons nous aider mutuellement ».

M. Begin a félicité M. Sadate d'avoir proposé mardi de se rendre à Jérusalem pour prendre la parole devant la Knesset. Il a ajouté : « Ce sera pour moi un plaisir de recevoir votre président avec l'assurance que vous n'avez pas été au-delà. Cette action, entreprise au moment de la conférence de l'O.U.A. à Libreville, était destinée à prouver aux États africains l'importance du mouvement. Mais, aujourd'hui, que signifient ces raids répétés qui ont attiré l'attention plus que jamais l'attitude du Front pour l'enlèvement de civils français ? Dans les milieux officiels, la réponse est tou-

jours la même : opération publicitaire et moyen de pression sur les États et les organismes internationaux en vue d'une reconnaissance, surtout après l'échec de la conférence de l'O.U.A. à Libreville, en octobre dernier. Cette reconnaissance des combats n'est pourtant pas sans inquiéter les autorités, et sous son apparente tranquillité, Nouakchott dissimule une activité fébrile. Les marchands d'armes sont là. Les Américains du Gateway Overseas Corporation proposent toute une panoplie de matériels, y compris des avions. Les Anglais de Vickers sont également présents. Des Norvégiens se pressent à l'aéroport. Deux corps français sont déchargés en priorité au wharf de Nouakchott. Dans l'un d'eux, il y aurait eu un cinquantaine de canons. On signale également une activité anormale à l'aéroport de Nouakchott.

Trois réserves du Caire

M. Begin a conclu son message en ces termes : « C'est dans l'esprit d'une croyance commune en Dieu et en la providence divine, dans le droit et la justice, dans toutes les grandes valeurs humaines que nous nous sommes unis par le prophète Mohamed, et par nos prophètes Moïse, Isaïe, Jérémie et Ézechiel. C'est dans cet esprit humain que je vous dis de tout mon cœur : Chalom, cela signifie Paix ».

La radio et la télévision égyptiennes ont interrompu leurs émissions à minuit, dans la nuit de vendredi à samedi, pour accueillir l'appel du premier ministre israélien.

Attentats en Israël. — Un engin a explosé le vendredi 11 novembre au marché de Kiryat-Gat, localité israélienne du Néguev située à une vingtaine de kilomètres de Gaza. Un enfant a été légèrement blessé. Le même jour, une grenade a été lancée sur une patrouille militaire israélienne qui évoluait dans la vieille ville de Naplouse (Cisjordanie). Il n'y a eu ni victime ni dégât. — (A.P.)

Le chah d'Iran est attendu le dimanche 13 novembre à Paris, où il avait précédé des vendredi l'impératrice Farah. Le couple impérial quittera Paris lundi pour se rendre en visite officielle à Washington les 15 et 16 novembre. Le chah et l'impératrice doivent à nouveau séjourner à Paris les 17 et 18 novembre, où ils seront reçus, à titre privé, par M. Giscard d'Estaing.

était sur le point de leur tourner le dos (...). L'essentiel n'est pas d'échanger des visites entre Le Caire et Tel-Aviv, mais de se rendre à Genève et de s'asseoir aux côtés des États-Unis, qui sont les plus concernés par le conflit », ajoute Al Dattour.

La presse jordanienne déplore par la même occasion que le président Sadate ait proposé de se rendre à la Knesset pour s'adresser aux représentants du peuple israélien.

La principale organisation de résistance palestinienne, le Fath, de la chefferie pour le Fath, critique le chef de l'État égyptien en se déclarant persuadée que celui-ci s'était livré à une manœuvre diplomatique. Dans une déclaration faite ce samedi 12 novembre à notre correspondant à Beyrouth, Lucien George, le porte-parole du Fath, M. Mahmoud Labadi, a affirmé :

« S'il s'agit d'une manœuvre diplomatique pour mettre en relief l'entêtement d'Israël, son refus de se retirer des territoires occupés et de reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien, la manœuvre est condamnée. Pour notre part, nous ne doutons pas du patriotisme de M. Sadate, de son attachement à une paix juste et durable au Proche-Orient ».

Notre correspondant à Beyrouth a appris, d'autre part, dans les milieux de la résistance, que le chef du Fath, Yasser Arafat, le président de l'O.L.P., que s'il devait se rendre seul à Genève, il réclamerait le respect des droits du peuple palestinien.

D'autre part, deux organisations de fedayin ont violemment pris à partie le président Sadate. Le Front démocratique pour la libération de la Palestine (P.D.L.P.) a répondu, vendredi, au chef de l'État égyptien d'avoir « accepté le document de travail américain-israélien », et de « s'être plus totalement aligné sur les conditions de l'ennemi sioniste ». Ainsi, ajoute le communiqué du P.D.L.P., « le régime égyptien a abandonné ses engagements envers le peuple palestinien et la nation arabe ». Le Front populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.) du docteur Georges Habbache, a dénoncé le président égyptien comme étant « léger et incapable ». « Les régimes qui ont adopté une politique d'abandon ne peuvent que faire de nouvelles concessions aux masses arabes sionistes », déclare le F.P.L.P.

L'ensemble des organisations palestiniennes s'inquiètent des visites israéliennes au Sud-Liban. Après trente-six heures de répit, l'aviation de l'État hébreu est revenue vendredi à la charge en plongeant à la roquette plusieurs

agglomérations libanaises : Nakoura-Matnié, Bent-Jbeil et surtout la banlieue de Tyr, où est situé le camp palestinien de Borj-Al-Chamali. Les bombardements ont infligé de graves dégâts et auraient fait, selon un premier bilan, une douzaine de morts.

Les milieux politiques libanais, indique l'A.P.S., s'attendent qu'Israël poursuivra ses attaques. D'autre part, l'ambassadeur des États-Unis à Beyrouth, M. Richard Parker, a informé les dirigeants libanais qu'Israël est déterminé à obtenir le retrait total des fedayin de la région frontalière. M. Parker a fait valoir que Washington n'a aucune moyen d'empêcher une opération militaire israélienne, quelle que soit son ampleur. Il a, en revanche, assuré les interlocuteurs que les États-Unis sont en mesure de garantir qu'Israël n'ira pas jusqu'à occuper d'une manière permanente le sud du Liban.

(1) N.D.L.R. : Les deux mots ne sont pas strictement synonymes. Chalom, en hébreu, désigne la paix (Salam en arabe), tandis que Souh signifie réconciliation.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE NOVEMBRE

LA GRÈCE AVANT LES ÉLECTIONS : Entre le scepticisme et l'incertitude

(Constantin Tsoukalas, Th. Pangalos, Kostas Vergopoulos, Kostas Sourdis, Panayotis Lambrias, Georges Mavros, André G. Papadimitriou, M. M. et S. Babie Dracopoulos)

LA CONSCIENCE NOIRE, DE LA NON-VIOLENCE À L'INTERDICTION

(René Lefort)

Le numéro : 5 F
5, rue des Italiens,
75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
En vente partout.

Les ministres arabes des affaires étrangères tentent de définir une stratégie commune

De notre correspondant

Tunis. — Assainir les relations interarabes pour une meilleure solidarité, envisager une stratégie commune en vue de régler le conflit du Proche-Orient et l'ordre du jour de la conférence des ministres arabes des affaires étrangères qui s'ouvre ce samedi à Tunis.

Si dans les milieux arabes on considère comme assez probable que les derniers développements de l'affaire saharienne soient officiellement discutés en réunion, ils n'en seront pas moins, estime-t-on, au centre des conversations qui se dérouleront en marge des séances plénières. « Mais, nous a déclaré M. Habib Chakry, ministre tunisien des affaires étrangères, il ne peut s'agir de trancher. Si cette question doit être un jour examinée, elle ne peut l'être valablement que par un « sommet » des ministres des affaires étrangères, pourvu qu'il soit précédé d'un accord préalable sur les points essentiels de la coopération économique, sociale et culturelle et des relations humaines, et l'engagement par les pays arabes de faire respecter le « code d'honneur » des journalistes arabes, adopté l'été dernier lors de la réunion des ministres arabes de l'information, dans le but d'atténuer les campagnes de presse hostiles entre pays arabes. La Ligue arabe, chargée à elle, propose la création d'une force d'urgence permanente arabe et d'une cour de justice arabe.

Les discussions sur la définition d'une stratégie arabe commune pour un règlement du conflit avec Israël promettent d'être serrées et animées. Certains pays, dont la Tunisie, se montrent réservés sur les chances de réunir la conférence de Genève, dont, estiment-ils, la préparation est demeurée jusqu'ici entourée de « confusion ». « Mais si nous voyons Genève mal parti, nous a déclaré M. Chakry, la question de la définition d'une stratégie arabe commune garde toute son importance. Il existe actuellement une « anomalie » : tout en étant plus tard que jamais Israël persiste dans son intransigence, et les Arabes, dont les appels internationaux se sont considérablement épuisés, qui ont vu leurs droits légitimes reconnus par tous, et qui possèdent des moyens de pression tels que le pétrole ou les pétrodollars, ne parviennent pas à fléchir l'État sioniste ».

Les chances de réunir la conférence de Genève, dont, estiment-ils, la préparation est demeurée jusqu'ici entourée de « confusion ». « Mais si nous voyons Genève mal parti, nous a déclaré M. Chakry, la question de la définition d'une stratégie arabe commune garde toute son importance. Il existe actuellement une « anomalie » : tout en étant plus tard que jamais Israël persiste dans son intransigence, et les Arabes, dont les appels internationaux se sont considérablement épuisés, qui ont vu leurs droits légitimes reconnus par tous, et qui possèdent des moyens de pression tels que le pétrole ou les pétrodollars, ne parviennent pas à fléchir l'État sioniste ».

MICHEL DEURÉ.

A la mémoire des victimes du nazisme

UNE « SALLE DES NOMS » A ÉTÉ INAUGURÉE À JÉRUSALEM

(De notre correspondant.) Jérusalem. — Une « salle des noms » rendant hommage aux victimes des persécutions nazies contre les Juifs a été inaugurée à Jérusalem, le 9 novembre, jour anniversaire de la « nuit de cristal » qui, en 1938, a marqué le début des violences contre les Juifs en Allemagne et en Autriche. Cette « salle des noms » est située sur la « colline du souvenir », où se trouve l'ensemble commémoratif Yad-Vaschem, consacré à l'holocauste des six millions de Juifs européens. — A. Sc.

EUROPE

Grande-Bretagne

AUX COMMUNES

M. Callaghan veut faire avancer les projets de dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au Pays de Galles

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement Callaghan livrera aux Communes dans les jours qui viennent la première bataille sérieuse de la session parlementaire sur les deux projets de lois constitutionnelles séparées concernant la dévolution des pouvoirs au Pays de Galles et à l'Écosse.

Le gouvernement est décidé à mener les choses rondement, avec pour objectif d'organiser en mars 1979 les premières élections aux Assemblées créées par la nouvelle législation, après que les Gallois et les Écossais se seront prononcés par voie de référendum, à l'automne 1978.

C'est à dessein que le gouvernement, spéculant sur le rejet probable par les Gallois du projet de dévolution les concernant, a soumis cette année au Parlement deux textes séparés et non la législation unique qui, l'an dernier, avait été mise en échec. Le gouvernement veut assurer l'adoption rapide du *Scottish Bill*, en espérant couper l'herbe sous le pied aux nationalistes écossais qui, aux dernières élections avaient réussi à rallier 30 % de l'électorat (des nationalistes gallois n'en avaient conquis que 11 %).

Bastion traditionnel du Labour, l'Écosse, qui compte onze députés nationalistes, est jugée par les deux grands partis comme un enjeu vital des prochaines élections législatives. C'est la raison des récentes visites, à quelques jours d'intervalle, faites par M. Callaghan et Mme Thatcher au nord de la frontière. Le premier ministre, comme le chef de l'opposition, ont conscience que le vote écossais déterminera la possibilité du nouveau gouvernement à diriger le pays, sans avoir à recourir à une formule de coalition. Mais, à la différence de M. Callaghan, Mme Thatcher estime que l'opposition à la dévolution sera payante sur le plan électoral.

Mme Thatcher a mobilisé le groupe parlementaire conservateur contre le *Scottish Bill* et dénoncé l'attitude du gouvernement travailliste, trop pressé, à son avis, de forcer une décision rapide sur un problème constitutionnel qui mériterait une étude plus approfondie. De fait, le gouvernement a prévu seulement deux jours de débats en seconde lecture des deux projets de lois, en commençant par le *Scottish*.

Un seul jour de discussions sera consacré à un point de procédure capital : celui de la « guillotine », qui permet au gouvernement de limiter la durée des débats et de mettre en échec les manœuvres dilatoires des adversaires des projets de dévolution. Le projet de loi unique de dévolution avait été repoussé justement sur la question de la « guillotine ». Le gouvernement a, cette fois, les plus grandes chances de l'emporter grâce au revirement des libéraux qui, après avoir obtenu de M. Callaghan des changements au projet dans le sens d'une plus large autonomie, ont décidé de voter pour la « guillotine ». Les libéraux écossais espèrent obtenir l'Assemblée écossaise disposera de pouvoirs économiques plus importants que prévus, peut-être même du droit de lever des impôts locaux.

Selon les pointages officiels, le gouvernement devrait gagner la « bataille de la guillotine », mais il lui aurait perdu en février par vingt-neuf voix.

Cependant, nombre de parlementaires des deux partis paraissent décidés à ne pas respecter la discipline de vote imposée par leurs leaders. Chez les conservateurs, les « rebelles » sont moins nombreux, moins notables, comme M. Heath, qui, l'an dernier, refusa de voter contre le projet de dévolution. La « révolte » est plus étendue chez les travaillistes, où une quinzaine de députés seraient déterminés à voter contre les projets et contre la « guillotine », tandis qu'une vingtaine s'abstiendraient. M. Callaghan considère le problème comme une « question de confiance », mais il se garde de demander un vote de confiance formel qui impliquerait la démission du gouvernement en cas d'échec. Le premier ministre peut craindre, en effet, qu'un nombre suffisant de députés nationalistes écossais vote alors contre le gouvernement afin de précipiter les élections générales.

À plusieurs reprises, les députés travaillistes craignent que les régions du nord-est et du nord-ouest de l'Angleterre qu'ils représentent ne soient négligées au bénéfice de l'Écosse. Le gouvernement envisagerait un programme d'aides régionales afin de les apaiser.

HENRI PIERRE.

Suisse

Le gouvernement refuse de limiter l'accès des anciens ministres aux affaires privées

De nos correspondants

Berne. — La démission annoncée pour la fin de l'année, de deux membres du gouvernement helvétique, MM. Pierre Graber, socialiste, et Ernst Brugger, radical (le *Monde* du 17 octobre), a relancé le débat sur les liens entre le monde politique et l'économie privée. Dans une question adressée au conseil fédéral, le président du parti socialiste suisse, M. Helmut

Hübacher, a publiquement proposé l'élaboration d'un code d'honneur qui interdirait aux anciens membres du gouvernement d'assumer des responsabilités trop en vue dans les affaires privées. Pour évaluer sa requête, M. Hübacher invoque « la malaise du public l'entrée d'anciens conseillers fédéraux dans des conseils d'administration ».

Comme l'avaient laissé présager ses premières réactions, le gouvernement n'a ni accepté ni rejeté catégoriquement la proposition socialiste. Dans sa réponse, le conseil fédéral constate que « le conseil d'administration est une institution reconnue et parfaitement honorable. Par conséquent, ajoute-t-il, il n'y a aucune raison de décaler une telle activité incompatible avec l'honneur d'un ancien membre du gouvernement. Chaque citoyen qui accepte un mandat dans un conseil d'administration, estime d'autre part le conseil fédéral, peut rendre de précieux services au pays ».

En dépit des préoccupations des socialistes, il n'est donc pas question d'empêcher d'anciens membres du gouvernement de passer leurs années de retraite, comme cela a été souvent le cas, au service de l'économie privée. Ainsi, parmi les ex-ministres récents, M. Max Fetschiner est devenu président du conseil d'administration de Nestlé, après son départ du gouvernement, en 1961. M. Nello Celio, qui avait dû renoncer à soixante-trois mandats d'administrateur en entrant au conseil fédéral, en a retrouvé quatorze depuis qu'il a pris sa retraite en 1974. Mme Hans Schaffner, ancien ministre de l'économie, et Roger Bonvin, ancien ministre des finances, occupent aujourd'hui chacun une dizaine de sièges dans des conseils d'administration. Avant même de quitter le conseil fédéral, M. Ernst Brugger, l'ancien chef du département de l'économie, a déjà été pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de la Banque populaire suisse, l'une des quatre plus grandes du pays.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Portugal

Le conseil national du parti social-démocrate écarte de la direction les adversaires de M. Sa Carneiro

De notre correspondant

Lisbonne. — Après quarante-huit heures de discussions, le conseil national du parti social-démocrate portugais s'est achevé par la victoire incontestable de M. Sa Carneiro. Mais celui-ci n'a pas accepté de reprendre immédiatement la présidence du parti, dont il avait démissionné le mardi 8 novembre. Il rendra publique sa décision lors du congrès qui doit se réunir au mois de janvier prochain.

Aucun successeur, même à titre provisoire, n'a été désigné. « Nous n'acceptons pas des présidents par intérim », insistait-on dans une motion approuvée à l'unanimité. La commission politique, qui à plusieurs reprises avait mis M. Sa Carneiro en minorité, a été remplacée par une « commission permanente » dirigée par M. Sousa Franco. Celui-ci avait également donné sa démission pour marquer son désaccord avec M. Sa Carneiro. Ce comité sera chargé de négocier avec le gouvernement une plate-forme d'accord entre les partis politiques dans le respect scrupuleux des conditions imposées auparavant par la direction du P.S.D. : exclusion du parti communiste des conversations ; gouvernement représentatif des trois partis « démocratiques » (P.S., C.D.S. et P.S.D.) ; accords ponctuels entre le gouvernement et les associations socio-professionnelles.

Si une solution satisfaisante n'est pas trouvée d'ici à la fin

de l'année, le P.S.D. ne donnera pas son aval aux mesures économiques proposées par le Fonds monétaire international. Il présentera au Parlement une motion de censure et s'opposera même très probablement au projet de budget qui sera soumis aux députés avant le 15 décembre.

En déclenchant l'épreuve de force, l'interdiction du P.S.D. de M. Sa Carneiro paraît avoir barré la route à d'autres dirigeants du parti, plus modérés, qui étaient partis, semble-t-il, d'un accord limité aux socialistes et aux sociaux-démocrates. La « ligne dure » a l'emportée. Certaines personnalités, comme M. Rui Machete, n'ont plus voix au chapitre pour la discussion des grandes décisions politiques.

Favorable à la révision de la Constitution, l'ancien, et sans doute futur, président du P.S.D., M. Sá Carneiro, a écarté les hostilités avec le chef de l'État, compte élargi son influence à des secteurs situés à droite de son parti.

Le climat de tension politique et militaire provoqué par la crise à la direction des sociaux-démocrates a nettement baissé l'intensité. Néanmoins, il a remis au deuxième plan la visite au Portugal du secrétaire général de l'O.T.A.N., M. Luns, et du président de la Commission des Communautés européennes, M. Jenkins.

JOSÉ REBELO.

Un spécialiste des coups d'éclat

Né à Porto en juillet 1934, avocat, M. Sa Carneiro a commencé sa carrière politique sous le régime de M. Marcello Caetano, qui l'avait en 1965 nommé ministre de l'Intérieur. Élu dans ce rôle nettement sous les couleurs du parti gouvernemental, le jeune député ne tarde pas à constituer, avec huit de ses collègues, un groupe libéral à l'Assemblée. En février 1973, il donne suite à un projet qu'il présente depuis deux ans en renouveau à son mandat. Dans le cadre de la démission qu'il adresse pour la circonstance au président de l'Assemblée, il estime ne plus pouvoir être député « sans perdre sa dignité », compte tenu de la situation des libertés publiques au Portugal. Ce coup d'éclat est suivi, quelques jours plus tard, par la démission d'un autre élu, le professeur Milner Guerra.

Un mois après le coup d'État, M. Sa Carneiro fonde, avec d'autres catholiques libéraux, le parti populaire démocratique (P.P.D.). Il situe ce dernier au centre gauche. Dans le gouvernement provisoire, constitué en mai 1974 sous la présidence de M. Adelino Palma Carlos, il exerce les fonctions de ministre d'État sans portefeuille. Le 9 juillet 1974, cependant, le premier ministre démissionne avec les quatre membres considérés comme « centristes » de son gouvernement, dont M. Sa Carneiro. Ce départ ouvre un long conflit entre les modérés et la gauche.

D'autre part, la direction très personnelle et énergique que M. Sa Carneiro exerce à la tête du P.P.D.

provoque, en décembre 1975, une scission au sein de sa formation, qui quitte un ministre, M. Jorge Se Borges, trois secrétaires d'État et vingt et un députés à l'Assemblée constituante.

Durant la campagne précédant les élections législatives du 25 avril 1976, M. Sa Carneiro se prononce publiquement en faveur du retour du général Spínola. Après le scrutin — qui fait de lui le second parti par sa représentation à l'Assemblée — le P.P.D. se mue en parti social-démocrate, cependant que son fondateur se fait de plus en plus critique vis-à-vis du parti de M. Mario Soares. Les socialistes, explique-t-il notamment à Madrid dans une déclaration qui fait grand bruit au Portugal, sont prisonniers de la « contradiction entre leur programme de gouvernement et leur programme idéologique ». Assurant que son pays est au bord de la banqueroute, M. Sa Carneiro ajoute que le gouvernement socialiste est « privé de l'appui de la majorité de la population ». « Propos irresponsables », commentera-t-on officiellement à Lisbonne.

Tchécoslovaquie

DANS UNE LETTRE AU PARLEMENT

Les porte-parole de la Charte 77 estiment que le procès de Prague « a nui au prestige du pays à l'étranger »

De notre correspondant en Europe orientale

Vienne. — Dans une lettre adressée à l'Assemblée fédérale tchécoslovaque, les porte-parole de la Charte 77 déclarent que le dernier procès qui s'est déroulé à la mi-octobre à Prague contre MM. Lederer, Ornest, Pavlíček et Havel « a nui au prestige et aux intérêts du pays à l'étranger ».

L'accusation de subversion était tout à fait injustifiée, affirment-ils, car, pour l'étayer, il faudrait démontrer l'hostilité des inculpés au socialisme, ce qui est incontestable pour des hommes qui ont, au contraire, consacré toute leur vie au socialisme et dont certains ont même été décorés par le pouvoir communiste en raison de leur engagement.

En réalité, soulignent MM. Hájek, Hladíček et Mme Knísová, le procès n'a tenu aucun compte des pactes internationaux sur les droits de l'homme, ratifiés par le Parlement tchécoslovaque ni de la convention des droits de l'homme.

À Prague, le philosophe Julius Tomin poursuit la grève de la faim qu'il a commencée le 4 novembre pour protester contre les investigations répétées auxquelles il était soumis depuis quelques temps par la police. Il apparaît, selon nos informations, que l'université clandestine « Jan Palach », dont un cours avait été interrompu il y a quelques jours par des policiers, continue ses activités. M. Tomin est l'un des professeurs qui animent cette « université ».

Le fils de M. Lederer, M. Alas Lederer, s'est adressé à M. Georges Marchais pour lui demander d'intervenir en faveur de son père, condamné le 18 octobre à trois ans et demi de prison. Un jeune courrier signataire de la Charte 77, M. Josef Kasík, s'est récemment donné la mort à Prague, apprenant la mort à l'étranger de son père.

Une incontestable « santé de fer », déclare le jeune homme justifiant son acte par son refus d'accomplir son service militaire. Ses objections se sont déroulées le 18 octobre devant un important déploiement de police. De nombreuses interpellations ont eu lieu.

Enfin, l'acteur Pavel Landovsky, ● La télévision tchécoslovaque a diffusé vendredi 11 novembre un « autoportrait » de M. Ornest, ancien directeur des théâtres de Prague, et condamné le mois dernier à trois ans et demi de prison pour subversion. Il a affirmé qu'il avait fait sortir des milliers de son pays parce qu'il avait été victime de sa « mentalité de petit-bourgeois ».

Italie

M. ANDREOTTI FAIT VÉRIFIER PUBLICQUEMENT QU'IL A « UNE SANTÉ DE FER »

(De notre correspondant)

Rome. — M. Giulio Andreotti se porte comme un champion. Il vient d'en donner la meilleure preuve en se soumettant à un « check-up » public, à l'invitation de la revue médicale *Salute*. « Les médecins », déclare le président du conseil, ont aussi le droit de contrôler les conditions de santé de ceux qui les gouvernent.

Un beau matin, donc, M. Andreotti s'est présenté à un centre de médecine préventive de la capitale. Il a été accueilli par un journaliste, un photographe et une équipe médicale. Le chef du gouvernement s'est retiré sa veste, roulé sous sa manche pour l'examen de sang ; on lui a pris le pouls, le poids, on a mesuré sa taille ; il s'est mis enfin torse nu pour les radiographies.

Le verdict est tombé au bout de quatre-vingt-dix minutes : « Une incontestable santé de fer ». Même la tension de ce bourreau de travail est bonne, compte tenu de son âge (cinquante-huit ans). M. Andreotti devra toutefois surveiller ses dents, car un début de carie est apparu sur une incisive.

À propos de l'homme qui a fait dépendre son gouvernement du soutien des communistes, les médecins ont ajouté : « On ne constate aucune altération qui laisserait prévoir une quelconque faiblesse ». La droite peut respirer.

ROBERT SOLÉ.

ASIE

Chine

L'achat d'avions militaires britanniques nécessitera des négociations complexes

De notre correspondant

Pékin. — Le contrat que la Chine envisage de conclure avec la firme britannique Hawker Siddeley pour l'achat de l'avion de chasse à réaction F4U Phantom II (le *Monde* du 6 novembre) sera du même type que celui signé en décembre 1975 à Pékin par la firme Rolls Royce pour la vente et la fabrication en République populaire de réacteurs Spey. Cette précision, recueillie de source britannique à Pékin, correspond à ce que l'on croit savoir des intentions des dirigeants chinois, qui ne veulent à aucun prix faire dépendre l'équipement des forces armées nationales de la livraison régulière de matériels et de pièces de rechange en provenance de l'étranger. Cela n'exclut pas, en revanche, l'acquisition de technologies avancées permettant la fabrication des mêmes matériels en Chine par des usines chinoises.

Tel avait été le y a deux ans le principe de l'accord conclu avec Rolls Royce, qui privait la livraison d'un petit nombre de moteurs Spey (une cinquantaine) mais surtout la construction sous licence des mêmes moteurs dans une usine chinoise actuellement en cours d'équipement à Shao. L'opération aujourd'hui envisagée avec Hawker Siddeley porterait elle aussi sur la livraison d'un petit nombre d'appareils Harrier et principalement sur la vente de la technologie nécessaire pour la fabrication de ces appareils.

Sur le fond, les intentions chinoises ne laissent aucun doute. Le vice-premier ministre Wang Chen a en effet déclaré le 6 novembre, à une délégation d'industriels britanniques, que la Chine

« a l'intention d'acquiescer à Harrier ». M. Wang Chen a même précisé qu'il avait eu l'occasion, vingt-quatre heures plus tôt, de voir un film japonais sur les performances de cet appareil.

Des problèmes financiers délicats

Du côté britannique, on se dit surpris par la décision chinoise. Sans doute des rumeurs avaient-elles récemment couru sur l'intérêt que Pékin portait au Harrier, mais on croit savoir que les représentants du Royaume-Uni dans la capitale chinoise avaient jugé utile d'informer Londres que de tels espoirs étaient sans fondement. L'affaire a cependant de quel intérêt, quand on sait, notamment, que Sir Stanley Hooker, conseiller technique de Rolls Royce — dont le moteur Pegasus équipe le Harrier — avait, lui aussi, rencontré à Pékin M. Wang Chen le 13 octobre dernier. En toute hypothèse, le nouveau contrat nécessitera des négociations complexes. Les objections américaines à la livraison de matériel militaire à la Chine ne semblent pas devoir constituer un obstacle insurmontable, puisqu'elles n'ont pas empêché en son temps l'accord avec Rolls Royce — lequel avait tout de même demandé plus de deux ans de négociations. Les problèmes financiers semblent plus délicats, compte tenu du prix élevé du Harrier (6 millions de dollars l'unité). Rappelons que le contrat Rolls Royce de 1975 portait sur un total d'environ 150 millions de dollars.

ALAIN JACOB.

Thaïlande

LE GÉNÉRAL KRIANGSAK EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Bangkok (Reuters). — Le roi Bhumibol a nommé premier ministre, vendredi 11 novembre, le général Kriangsak Channaman, commandant suprême des forces armées.

Agé de 59 ans, le général Kriangsak est en fait l'homme fort du pays depuis le coup d'État militaire d'octobre 1976 dont il fut l'un des principaux organisateurs — qui installa le gouvernement de M. Thanin Kraichinda à la tête de l'exécutif. Il a renforcé son influence au sein de la haute hiérarchie de l'armée, et est tenu en haute estime à Washington. Ces dernières années, il dirigeait la commission frontalière thaïlando-malaysienne et avait également contribué à apaiser les difficultés créées par la présence de réfugiés birmanes dans les régions occidentales de la Thaïlande. Il passe pour être favorable à une détente avec les États voisins de son pays et notamment le Laos, le Vietnam et le Cambodge.

● Commentant l'éventualité de pourparlers entre la Thaïlande et le Cambodge (le *Monde* du 12 novembre), l'agence Tass écrit qu'en Asie du Sud-Est, comme dans beaucoup d'autres régions du monde, le problème des frontières des jeunes pays est souvent entravé par les vestiges coloniaux. L'agence souligne, qui n'a jamais fait mention des combats à la frontière entre le Cambodge et le Vietnam, que l'accord existant entre le Laos et le Vietnam qui a peut-être servi d'exemple à la solution des problèmes frontaliers d'autres pays de cette partie du monde. — (Corresp.)

A travers le monde

Irlande du Nord

● UNE PERSONNE A ÉTÉ TUÉE vendredi 11 novembre, à Belfast, par l'explosion d'une voiture piégée. L'attentat a été revendiqué par l'I.R.A. D'autre part, dans la soirée du même jour, des bombes incendiaires ont provoqué des dégâts matériels — qui ne semblent pas très importants — dans une manufacture de tabacs. — (A.F.P.)

Laos

● LE PROCÈS DE VINGT-SIX HOMMES accusés d'avoir formé une « cellule » de subversion le 17 octobre, et d'avoir tenté d'assassiner plusieurs dirigeants du parti lao et de l'État, le 6 mai 1977, s'est ouvert le 9 novembre, à Vientiane, indique la radio laotienne captée à Bangkok. — (U.P.I.)

Rhodésie

● LE COMMUNISTE MILITAIRE RHODESIEN fait état dans un communiqué diffusé vendredi 11 novembre de la mort de deux guérilleros noirs. Il signale également que des maquisards, après avoir abattu un instituteur, ont enlevé une soixantaine d'élèves, femmes et filles. — (A.F.P., U.P.I.)

مكتبة الأصل

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le C.D.S. rend publique une première liste de soixante-quinze candidats

Le Centre des démocrates sociaux a rendu publique, mercredi 9 novembre, une première liste de soixante-quinze candidats aux élections législatives. Trois députés sortants ne se représentent pas : MM. Roland Bondest (Orne), Pierre Bourdellès (Côte-d'Or) et Justin Hausherr (Haut-Rhin). Dans la circonscription dont M. Jean Lecanuet, président du C.D.S., était l'élu avant d'entrer au gouvernement puis de conquérir un siège de député, c'est M. Henri Colombier, secrétaire général de la liste, qui représentera les démocrates sociaux. Sept personnalités figurent sur cette liste devraient être candidats uniques de majorité : MM. Barrot, Bernard-Raymond, Cornu, Méhaignerie, Ollivro et Stasi. Le C.D.S. fera connaître l'ensemble de ses candidats avant la fin du mois de novembre.

Le conseil national du P.S.U. approuve la stratégie d'« unité populaire » conduite par la direction

De notre envoyé spécial

Limoges. — Le conseil national du P.S.U. s'est ouvert, vendredi 11 novembre, à Limoges. Il devait se poursuivre samedi et dimanche avec la réunion des commissions et le vote des différents rapports. Il est apparu, dès la première journée, qu'une large majorité approuve l'action engagée par le bureau national, conformément à la stratégie d'« unité populaire » prônée par le congrès de Strasbourg (« Le Monde » du 1^{er} février 1977). L'opposition est désormais constituée par le seul courant C, dont l'audience semble se réduire.

La première journée du conseil national a permis aux délégués des fédérations d'engager avec les membres de la direction politique nationale le débat de fond puis l'opposition regroupée autour du courant C s'est manifestée dès la présentation du rapport d'activité. Ce texte fait l'inventaire des actions engagées par les instances dirigeantes depuis le congrès de Strasbourg, notamment les négociations conduites avec le P.C.F. qui ont abouti à un « constat de discussions » entre les deux partis (« Le Monde » du 6-7 novembre), et les tentatives de rassemblement d'un « front autogestionnaire » en vue des élections législatives (« Le Monde » du 2 novembre).

MM. Le Méhaignerie et Fontaine ont, en nom du courant C, critiqué le rapprochement avec le P.C.F. qui, à leurs yeux, ne peut que gêner les initiatives prises en direction des forces autogestionnaires. Ils ont expliqué : « Le P.S.U. joue sur deux tableaux. D'un côté, il s'efforce de conclure des accords d'entente avec les partis de gauche, de l'autre, il prétend rassembler les autogestionnaires. C'est une politique contradictoire. En fait, le P.S.U. perd sur les deux tableaux. » Ils ont ensuite demandé au conseil de modifier l'ordre du jour. Cette proposition a recueilli quarante et un mandats contre deux cent soixante-cinq favorables au bureau national. Le courant C, qui avait obtenu un congrès de Strasbourg quelque 12 % des mandats, enregistre donc à Limoges, avec 10 %, un certain recul.

Répondant à ses contradicteurs, M. Michel Mousset, membre du secrétariat national, a rappelé les engagements du P.S.U. à l'égard de l'« unité populaire » du P.S.U. Expliquant que celle-ci d'autant plus de chances de succès que la gauche traditionnelle est désempée, il a notamment déclaré : « Une table rase. Nous avons découvert que l'union de la gauche n'était que l'apparence de l'unité populaire. Au moment où tout se joue, nous nous sommes fait faire en sorte que ce conseil national soit le moment où tout redécouvre possible, car la gauche est toujours majoritaire. »

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Le Mouvement écologique élabore un projet politique

Les assises du Mouvement écologique se sont ouvertes, vendredi 11 novembre à Dölleren, près de Mulhouse (Haut-Rhin). Cette organisation regroupe une cinquantaine d'associations de défense de l'environnement, dont le MERA (Mouvement écologique Rhône-Alpes) que préside M. Lebreton, et le groupe Ecologie et Santé, bien implanté en Alsace.

L'objectif de ces assises, qui devaient s'achever dimanche, est de parvenir à l'élaboration d'un projet politique. A cette fin, plusieurs commissions ont été constituées (économie, agriculture, énergie, urbanisme, démocratie, non-violence) dont les textes seront, s'ils sont adoptés, regroupés au sein de ce qui pourrait être un « petit livre vert ».

Il s'agit aussi, pour le Mouvement écologique, de définir les modalités de participation de ses militants aux élections de mars 1978. Certes, il participe au regroupement électoral organisé sous le sigle Ecologie 78 : à ce titre, ses représentants ont approuvé le principe du non-désistement au second tour, qui constitue le fondement d'Ecologie 78. Mais plusieurs associations se montrent désormais réservées, estimant qu'une telle attitude peut favoriser les candidats les plus « dangereux » pour l'écologie.

Libres opinions

Droite-Gauche-Droite-Gauche...

par PHILIPPE LEBRETON (*)

L'ATTITUDE tactique d'Ecologie 78, consistant notamment à refuser par avance toute négociation électorale et tout désistement entre les deux tours de scrutin des prochaines législatives, semble poser bien des problèmes, et susciter bien des remarques chez les militants et les partis de gauche. Nous estimons donc nécessaire d'apporter toutes les précisions souhaitables pour confirmer, mais aussi clarifier notre position sur ce point.

Tout d'abord, bien que l'on nous accuse un peu communément de « renvoyer dos à dos la gauche et la droite », nous récusons le raisonnement manichéen selon lequel se refuser à voter pour le gauchiste reviendrait à voter pour la droite. Nous avons pu juger la droite à ses fruits, et en aucun cas nous n'appellerons à se désister pour elle et ne lui apporterons nos suffrages sous quelque forme positive que ce soit. En outre, les responsables de la gauche actuelle sont-ils si peu d'eux-mêmes qu'ils craignent que nos voix ne soient prises dans leurs seuls rangs, et non pas également au centre et même à droite ?

Mais que faut-il désormais entendre par droite, et surtout par gauche ? En effet, l'existence du P.C. nous pose un problème majeur : sur toutes les questions qui concernent l'écologie, les dirigeants, si ce n'est les militants, du parti communiste sont, en effet, des plus réactionnaires, les moins ouverts aux idées nouvelles.

Est-ce pour autant que, tenant notamment compte des propositions partiellement constructives que le P.S. vient d'adopter sur l'énergie nucléaire, nous devrions considérer comme allié local tout candidat P.S. ou M.R.G., en cessant de maintenir des candidats écologistes contre eux (« pour reprendre l'une des formules de Brice Lalonde ») ?

Nous ne le pensons pas, et il est possible de nous comprendre en voulant bien admettre que nos réflexes et notre attitude ne sont pas ceux des politiciens classiques, ni même ceux de politiciens tout court : nous ne cherchons pas à « négocier » entre appareils de parti, et notre position électorale ne sera pas étendue ou déviée par la promesse d'un ministère ou d'un poste de chef de cabinet ; aucun candidat d'Ecologie 78 ne cherche à tout prix à être élu, et le score électoral n'est pas pour nous une fin mais un moyen.

Si donc un candidat de la gauche (ou même, pourquoi pas, du centre ou de la droite) nous paraît à son compte les mesures que nous préconisons (« pour citer encore les propos de Brice Lalonde », nous posons d'abord deux questions naïves, et antérieures ensuite notre pratique : — Si un tel candidat existe à gauche, Ecologie 78 ne serait-elle pas prête à lui offrir son label, dès le premier tour, sous réserve des conditions posées ? — Si un tel oiseau rare existe à gauche, pourquoi ne cherche-t-il pas en priorité à convaincre son appareil de parti, et à résoudre la propre contradiction de sa présence au sein de son parti ?

En effet, Ecologie 78 estime que ce n'est pas à elle de résoudre les problèmes de la gauche ou de ce qu'il en reste ; elle estime également qu'elle n'a ni la force ni le goût, sinon l'opportunité, de discuter d'égal à égal avec les partis de gauche ; nous posons des questions à la gauche, dont nous voulons être le mandataire conscience, et c'est bien à la gauche elle-même qu'il convient d'apporter des réponses que l'électorat jugera satisfaisantes ou non.

Nous n'avons pas confiance en notre aptitude à obtenir de la gauche des engagements suffisamment nets et clairs sur les problèmes fondamentaux : les choix de société, la réorientation de la croissance, les rapports du citoyen et de l'Etat. Même si nous choisissons des « clés de sincérité », difficilement troublées (la force de frappe, le sur-généralisme), l'exemple suédois serait là pour nous prouver le peu de valeur des promesses politiciennes. D'ailleurs les propositions faites d'un monde ou d'un référendum nucléaire ont pour caractéristiques d'être d'application post-électorale. Un grand parti doit avoir les capacités et le courage de faire clairement ses choix avant toute consultation électorale. Nous ne voterons donc pas en blanc aux législatives, qui devront constituer en elles-mêmes le référendum promis.

Le public, convenablement informé, sera donc le meilleur garant de la valeur des propositions et des engagements éventuellement pris par la gauche. A la limite et par boutade, Ecologie 78 estimerait avoir joué son rôle et remporté un franc succès si ses candidats obtenaient 0 % des suffrages lors du prochain scrutin : la gauche aurait alors suffisamment compris et repris nos positions pour que le public ait jugé cette attitude définitivement crédible et notre présence inutile.

Corrélativement, nous avons donc toutes les raisons — dont celle d'aider la gauche à se définir — de présenter partout des candidats sur de telles bases, la seule exception pouvant être les circonscriptions où nous manquerrions les moyens correspondants.

Sous cet éclairage, le procès d'intention, qui commence à nous être fait par des partis ou des candidats soucieux de leur propre renouveau, apparaît singulièrement mal fondé. Ce n'est pas nous qui renvoyons dos à dos la droite et la gauche ; c'est la gauche qui se montre incapable de se distinguer de la droite en adoptant la même conception productiviste de la société ; c'est la gauche qui prend le risque de faire passer la droite aux dépens de la gauche ; c'est la gauche qui prend le risque de s'éloigner d'elle nombre d'électeurs déçus par son manque d'idéal et d'imagination, son inaptitude de fond et de forme à « changer la société ».

Serait-ce parce qu'ils posent les vrais problèmes et les vraies responsabilités que les candidats Ecologie 78 soulèvent tant d'interrogations et tant d'irritation ? Si tel est le cas, ils se voient confortés dans leur opinion d'être sur le bon chemin et ne cessent de lutter pour contribuer à poser et à résoudre les vrais problèmes de la société de demain.

Bien entendu, les représentants d'Ecologie 78 restent prêts à tous contacts qui permettraient de mieux se faire comprendre et de recevoir en retour les propositions et les engagements que les partis seraient prêts à fournir au public sur les bases ci-dessus définies.

(*) Professeur à l'université de Lyon, membre du secrétariat national d'Ecologie 78.

LE MAIRE DE COLMAR DÉMET DE SES FONCTIONS

M. Joseph Rey (C.D.S.), maire de Colmar (Haut-Rhin), confirmera officiellement lundi 14 novembre, devant le conseil municipal de cette ville, sa décision de démissionner de son mandat ainsi qu'il l'avait annoncé après avoir à réifié, en mai dernier. Agé de cinquante-huit ans, premier adjoint de Colmar depuis onze ans, ancien député M.R.P. (1958-1968), M. Joseph Rey sera officiellement remplacé par Edmond Gerrer (C.D.S.), conseiller municipal adjoint. La liste conduite par M. Joseph Rey avait obtenu, au deuxième tour du mois de mars, 9 832 voix contre 8 315 voix à la liste menée de la gauche conduite par M. Wenzel (P.S.) et 5 709 voix à la liste d'action locale conduite par M. Kalb (sans étiqu.).

HAUT-RHIN. — Le Mouvement de la gauche présente à un candidat dans chacune des cinq circonscriptions. Le président de la fédération du M.R.G., Edouard Bogelin, a regretté que les contacts pris avec le parti socialiste n'aient pas abouti.

VAUCLUSE. — M. Jacques Chard, candidat socialiste dans la circonscription (Carpentras), n'a le député sortant est Francis Leenhardt (P.S.), a annoncé ses fonctions de secrétaire au profit de M. Jean-François Fournier. (Corresp.)

● **Rencontre P.S.-P.M.E.** — La délégation du parti socialiste, conduite par M. Michel Rodot, a rencontré le jeudi 10 novembre, au siège de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, le président de celle-ci, M. Léon Ginzburg, entouré de ses adjoints. L'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés les P.M.E., ainsi que les projets du parti socialiste dans ce domaine, ont été abordés. La C.G.P.M.E. dans un souci d'informer les entreprises, leur soumettra à ses représentants les propositions du parti socialiste. Les deux délégations ont décidé de maintenir des contacts entre leurs organisations.

Saint-Étienne : MM. Sanguedolce et Durafour polémique

De notre correspondant

Saint-Étienne. — La municipalité de gauche de Saint-Étienne ne se fait pas faute de critiquer la gestion de l'ancienne équipe. Par voie d'affiches apposées un peu partout, le maire communiste, M. Sanguedolce, a déclaré que s'en est pris tout récemment encore, à propos des impôts locaux à son prédécesseur, M. Michel Durafour, radical. L'ancien maire a répondu, le 9 novembre, en tenant une conférence de presse au cours de laquelle il a indiqué que, à son départ, il y avait en caisse près de 118 millions de francs, « non répartis », a-t-il précisé, cette somme n'était pas entièrement disponible. Une partie représentait une avance de trésorerie que le maire actuel a fait observer qu'il a la tâche ; l'autre partie était constituée par les emprunts contractés en vue de travaux en cours ou projetés. On constate ainsi que le ville dispose d'un fonds propres non négligeables et que tous les chantiers ouverts ou à ouvrir étaient financés. M. Michel Durafour faisait observer que le maire actuel a dû se trouver très à l'aise financièrement et ajoutait que la nouvelle municipalité « a la possibilité de décaler les équipements de son choix sans être obligés d'augmenter la charge fiscale des contribuables en 1978 ».

L'ancien maire avait reproché à ses vains efforts avoir brutalement stoppés les investissements, négligé l'occupation des zones industrielles. Et d'ajouter : « M. Sanguedolce inaugure volontiers les aménagements réalisés par nous-mêmes. » M. Durafour s'est dit surpris d'apprendre que des dépenses de la nouvelle municipalité, qui avait commencé par « augmenter démesurément » de l'ordre de 30 %, les indemnités du maire, des adjoints et autres membres du conseil municipal. Il avait aussi souligné les problèmes posés, selon lui, par le recrutement du personnel municipal, deux cent quarante nouveaux employés ayant été embauchés. Quant au bulletin d'information publié par l'actuelle municipalité, il s'agit, pour M. Durafour d'un journal politique mis à la disposition du P.C. du P.S. du M.R.G. et donc de son financement par la ville constituerait une violation délibérée du code d'administration communale interdisant les subventions à des partis politiques.

M. Joseph Sanguedolce a répondu mercredi 9 novembre en déclarant, à son tour, une conférence de presse. S'appuyant sur les statistiques du ministère de l'Intérieur produites en 1974 et sur l'ouvrage d'un spécialiste, il a constaté que Saint-Étienne est l'une des grandes villes les plus riches de France : « Quel y ait 120 millions de francs en réserve, c'est une chose, mais il faut préciser qu'une telle somme provenait, pour une large part, de la vente d'immobilier communal (...). Les annuités de remboursement des emprunts sont telles que, à elles seules, elles impliqueraient pour le budget une augmentation de 13 %, dans l'hypothèse où tous les autres postes budgétaires seraient réduits. »

Une « gestion sociale humaine et démocratique » M. Sanguedolce a ensuite dressé un rapide bilan de sa « gestion sociale, humaine et démocratique », précisant au sujet du nouveau personnel : « Il y a cent vingt-cinq personnes embauchées dans tous les services, qui ne sont pas pour autant de nouveaux emplois puisque cinquante-huit personnes sont parties depuis le 1^{er} avril. C'est donc en fait soixante-sept personnes qui sont venues renforcer les services municipaux. » Le maire communiste a encore apporté quelques précisions sur le bulletin municipal, qui va désormais paraître régulièrement : « Il contient en effet d'informer la population. Il ne s'agit pas pour nous, comme cela se pratiquait dans le passé, de donner de l'importance à cette publication à la veille des élections. Les deux premiers numéros ont été réalisés sans publicité. A partir du troisième, la publicité couvrira du P.S., du M.R.G. et donc de son

en partie les frais d'impression et de distribution. »

Evocant la campagne d'affichage que M. Durafour lui reprochait, M. Sanguedolce a souligné : « Les emplacements publicitaires que nous occupons actuellement sont libres et donc gratuits, les contrats n'ayant pas été renouvelés avec les publicités. Nous avons seulement supporté le coût d'impression des affiches, qui est modeste. » Le maire de Saint-Étienne a annoncé que l'un de ses adjoints a été chargé de préparer un projet d'installation de panneaux répartis dans toute la ville et qui seront mis à la disposition des organisations diverses, syndicales, politiques, culturelles, sportives et autres, qui leur permettra d'interdire ensuite l'affichage sauvage.

A propos des indemnités du conseil, selon le premier adjoint, M. Paul Chomaz (P.C.), les indemnités cumulées des élus étaient en février 1977 de 58 137 F et de 59 158 F en y ajoutant l'indemnité parlementaire de M. Durafour, sénateur (qui était premier adjoint de M. Durafour), ce qui portait la moyenne perçue à 1 608 F par mois pour chacun des trente-sept conseillers. « Aujourd'hui, la somme globale allouée est de 72 000 F pour quarante-cinq conseillers, ce qui donne une moyenne individuelle et mensuelle de 1 608 F. Le maire touche 7 000 F, mais, comme tout militant responsable, il ne conserve qu'une partie de cette somme, soit 1 100 F. » Une quote-part étant reversée par les élus communistes à leur parti. Ces indemnités compensent les pertes de salaire des intéressés, selon M. Chomaz, qui s'étonne que M. Durafour « dénonce aujourd'hui la mesure qui fait que les indemnités d'élus échappent à l'impôt, alors qu'il en a longtemps bénéficié ».

PAUL CHAPPEL.

● M. Charles Baur, candidat du Mouvement démocrate socialiste dans la troisième circonscription de l'Oise (Le Monde du 12 novembre), n'est plus conseiller général de l'Aisne. Il a été battu en mars 1976 par M. Brun (P.S.), maire d'Ampleux.



Le Monde aujourd'hui

Circulation

11 novembre

La grappe de raisin

Un autobus roule à toute allure dans le couloir réservé à ce genre de véhicules. L'avenue est encombrée, embourbée, enfiévrée. Les feux passent du rouge au vert sans que la circulation progresse vraiment. On klaxonne un peu partout. Les gens s'énervent, inquiets d'arriver en retard au bureau ou à l'école. Les automobilistes piaffent. Le bus, lui, fonce. Mais voilà qu'à ce tournant, une camionnette mord sur le tracé du couloir. Le bus est obligé de s'arrêter, sous peine d'entrer dans cette insolente voiture qui, de surcroît, a une allure « rurale » qu'elle ne cherche même pas à dissimuler au milieu de la grande cité : des capotes se lèvent, des queues de porceau, des feuilles de salade, des fleurs même, dépassent.

La conductrice du bus est hors de lui. Au prix d'une difficile manœuvre, trois coups de volant à droite, deux coups à gauche, une courte marche arrière, il parvient à donner un peu de flexibilité à son lourd véhicule et à contourner la camionnette. Mais en arrivant à la hauteur du « rural », il laisse exploser sa fureur. Il passe la tête à travers la portière de sa cabine et, cramolisé de haine et d'exaspération, lâche une bordée d'injures et l'intention du péquenot. C'est alors que le chose se produit : l'autre, un grand garçon calme au visage entouré de barbe, se penche sur une calassette à claire-voie posée près de son siège et y prend une magnifique grappe de raisin. D'un geste large, à travers la vitre, sans un mot, il le tend au chauffeur du bus. La furieuse s'apaise, passe du rouge au rose pâle, ne sait que dire, que faire, accepte finalement l'offrande. Il marmonne quelques mots confus pour constater que la vie est dure pour tout le monde, que chacun a ses ennuis, que les travailleurs sont tous des travailleurs. Il semble ce plus pouvoir détacher ses yeux du raisin mûr. Mais le couloir est libre. La circulation reprend.

RAYMOND JEAN.

Au nom du père

Le monument a de la décadence. C'est une stèle de granit qui dédaigne le figuratif militaire. Il est seulement orné d'une croix. Nul poilu, le poing tendu vers l'est, ne le flanque, nulle veuve n'y gémir. Sur le socle, la liste des morts. Elle est impressionnante pour une commune qui, à l'époque, comptait moins de quatre mille âmes. Ma ville natale.

Mémoire... La stèle s'élève sur la place, entre les halles et l'église, entre le bruit des hommes et le silence de Dieu. Une singularité : l'homme aux disparus est gravé en langue bretonne. La République a de plus grandes générosités linguistiques pour les morts que pour les vivants.

11 novembre... Ce jour-là, mon père, président de l'Association des anciens

combattants, déposait une gerbe au pied du monument. Il y pensait dès octobre. Il y avait dans la grenier, au-dessus des choses abandonnées, l'emblème tricolore. Religieusement, mon père s'en allait l'inspecter. « Ça va, disait-il, l'année viendra le chercher. » Jeune, guêpe cassée, ouvrier maçon, était le porte-drapeau. Peu de temps après, on le voyait franchir la grille de la maison. Ainsi commençait les rites.

Mémoire... En ces premiers jours de novembre tout englué de brume, mon père s'enfermait jusqu'à tard dans son bureau. Il y préparait patiemment, scrupuleusement, religieusement le discours commémoratif. Toute une affaire. Plus que patriotique, pour ainsi dire sacerdotale ! Et de sa écriture hiéroglyphique, tremblée, maladroite, il tentait de ramasser

la craie songlante de la Champagne, poisseuse, le magma de chair et de boue du Verdunois, les aurores éclatées, la mort quotidienne. Son brouillon, raté, raté comme un champ de bataille, il le tapait sur son antique machine à écrire, lentement, avec des patiences de sentinelle. C'est que les aïeux de la politique s'arrangent compliqués, en peu plus chaque année la pénible rédaction. Bientôt il ne fut plus que d'émietter le discours, patriotique des mots, retentissants comme « Boches » ou « salopards ». Avec le temps, il convint aussi de ne pas oublier les cadets, encore que l'héroïsme des soldats de 40 ne parût pas à mon père des plus éblouissants. Mais c'est quand il lui fallut évoquer le service des benjamins de la guerre d'Algérie qu'il tomba dans la plus profonde perplexité. Une certaine fois, il me demanda conseil. « Rien à voir avec votre casquette, dit-il. Deux lignes, ça suffira. » Pour être tout scrupuleux, il dut en écrire quatre.

Mémoire... Après le dépôt de la gerbe et le discours, la banquet à la Halle d'Or balança le rite dans la déconstruite, voire dans l'illégalité. Le menu était toujours le même. Pour rien au monde, les anciens n'auraient manqué le plat de résistance : des tritres ! Mais oui... Gardes-vous de tout rapprochement. J'étais au macabre. Même inconsciemment, les poils n'avaient pas le désir anthropophage de bêtifier l'Allemand. Les tritres, tout simplement, calaient bien l'émotion et l'estomac. Au dire paternel, elles étaient succulentes. Et tout ça, rien à voir avec l'effrayant singe de la franchise.

XAVIER GRALL.

(Lire la suite page 16.)

HAROUN TAZIEFF.

Humeur

Loups ou larves ?

On parle de plus en plus de « jeunes loups ». Et toujours de façon plutôt péjorative. La vie que font mordre, tout entière conditionnée par la passion que la nature m'inspire, et les mœurs que j'ai exercées — syndrome, géologique, prospecteur, mineur, volcanologue — m'ont permis d'apprécier ce superbe animal qu'est le loup. Le vrai.

Les loups m'inspirent de l'estime, ce à quoi ne peuvent prétendre ceux que l'on appelle les « jeunes loups ». Aussi m'importe-t-il pour les loups authentiques que l'on ne dise plus « jeunes loups » pour réstigner.

En tant qu'ancien anatomologiste, je compare plus volontiers ces lar-

nières à des larves d'insectes : ils grouillent, se tortillent, se poussent, se battent, évitent de parvenir au plus vite sur l'objet qu'ils vont parasiter. Dès qu'ils l'atteignent, ils s'y fient, le pénètrent, et se mettent à s'en nourrir.

Leur agilité dès lors décroît à mesure qu'ils engraisent. L'asticot remuant au sortir de l'école se transforme en larve, de moins en moins mobile et de plus en plus engourdi, à mesure qu'il s'alimente et que l'ancien élève s'aggrave en gréce et en suffisance. Jusqu'à devenir un gros ver blanc. Qui n'a rien à voir avec les loups.

Au fil de la semaine

LES Français adorent, c'est bien connu, les décorations et les souvenirs de guerre. Le temps n'est pas si loin, s'il s'efface pourtant, où, peuple de paysans et de soldats dont les champs et les jardins sont aussi étroitement clos que les frontières, nous nous tenions au garde-à-vous devant trois symboles verticaux qui nous résumaient bien : la fourche, le fusil et le drapeau.

On comprend, dans ces conditions, que ceux qui refusent de porter les armes aient, chez nous, mauvaise presse. Au mieux, ils apparaissent comme des idéalistes compliqués, des intellectuels un peu tardifs, des originaux plutôt suspects. Au pire, ce sont des peureux, voire des lâches, dont la virilité et l'équilibre sont sujets à caution, qui hésitent à raisonner fumeux leur frousse ou leur goût du désordre et de la contestation. Confondus allégrement, objecteurs de conscience, non-violents, antimilitaristes, pacifistes, insoumis, déserteurs vite étiquetés anarchistes, gauchistes et révolutionnaires, sont ainsi regardés — souvent même par leurs proches et leurs amis — avec des sentiments mêlés qui vont de l'indulgence gagnée que l'on a pour des jeunes qui font des frasques à la gêne, voire à l'hostilité, en passant par une sourde réprobation.

C'EST après la guerre d'Algérie, en décembre 1963, que le droit à l'objection de conscience a été légalement reconnu en France. Neuf ans plus tard, un décret du 2 septembre 1972, dit « décret de Brégonçon » parce qu'il a été signé par le président de la République dans sa résidence de la côte varoise, a organisé le statut des jeunes appelés qui s'en réclament. La procédure est, schématiquement, la suivante : une « commission judiciaire » présidée par un haut magistrat et composée de responsables civils et militaires examine les demandes présentées par les objecteurs, apprécie la valeur des arguments invoqués et accorde ou refuse le bénéfice du statut. Actuellement, le statut d'objecteur est ainsi accordé, en moyenne, à huit cents jeunes gens par an. Leurs raisons, essentiellement philosophiques et religieuses, ont été minutieusement passées au crible : ce sont, selon la loi, les seules motivations admises.

Lorsque son statut est reconnu, l'objecteur doit accomplir un service national d'une durée double (deux ans) dans une formation civile assurant un travail d'intérêt général.

En vertu du « décret de Brégonçon », il est alors mis à la disposition soit de l'Office national des forêts (O.N.F.), soit du ministère de la culture (travaux administratifs ou participation à des chantiers de fouilles), soit de certains services d'ordre social. En pratique, presque tous sont affectés à l'O.N.F. Et une majorité d'entre eux, de l'ordre de 40 %, refusent purement et simplement cette affectation, ne déférant pas aux convocations, ne répondant pas aux mises en demeure. A ce jour, ils sont environ deux mille dans ce cas, et donc en situation irrégulière. Pourquoi refusent-ils, si nombreux, d'aller travailler dans les forêts ? L'O.N.F. lui-même considère les objecteurs, main-d'œuvre non qualifiée, comme une gêne et un poids plutôt que comme une aide, et il est le plus souvent hors d'état de les occuper. Cette affectation, qui revêt le caractère d'une assignation à résidence, vise à éloigner des villes et à disperser les objecteurs, soumis en même temps à des obligations quasi militaires de discipline, de garnison, etc. Surtout, ils n'ont nullement le sentiment d'assurer « un travail d'intérêt général » et préfèrent le plus souvent s'employer ou militer dans des œuvres et des mouvements bénévoles, ou, pressés, qui s'efforcent d'atténuer la misère, la solitude et l'angoisse, de lutter contre la violence et la guerre.

Cependant, ces deux mille jeunes en situation irrégulière sont livrés à l'arbitraire et peuvent connaître des sorts très différents selon l'humeur des autorités ou l'interprétation de la loi par les magistrats. Dans leur immense majorité, après quelques rappels, convocations et dépositions, ils n'attendent plus parler de rien. Quelques-uns seront déférés à la justice, interrogés, parfois inculpés pour insoumission ou bien pour désertion — alors que l'échelle des peines n'est pas la même. Ils ne seront pas tous jugés : mais s'ils le sont, ils se verront, comme au hasard, relaxés ou condamnés à des amendes, ou bien à des peines de prison généralement assorties de sursis, en tout ou seulement en partie. En appel, mêmes inégalités de traitement.

Cependant, le cas de l'un d'entre eux, Xavier Godinot, fera mieux comprendre à la fois le cheminement qui les a conduits à l'objection de conscience et la précrité de leur sort actuel.

XAVIER GODINOT, vingt-six ans, a été conduit à la non-violence par sa foi religieuse. Ses convictions ne se limitent pas au refus de

porter les armes et d'apprendre à donner la mort, elles l'ont été porté à s'engager dans la lutte contre la misère, une des pires violences, écrit-il, qu'une société puisse infliger à ses membres, une de celles qui affectent le plus la dignité et l'intégrité de l'homme. Etudiant, membre pendant deux ans du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris, il a consacré, depuis 1970, ses études aux fonctions de moniteur, puis de directeur, d'un centre de vacances pour adolescents classés « cas sociaux ». Il a ainsi découvert qu'il existait en France une minorité, méprisée par tous, délaissée par toutes les associations, syndicats ou partis, qui vivait dans une extrême pauvreté culturelle et matérielle.

Il rejoint, en 1974, le mouvement Aïda à toute déresse (A.T.D.-quart-monde) et a commencé à y travailler en octobre de cette année-là. Marié et père de famille, il a choisi de vivre avec les siens au milieu des plus défavorisés, dans une cité P.S.R. (Programme social de relogement) de la banlieue parisienne — le dernier échelon du logement social français — dont les habitants sont, à 95 %, des immigrés. Sa femme étant institutrice, il a reversé volontairement à A.T.D.-quart-monde, comme tous les permanents du mouvement, la quasi-totalité de son salaire.

Avant demandé et obtenu le statut d'objecteur en décembre 1975, il a décidé alors de ne pas rejoindre l'affectation qui lui était donnée à l'Office national des forêts et de poursuivre son travail à A.T.D. Vingt mois passent, et, en octobre 1977, il est convoqué par un juge d'instruction de Versailles, inculpé d'insoumission, puis de désertion. Jusque-là, rien que d'ordinaire. Mais le juge d'instruction le place sous contrôle judiciaire, lui ordonne de rejoindre, sur-le-champ, l'O.N.F., dans l'Yonne, lui retire son permis de conduire, lui interdit toute activité d'ordre professionnel ou social — son avocat ayant demandé la mainlevée du contrôle judiciaire, qui est rejetée, — le soumet à une expertise mentale. Il estime, en effet, que Xavier Godinot aurait « agi sous l'empire d'une fragilité psychique passagère, voire sous l'influence de caractéristiques irresponsables ». Quant au retrait du permis de conduire, le juge le considère comme « nécessaire... eu égard à l'ignorance du potentiel de dangerosité qui pourrait être décelé chez l'inculpé nonobstant ses protestations de non-violence ». Traduite : il faut être fou pour invoquer l'objection de conscience.

De hautes personnalités, d'importants universitaires, témoignent par écrit de son équilibre, de sa générosité et de sa sincérité. Rien n'y fait. Pourtant, ce n'est pas son propre sort qui l'inquiète et qui alarme les quelque deux mille objecteurs en situation irrégulière comme lui. C'est le précédent créé par le juge d'instruction de Versailles. Car, si son exemple venait à être suivi, tous seraient menacés du contrôle judiciaire, du retrait de permis et d'autres mesures analogues avant jugement, tous seraient soupçonnés de « fragilité psychique » et d'un « potentiel de dangerosité ».

SON avocat, M^e de Félice, a fait remarquer au magistrat que c'était la première fois que la loi (du 17 juillet 1970) sur le contrôle judiciaire est appliquée en matière politique ou syndicale. Présument innocent jusqu'au jugement, Xavier Godinot et tous les objecteurs poursuivis risquent désormais la même mésaventure — n'en est pas moins privé de ses droits de libre circulation et de déplacement, de libre choix de ses occupations, de la faculté de conduire, et est obligé de se présenter régulièrement à une gendarmerie dans l'Yonne, etc. « Les juridictions civiles », écrit M^e de Félice, ont quelque peine à condamner des civils qui, en quelque sorte, exercent une manière de droit de grève ou de refus de travail obligatoire par application d'un code de justice militaire promulgué dans un but absolument différent et pour d'autres justifications. »

La clef du débat, c'est, en fait, la désobéissance civile. Le Syndicat de la magistrature, le Mouvement d'action judiciaire, les organisations non violentes, se sont émus. Le cas de Xavier Godinot et la décision du juge de Versailles posent la question d'une révision de la législation de l'objection de conscience et de l'abrogation du fameux « décret de Brégonçon », dont les dispositions sont plus contraignantes que celles qui sont en vigueur dans nombre de pays, en Suède, en République fédérale, pour ne pas parler de la Grande-Bretagne, où la conscription n'est pas obligatoire.

L'affaire peut aussi fournir l'occasion de faire mieux comprendre par l'opinion le problème de l'objection de conscience, qui, avec toutes les précautions prises et les conditions imposées, loin d'être une fantaisie ou une lâcheté, constitue, au contraire, même si on ne partage pas les convictions qui l'inspirent, un acte de courage.

LOUIS WIZNITZER.

L'objecteur et son juge

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Newsweek

Une vie de chien

Par la bouche de M. Léo McGillicuddy, chef de l'équipe du F.B.I. new-yorkais spécialisée dans les affaires d'otages, l'hebdomadaire américain NEWSWEEK donne ces quelques conseils aux P.-D.G. menacés d'enlèvement « à l'italienne » ou « à l'allemande » :

Ces otages potentiels doivent « prendre bonne note des étrangers qu'ils remarquent près de leur domicile, ainsi que des voitures suspectes ou des cyclistes qui passent et repassent. (...) Dans les bureaux, ne pas laisser les visiteurs aller et venir seuls. Installer des appareils de télévision en circuit fermé devant les ascenseurs, les entrées et les sorties. Ne pas emprunter toujours le même chemin pour aller au bureau, et ne pas aller au même restaurant un jour fixe de la semaine. Essayer de changer d'aspect physique : par exemple un homme qui s'habille d'ordinaire d'une façon classique devrait parfois arborer des tenues de sport. (...) »

Les P.-D.G. qui voyagent souvent doivent garder leurs itinéraires secrets, éviter d'utiliser de grosses voitures facilement repérables, ou des plaques minéralogiques à leurs initiales, et ne pas faire peindre leur nom sur leurs places de parking. Ils ne doivent pas, non plus, laisser les journaux publier la photographie de leur maison, éviter que leur femme ou leurs enfants ne donnent les plans des vacances familiales, surtout au téléphone. Les enfants, enfin, ne doivent jamais parler de la vie professionnelle de leur père.



Le sexe « X »

« Un Etat démocratique doit protéger les éléments les plus faibles et les plus déshérités de sa communauté, a déclaré un porte-parole de l'U.H.E. (Union homosexuelle espagnole) », raconte le correspondant à Madrid du GUARDIAN.

Selon le quotidien anglais, « l'U.H.E., qui compte mille huit cents adhérents, exige du gouvernement une réforme immédiate de la loi qui frappe les homosexuels de discrimination. L'une de leurs revendications est qu'ils soient autorisés à porter sur leur passeport, en face du mot « sexe », la mention « X ».

Les dirigeants de l'U.H.E. qui se sont présentés, lors de leur conférence de presse sous leurs surnoms homosexuels « Lolima », « la Tarta » ou « Susi », ont aussi raconté les difficultés qu'ils ont connues au temps du franquisme.

24

Autonécrologie

« En Suisse, les morts par suicide sont plus nombreuses que les morts par accidents de la circulation, écrit le quotidien helvétique 24 HEURES. Les statistiques de 1975 déjà, c'était alors la première fois, avaient révélé cette réalité. Celles de 1976 — mille quatre cents suicides selon l'Office fédéral des statistiques — le confirment.

Le professeur Hanspeter Hartmann, directeur de l'Institut de médecine légale de l'université de Zurich, note que, depuis le début du siècle, le suicide a particulièrement augmenté chez les femmes. En 1900, le rapport était de sept suicides masculins pour un suicide féminin. Aujourd'hui, il est de 2,5 pour 1.

Ce sont les jeunes gens qui font le plus de tentatives de suicide. Cependant, plus l'âge avance, plus le nombre de morts par suicide augmente. Chez les personnes âgées, les suicides « réussissent » davantage.

Et 24 HEURES ajoute l'anecdote suivante : « Le journaliste américain Lowell Linspus, chroniqueur diplomatique et correspondant de guerre du New York Daily News, s'est suicidé en 1957. Mais estimant que, même défunt, on n'est jamais si bien servi que par soi-même, il avait pris la précaution de préparer sa propre nécrologie... »

« Ceci est le dernier des huit mille sept cents articles que j'ai écrits au cours de ma longue carrière, écrivait-il. Si j'ai décidé de rédiger ma propre nécrologie, c'est que je pense en savoir plus que n'importe qui sur ce sujet, et que je préfère un article honnête à un article fleuri... »



Un dentiste égale deux mannequins

« Ce qu'on appelle « la bourgeoisie », écrit l'hebdomadaire anglais THE SUNDAY TIMES, est une notion trop vague depuis trop longtemps. Le sociologue David Treiman a étudié le degré de prestige accordé aux divers emplois qualifiés de « bourgeois » dans le monde, d'Australie en Argentine et des Etats-Unis en Europe. Il a ainsi découvert que, dans le monde entier, ce sont les professeurs d'université et les médecins qui sont les mieux considérés, les agriculteurs et les mannequins les moins bien.

M. Treiman donne ainsi l'échelle des « valeurs bourgeoises » : professeur d'université ou médecin : 78 (sur 100) ; avocat : 71 ; dentiste ou P.-D. G. : 70 ; comptable : 68 ; cadre commercial : 67 ; enseignant : 64 ; vétérinaire : 61 ; prêtre : 60 ; spéculateur immobilier : 57 ; journaliste : 55 ; infirmière : 54 ; agent immobilier : 49 ; agriculteur : 47 ; mannequin : 36.

PIM

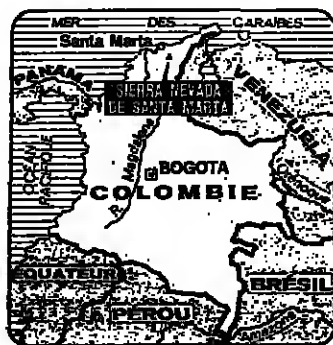
L'occidentalisation du bétel

Le Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée risque d'avoir à débattre du bon usage de la noix de bétel.

Selon PIM, le mensuel des îles du Pacifique publié à Sydney, « le président de la commission des services publics, M. Nanaia, a provoqué une controverse publique en interdisant aux fonctionnaires de fumer du bétel pendant leurs heures de travail (...). L'un des leaders de l'opposition, M. Jamien, a suggéré aux fonctionnaires de sa circonscription de purement et simplement ignorer cette décision qu'il qualifie d'« anti-nationale » et de « contraire à nos traditions » (...). M. Nanaia paraît s'être surtout attaché à limiter des habitudes anti-hygiéniques (...). Il n'en a pas moins été accusé d'« occidentalisation » et d'« aveuglement aux traditions culturelles » (...). Faisant allusion aux crachats qui accompagnent l'usage du bétel, le Post Courier a déclaré dans un éditorial que « moins de crachats et un peu plus de raffinement sont les seules réponses indiquées à la controverse en cours ».

Lettre de Santa-Marta

Marimba et combo dans la sierra



La scène se passe dans la sierra Nevada de Santa-Marta, admirable massif qui surplombe le golfe des Caraïbes, formant d'innombrables et sombres vallées : un groupe de policiers locaux s'étant aventuré dans un champ de marijuana, ils demandent à un ouvrier agricole des informations sur son patron « marijuanero ». Le travailleur répond, indigné : « Mon patron n'est pas un « marijuanero », il est canabiculteur... »

Cette défense de la qualité professionnelle de ces nouveaux agriculteurs ne reflète aucun humour, mais plutôt un changement qualitatif résultant d'une modification quantitative : on pouvait encore désigner péjorativement « marijuanero » celui qui cultivait le feuillet quelques centaines de plants, mais quand on découvre une étendue de 1 500 hectares de magnifiques arbustes étirés par des mètres, désherbés, irrigués par motopompe et soignés avec les agras appropriés, on ne peut plus traiter par le mépris cet agriculteur scientifique, conseillé par des ingénieurs agronomes, et du

même coup l'ouvrier agricole employé dans cette plantation moderne accablant lui aussi un nouveau statut, une nouvelle dignité, qui justifie sa réaction à l'insulte du policier.

Dans la sierra de Santa-Marta, comme dans maintes régions du pays, la marijuana rivalise avantageusement avec le café. C'est que, pour investir dans la culture, les banques exigent des emprunteurs formelles et garanties, tandis que l'agriculteur qui accepte de « faire » de la marijuana reçoit de la part de messieurs diacres des avances considérables en billets d'ordres ou en chèques, avec megnun et microfilm, garantissant la correction de la livraison.

On ne convertit à la canabiculture pour des motifs d'autorité militaire, il descendait à la côte les légumes et fruits de la sierra, c'était lui, le vivier. Un jour, un méné (2) (prononcé méné), comme il dit, lui a demandé de descendre un chargement de marijuana (3) et l'a payé 3 000 pesos, une somme fantastique. Il a donc continué dans le transport de marijuana, et, ensuite, comme il possédait lui aussi quelques hectares dans le montagne, il a eu l'idée avec son frère de se mettre à la production. J'en ne dit pas quelle aide lui ont fournie les messieurs, mais il a saisi l'occasion de sa nouvelle activité, et il a échangé la mule contre une Land-Rover. Cependant, une chose le gêne, car c'est un brave garçon, et il confesse : « C'est dur, ça travail, quand on n'a pas le sang d'essassin. Une fois, des « manes » nous ont attaqués quand nous em-

barquions la marijuana dans une crique. Maintenant nous y allons avec mitraillette et fusil. D'ailleurs, si nous lui parlons d'échanger une partie du chargement contre des armes d'armes modèles... »

Un autre canabiculteur reconnaît avec beaucoup de simplicité : « J'ai 30 hectares de ma propriété consacrés à la marijuana, j'ai dû le faire parce que les « parrales » m'ont fait savoir que, si je n'y consacrais pas cette terre, ils brûleraient ma maison et tueraient ma famille... »

En somme, de gré ou de force, on se reconvertis.

Parmi les ouvriers agricoles braves qui se louent habituellement pour les récoltes de coton ou de café, il y a aussi des réorientations. Certains déclarent qu'ils ont été forcés à s'engager dans les plantations de marijuana parce que ceux d'un combo les ont informés « qu'un refus de leur part les rendrait considérés comme délateurs potentiels et leur causerait sûrement un accident ». La plupart des braves sont attachés à leur nouvel emploi, dont les salaires sont incomparablement plus élevés que par-tout ailleurs. Pour la première fois de leur vie, ils peuvent entraîner leur famille, s'habiller, acheter de modestes appareils ménagers. Plusieurs d'entre eux se convertissent en défenseurs de ce qu'ils appellent le « nouveau style agricole », et

ils respectent avec habitude la loi du silence.

Pour les pêcheurs aussi, la situation semble régresser. La plupart n'étaient même pas propriétaires de la vieille barque avec laquelle ils cherchaient un revenu hasardeux. Maintenant, finie la pêche, les transports de marijuana entre la côte et le bateau qui attend en haute mer rapportent pour acheter des barques neuves et davantage.

Les chauffeurs de taxi, de moins ceux qui veulent passer au « nouveau style économique », ont aussi une forme saouée comme moose, c'est-à-dire « mouche », qui fait des allées et venues sur la route pour éviter les camions de marijuana de la présence d'une éventuelle patrouille de police.

Les ânes eux-mêmes ont changé de statut dans la sierra et dans la Guajira : autrefois pauvres bêtes maltraitées, ils sont maintenant soignés, appréciables et valent 25 000 pesos, car ils sont irremplaçables pour transporter silencieusement les sacs de marijuana jusqu'aux D.C.-4. D.C.-4 qui attendent sur les innombrables pistes de la presqu'île désertique.

Il y a toute une gamme de choses à la banque de la République de Santa-Marta, mais la ville manque d'eau potable, d'électricité, d'épuration, de viande, de fruits, de légumes. Pour résumer simplement les conséquences du « nouveau style agricole », un habitant conclut : « Si cela continue, il faudra bientôt donner 100 grammes de marijuana pour acheter une banane... »

DENISE AIME.

DOCUMENTATION

Un « Annuaire du tiers-monde »

PREPARE par l'Association française pour l'étude du tiers-monde, avec le concours du Centre d'études politiques et juridiques du tiers-monde de Paris-I et du Centre d'études de relations internationales de la faculté de droit de Reims, le deuxième tome de l'Annuaire du tiers-monde vient de paraître. Il s'agit d'un volumineux ouvrage de près de 800 pages rédigées sous la direction d'un comité de six membres placé sous la direction de M. Pierre-François Gonidec, professeur à l'université de Paris-I, qui a coordonné les travaux de plus de soixante collaborateurs.

La première partie de l'Annuaire comporte une vingtaine d'études. Parmi ces dernières, citons notamment celles de P.M. Eisenmann sur « Le nouvel ordre économique mondial en tant que concept politico-juridique », de Georges Chailion sur « Science politique du tiers-monde ou néo-colonialisme culturel », d'Edmond Jouvenel sur « Homme nouveau et libération du tiers-monde ». Parmi les études circonscrites à un domaine moins étendu, on retiendra celles de Pierre Weiss sur « Mao Tse-tung et la guerre populaire », d'Albert Bourgi sur « La guerre civile libanaise », de Monique Chemillier-Gendreau sur « La question du Sahara occidental », de Dominique David et d'Alain Chénal sur « La décolonisation des Comores et du Territoire français des Afars et des Issas », etc.

Une deuxième partie est consacrée à une série de chroniques regroupées autour de deux thèmes principaux : problèmes intérieurs (« Evolutions constitutionnelles », « Elections », « Mouvements de libération nationale », « Partis et forces politiques du tiers-monde », etc.) et problèmes internationaux (« Coopération internationale », « ONU et tiers-monde », « C.E.R. et pays moins développés », « Pays socialistes et coopération » etc.). La troisième partie comporte une série de documents sur les constitutions de la République de Guinée-Bissau, du Zaïre, du Mozambique, etc.

La quatrième partie recense, en une centaine de pages, l'essentiel des ouvrages et articles de la presse périodique, au cours de l'année 1976-1977 et intéressant le tiers-monde.

En l'état, cet annuaire constitue un instrument de travail sans égal en France. Reste au comité de rédaction à prendre les dispositions qu'imposeraient une publication rapide du troisième tome, au nombre desquelles la réduction de la longueur de certaines contributions. — Ph. D.

* Berger-Levrault, 783 p., 33 F.

L'ILE ÉBLOUISSANTE

Être femme à Bali

BALI. Il est éblouissant. Camarade vert des rizières étagées. Fleurs blanches et roses relèvent les palmiers et les frangipaniers. Camarade blond des villages essouffés dans un soleil qui réchauffe les cases enluminées dans un mur de terre ocre.

Dans cet espace clos vit la famille balaïsa, et, dès leur plus jeune âge, les enfants sont associés à l'un des tâches : récolte du riz, séchage, conduite des buffles aux champs, herbage, surveillance des enfants, participation aux travaux ménagers.

Le long des routes, des fillettes de six ou sept ans font déjà leur apprentissage en portant sur leurs hochets les dandies-à-jouffles. Autour des grands monts taillés dans la pierre, hautes et gracieuses, elles jouent du bambou pour battre le riz. A deux ou trois, elles rythment en cadence. On dit qu'il s'agit d'une musique de séduction : leurs percussions sont un chant pour attirer les garçons.

Sous la hèle de bananiers de la route de Mas à Ubud, les launes filées sont assises, en groupes, sous les préaux en paille de riz, devant un métier à tisser. On dit que ce travail sous-payé leur est réservé il y a le jeune fille de leur choix. Celle-ci, touchée, est désignée officiellement. Je n'ai pas eu le plaisir de la voir, mais j'ai vu ses parents, et elle est devenue une femme.

La village de Tenganen, au fond d'un chemin creux, à l'est de Bali, refuse tout contact avec l'extérieur et vit replié sur lui-même, obligeant les jeunes à se marier entre eux. Les garçons qui veulent y choisir leur future femme sont invités, au cours d'une cérémonie, à lancer une fleur sur le jeune fille de leur choix. Celle-ci, touchée, est désignée officiellement. Je n'ai pas eu le plaisir de la voir, mais j'ai vu ses parents, et elle est devenue une femme.

Avant le mariage, les jeunes subissent des pratiques de purification, qui vont du lavage de dents à la mise à l'écart pour trois jours de la jeune fille. Fête compliquée, avec offrandes de porceuses d'offrandes et sacrifices de buffles et de cochons noirs, la cérémonie de Bali a un but clairement exprimé : il s'agit de faire des enfants, car il importe pour chaque Balaïsa d'avoir un descendant qui pratiquera le métier de son corps à son tour, afin de délivrer son âme. Pour avoir cette assurance de l'avenir, il lui faut une nombreuse descendance — meilleur à la femme stérile ! La Balaïsa peut donc prendre deux ou trois épouses... et

condition de les honorer chaque nuit à tour de rôle !

La croissance démographique inquiète cependant le gouvernement qui donne des moyens d'actions au planning familial, mais les coutumes, la tradition sont si fortes que les résultats demeurent insignifiants.

Le Balaïsa peut répudier son épouse, mais celle-ci continuera à vivre dans la même aspece, dans sa case, avec ses enfants. Quant à elle, il lui est impossible de divorcer et d'épouser un autre homme.

D'un se promène la long des rizières ou qu'on s'arrête dans les villages, le femme est partout présente à Bali.

Dans les champs, où elle cueille le riz pour le mettre en petites bottes blanches qu'elle fait sécher devant sa porte. Sur les routes, où elle transporte sur le tête des pierres ou de la terre dans des paniers tressés. Au marché, où elle vend des dix heures du matin le produit de sa cueillette : mangues, papayes, pinces, ou petits gâteaux de riz et de sucre de palme, qu'elle a elle-même confectionnés.

On voit les femmes dans les rizières lever les serroges de la famille. On les voit autour des maisons, avec les enfants qui elles crachent beaucoup, tout en surveillant la cuisson du riz du soir ou en préparant les délicates chandons, impressionnantes pièces montées qu'elles apporteront

ou remonte en équilibre perlat sur la tête.

Si les parents d'une fillette sont assez riches, ils peuvent l'offrir, comme son frère, dans une école d'Erei, oxyante. Mais les jeunes filles cessent tôt leurs études pour se marier. La famille ne voit pas la nécessité de faire des sacrifices pour payer une instruction qui sera inutile.

Les femmes ont le droit de vote. Elles jouissent d'une petite indépendance financière : le produit de leurs ventes leur revient personnellement, que ce soit au marché ou derrière leurs pétales étagées de rizières et de boissons autour de l'enclos des combats de coqs.

Mais elles ignorent toute contraception, malgré les efforts d'information. L'avortement est rigoureusement interdit à Bali. Seules, quelques femmes riches...

Couragesse dans ses tâches traditionnelles qu'il lui faut régler chaque jour dans la maison ou dans la rizière, la femme balaïsa semble n'avoir qu'un rôle de « racaractrice ». Choisie, épousée sans garantie, rapoussée arbitrairement, elle subit une impregnation culturelle si forte dès son plus jeune âge que, dans sa soumission, elle ne se doute pas de son admirable source ; comme si son enfermement était de soi. Cette moitié de l'humanité, plus molle que l'autre, est l'intérieure.

GRÈCE

Chats des îles et des côtes

LES Grecs, comme la plupart des gens, préfèrent les chiens — réputés fidèles — aux chats, considérés comme parasites. Mais dans les îles, ou aux petits ports qui planent les côtes de l'Égée, les chats sont rois. Il y en a de toutes couleurs et de toutes tailles. De races et de variétés connues, mais aussi et surtout inconnues, créées au hasard des rencontres et de l'amour.

En été, pendant la journée, ils se laissent capoter par les touristes qu'ils envoient les restes de poisson ou de sardines ou vont pas remplir les poubelles de la société de l'abondance qui envahit le pays. Ils disparaissent promptement, et souvent avant même d'atteindre le sol. La nuit, les chats décident les souris qui osent s'aventurer hors de leur domaine — fort limité d'ailleurs.

Tôt le matin, ou à la tombée du soir, le téléphone arabe les prévient que les chats de pêche sont arrivés au port. Les petits poissons, impropres à la consommation, y passent également.

La majeure partie de ces travailleurs

monicaux sont des descendants d'immigrés : persans, égyptiens, malais, allemands, roumains, chalcédoins, etc. Certains ont aussi des lettres de noblesse, et se targuent d'ancêtres du dix-huitième siècle et même plus anciens. Il est vrai qu'en ces temps la marine n'était constituée que de bateaux en bois. Les voyages duraient longtemps, et pendant les longues soirées les marins se tenaient compagnie aux cartes. La nuit, ils s'endormaient aux mats doucement dancés, jusqu'à ce qu'un coup de vent bien la coque des navires que les mar-chandises.

Travailleurs à plein temps, rarement malades, ils sont partout chez eux ; personne ne les possède vraiment, ils sont libres. Ils aiment leur travail et prennent plaisir à leur métier. Les quelques-uns qui, soit par noblesse, soit par intérêt, se mettent à vendre les légumes et empruntent — ceux des îles — les autoroutes ou les départementales qui mènent aux villes sont impitoyablement écartés par les cultures.

DIMITRI T. ANALIS.

مكتبة من الأصل

POINT DE VUE

Comprendre enfin...

ANGE CASTA a fait partie des pionniers de la télévision. Il a vécu activement l'âge d'or des années 60, par ses reportages pour « Cinq colonnes à la une », par ses émissions de la série d'Elaine Victor, « Les ames aussi », « Colomba », d'après Méric, et « Si j'étais vous », d'après Jean Green. Il fut, dans le domaine dramatique, des recherches de style de direction d'acteurs.

En 1971, Ange Casta a réalisé une série de grands reportages, dont un la guerre du Vietnam. On lui doit aussi, pour « Les dossiers de l'écran », film sur le chômage : « Daniel, Claude, Simone et un millon d'autres », l'année dernière, et un film sur la publicité, dont la programmation attendue.

Avant le débat budgétaire sur la radio-télévision et la publication d'un rapport très détaillé sur les difficultés de la création, établi par la commission affaires culturelles au Sénat (rapporteur : M. Henri Cadavet), Ange Casta décrit les difficultés actuelles de sa profession.

par ANGE CASTA

CETTE fois, j'ai battu mon record... Quatre mois de chômage... Je pointe tous les quatorze jours... et n'est pas fini.

celui qui parle, la voix basse, le sourire, est l'un des plus originaux et des plus brillants réalisateurs-auteurs de la télévision française. Ses émissions, ses films, ses reportages, plusieurs fois couronnés, ont été longtemps recueillis l'approbation publique.

Après le succès de ce qu'il convenait de cacher — que l'on ne pouvait pas dire — au risque de gêner les consciences installées.

Car S... n'est pas seul dans son cas. Les réalisateurs, grâce auxquels la télévision française est née et s'est développée, connaissent la même vie, la même solitude. Les noms, et on les connaît, prennent. On leur doit des images persistantes dans nos yeux et dans notre mémoire, ces silences qui résonnent encore à nos oreilles. Anciens ou plus jeunes, auteurs de lauriers ou plus obscurs, ils travaillent pourtant chaque année pendant des mois de chômage.

Elle s'interroge sur l'état de la création de la télévision, sur son devenir ? On sent aujourd'hui le comble de l'absurde. Mais les 20% restants, diriez-vous, ceux qui ne connaissent pas ces problèmes ? Ce n'est pas ceux qui « passent » les images nouvelles qui remplissent votre petit écran, ceux qui « réalisent » les innombrables émissions de jeux et variétés — tout genre, ceux que Jean-Christophe s'appelle avec son sens de l'humour et de la provocation « les greffiers ». Ceux-là, le travail ne manque pas. Comme leur en vouloir ? Ils ont choisi d'être rémunérés payés et d'écouter à la télévision l'insécurité du parti de la création, à la télévision, à elle seule, à mener son combat. Peut-être ont-ils été conscients, au début, que personne ne leur rendrait le travail pris, tant il est vrai que la télévision française, depuis longtemps, l'échec ou le succès ne connaissent pas de sanction.

Comment en est-on arrivé là ? Tout a commencé au milieu des années 60 lorsque l'on a décidé pour « favoriser la création » d'ouvrir, sans limite ou presque, portes de la profession de réalisateur, d'être les arrière-pensées cachées sous l'argument régulièrement asséné et qui voulait sans réplique ? Il y avait du vell pour deux cents réalisateurs, il y en avait cinquante aujourd'hui compte tenu de quinze films du commerce diffusés chaque semaine. Actuellement, plus de la moitié des réalisateurs sont homologués et la situation aggrave... La profession aussi. Qui n'en est étonné ?

Je ne sais pas bien où il se situe, celui qui « vit » de la télévision depuis tant d'années. Il est dans le déséquilibre, il est dans le simple bon sens et l'on a bien le souvenir de la finalité que poursuit en principe la télévision — qui est entre les pouvoirs à peu près sans les décrets par les géométriques qui cadent et la place, véritablement de la signification, aujourd'hui pratiquement inexistante, laissée aux créateurs.

Pour eux, le choix est limité. Le moyen de vivre se situe le plus souvent entre court-métrage et l'allocation de chômage, à part quelques exceptions de plus en plus rares.

Il faut peut-être rappeler ici, pour ceux qui ignorent, que les réalisateurs de la télévision française sont payés « à la pièce », c'est-à-dire par coup. Ils travaillent à la mesure « bon vouloir ». Dans la plupart des télévisions étrangères, après un séjour plus ou moins long par le système de la « pièce », ils sont finalement désemparés, les réalisateurs sont mensualisés. C'est le cas en Grande-Bretagne, en Suisse, en Belgique, en Suède, Danemark, en Espagne, au Canada et partie en Allemagne fédérale... sans parler des pays de l'Est. Les conditions de liberté de création des réalisateurs sont inégales d'un combat, le seul qui mérite d'être noté, pour lequel il est nécessaire de rassembler toute son énergie. Mais il faut voir que ce combat dans le cadre du système public, pour une télévision vivante, nouvelle, à l'image de notre monde, ne se passe pas dans le mensonge ou dans l'absence de la possibilité d'exercer son métier en

vivant pleinement l'affrontement incertain et enrichissant de la création.

C'est refuser le mythe éternel de l'« artiste » dilettante du dix-neuvième siècle, vivant d'art, d'amour et d'eau fraîche sous le toit de Mimi Pinson. C'était faire la preuve que le créateur peut assumer totalement sa fonction en étant intégré à part entière dans la vie économique et sociale.

Qui peut aujourd'hui prétendre sérieusement que l'incertitude matérielle est génératrice d'une création plus riche ? Qui peut sérieusement avancer que la richesse matérielle dans laquelle vit Chagall diminue en quoi que ce soit ses facultés de créateur ? C'est ce qui n'a jamais connu de problèmes d'argent et dont le père était banquier, disait : « Je remercie mon père de m'avoir donné des rentes... »

En vérité, le besoin de créer, d'inventer n'a rien à voir avec tout cela. Regardez Averyl Demandons-nous plutôt combien de talents ont été étouffés depuis quinze ans à la télévision française à cause des conditions d'existence telles aux créateurs.

S... a fait la preuve de ses qualités de réalisateur-auteur. Il obtient aujourd'hui la pleine maturité de ses moyens. Son angélisme est triple : on ne lui permet pas de dire ce qu'il a envie de dire, ce qu'il a besoin de dire et qui est important pour nous tous. Il se demande comment faire vivre ceux dont il a le charge sur le plan humain et matériel. Il s'interroge sur les années à venir, lorsque, décidément, l'âge ne lui permettra plus d'exercer un métier éprouvant intellectuellement et physiquement ?

Quelle est la profession organisée, responsable, qui peut accepter aujourd'hui que ces questions élémentaires demeurent sans réponse ?

Dans le passé, le créateur n'a pu vivre et s'épanouir que sous la protection des « grands » et des puissants, qu'ils fussent rois, princes ou riches marchands. Aujourd'hui, le créateur n'existe plus. C'est à l'Etat qu'incombe le devoir de favoriser la création et de protéger les créateurs, car, nous l'avons vu, l'essentiel de ce que nous savons des civilisations disparues nous est légué par les témoignages de l'art.

VIDÉO-FICTION

Une caméra de 7 kilos

CHAMPION d'un certain sensibilité à la télévision, Raymond Rouleau a abandonné le film pour la vidéo dans l'« Eau sale » (diffusé le mardi 5 novembre, sur TF 1 à 20 h 30). « documentaire-fiction » voulu, au départ, comme une information stricte sur la pollution des rivières, très proche, à l'arrivée, d'une « dramatique » ou, plutôt, d'une conte poétique et allégorique.

C'est également en vidéo qu'a été tourné, comme tous les numéros de cette série, le « Samedi de l'histoire » que programme la troisième chaîne le 19 novembre. Réalisé tumultueusement d'une grève, compte rendu chronologique d'un épisode important de l'histoire du mouvement ouvrier à la fin du dix-neuvième siècle, manière de « documentaire au passé » pour lequel ont été mobilisés quarante acteurs et plus de cent vingt figurants. Un « été algériens » (scénario et dialogue de Jean Châtenet, sur une idée d'Edmond Maître) procède de la tentative d'un homme d'images — Jacques Trebouteau — pour dans le cadre d'une superproduction télévisuelle, adapter une technique à une écriture impulsive qui se veut à l'affût des événements — des événements inscrits pourtant, au préalable, dans une mise en scène.

Instrument de faible visionnaire pour l'avenir, de faiblesse et d'indolence pour le présent, les prestiges de la vidéo lourde ont un peu réjeté dans l'ombre les ressources de la vidéo légère, quand cet outil traditionnel de « l'information style news » se trouve détourné, dévié, dépassé, par son emploi dans un champ qui n'est pas le sien, celui de la fiction.

Certes, le matériel utilisé n'a pas la magie de l'Aaton ultra-léger d'une vingtaine de centimètres, cet « œil au bout des doigts » qui fascine tant professionnels et amateurs (le Monde du 29 janvier). Mais 7 kilos pour une caméra-vidéo, un emploi aussi aisé que celui du matériel film 16 mm, un magnétoscope plus petit qu'un attaché-case, une batterie d'une autonomie de vingt minutes, une image d'excellente qualité, grâce à la bande 2 pouces et le petit miracle de la vidéo — l'enregistrement électronique — la possibilité pour le réalisateur de revoir immédiatement la séquence qu'il vient de tourner, de se repasser, chez lui, sur vidéo-cassette, le résultat de sa journée de travail, cela représente, dit Jacques Trebouteau, « une révolution, mais une évolution importante », la fin de l'insert-film, l'allègement du système de bi-caméras portables, jusqu'alors

en vigueur aux Buttes-Chaumont pour les produits de fiction (de « Nans le berger » à la « Marie-Antoinette » de Châtenet-Cosmos-LeFranc), un tournage rapide (vingt jours seulement pour « Un été algériens », ce qui explique peut-être certaines facilités d'écriture et de montage), un résultat immédiatement diffusable à l'antenne : l'avenir, peut-être, du cinéma.

L'enlèvement, en un sens, c'est que l'émission — commande d'une société de programmes nationale — a été fabriquée sur un matériel loué à la maison de production privée V.C.I.-Antécor, sur un matériel dont ne dispose pas exactement la S.F.P. à l'heure actuelle, après une mise en

légende dont nous avions équipé deux motos, sur le Tour de France. La même année, avec le même matériel, la S.F.P. a permis la réalisation d'une chronique de la biennale de Venise, projetée chaque soir sur la place et sur grand écran.

« Puis ce fut l'expérience de Claude Odenberger, parti enregistrer en vidéo mobile 3/4 de pouce, un reportage sur la Soufrière, en Grande loup. Voici enfin, sur une hypothèse encore alléguée, le film de Jacques Trebouteau tourné avec la TK 76 RCA. C'est une bonne caméra, que nous achèterons peut-être, mais qui, contrairement à la bi-caméra KCN Fernseh allemande dont nous possédons un exemplaire, n'a pas de système d'éclairage intégré. Depuis, Thomson-CBS a été mis en œuvre avec un micro-caméra de quatre kilos seulement, reliée à un boîtier que l'on porte à la taille.

« En ce qui concerne les magnétoscopes, le VR 3000 pour lequel a opté V.C.I.-Antécor, à l'avantage du format 2 pouces, qui, contrairement au 1 pouce ou 3/4 de pouce, n'a pas besoin d'être converti au moment de la diffusion. C'est un ampx qui ne pèse que 30 kilos : une telle miniaturisation risque de la rendre peu fiable. Les marques comme Sony et E.C.N. s'orientent plutôt en ce moment vers le 1 pouce.

Une telle escalade technologique (l'importance du marché constitué par les jeunes télévisions, dans les pays en voie de développement, explique l'apréhension de la concurrence) doit-elle faire pressager la disparition des équipes-film de la S.F.P. avec les risques de reconversion et de licenciements que cela comporte ? Un signe : les services information de la C.B.S. se rééquipent totalement en vidéo légère.

« L'évolution des chaînes américaines répond à un raisonnement purement économique qui n'est pas le nôtre et qui, de toute façon, se heurte, chez nous, à des résistances », répond M. Lenoire. En France, subside, d'ailleurs, une tradition d'écriture « magazine » de l'information qui nécessite des moyens-film. S'il est vrai que des moyens de production allégés doivent apporter un allègement financier — de l'ordre de 5 % à 10 %, ce qui n'est pas considérable, — s'il est vrai qu'il peut paraître agréable, pour un directeur de chaîne, d'amortir une production par son passage à l'antenne un mois seulement après sa réalisation, la véritable question se situe ailleurs : est-ce qu'on pourra faire aussi bien avec le nouveau matériel qu'avec l'ancien ?

ANNE REY.

UNE VERRERIE AUX VERRIERS

M. Edmond Maître, secrétaire général de la C.F.D.T., a donc été mis à contribution par FR 3 pour « Les samedi de l'histoire ». Elaboré de façon collective, sur les conseils de l'historien Jacques Julliard, le scénario retenu a la particularité d'avoir pour « héros » non un homme mais un groupe : les verriers de la verrerie de Camaux qui, grâce aux conseils du député socialiste Jean Jaurès (nous sommes en 1895) apprendront à ne pas répondre aux provocations associées du patron et de la préfecture, saumon même fin « dans l'honneur », après quatre mois de labeur, à un mouvement de grève souvent de bout en bout par des collectes nationales.

Entre-temps avaient été acquis, grâce aux interventions de Jaurès au Parlement, l'amendement de la loi de 1884 sur les syndicats et la mise en chantier d'une verrerie coopérative appartenant aux anciens grévistes. Un conflit exemplaire que M. Edmond Maître ne manque pas de comparer, dans son intervention à la fin de l'émission, à ceux de Lip et du Peritès libéré.

concurrents dont la société nationale de production n'est pas sortie gagnante.

Dépendant, comme le rappelle M. Lenoire, responsable du département vidéo mobile de la S.F.P., « la micro-caméra, aux Buttes-Chaumont, ou est au courant !

« Le matériel évolue par des utilisations imprévues au départ, dit-il. L'existence de la caméra sonore 16 mm a suscité vers 1955, une grande écriture de documentaires et de fictions télévisées. Aujourd'hui, l'idée vient d'employer à la fiction une caméra vidéo légère, destinée à l'actualité. Dès 1976, cependant, nous avions acquis des caméras japonaises

S. V. P., Tribunes libres...

Les portes ouvertes du petit écran

On ne beaucoup perd de participation, en marge du Prix Italia, à l'occasion d'un colloque sur l'« accès libre » ou moyens de grande communication, audiovisuel notamment. Accès libre, portes ouvertes, appelez cela comme vous voudrez, l'idée commence à se répandre un peu partout dans le monde occidental de la nécessité de créer et de révéler à tous les échos la voix populaire.

Il ne s'agit pas seulement, on l'aure bien compris, d'encourager, d'inciter les gens à téléphoner pour « donner » des conseils : non, car il y a des plumes, non, car il y a des idées, mais surtout, et surtout, on n'entend que cela sur les postes périphériques. Aux Etats-Unis c'est la panacée des petites stations privées.

On pourrait penser que les télévisions commerciales reprendraient le bus, en le corsant, une excellente recette fort appréciée, bon marché et pas déshonorant au fond. Il n'en est rien. La plupart des chaînes privées, en France, ne contiennent que des candidats à des concours, à des jeux et ne s'adressent au public qu'à l'occasion d'une enquête, d'une série d'interviews, le gréviste, l'homme de la rue, le ménager à l'heure de son marché.

Dans ce domaine — une fois n'est pas coutume — aux communes on avance sur nos voisins. Cela ne se fait qu'à regret, mais, heureusement, à l'étranger où notre télévision vit encore sur la mauvaise réputation de l'ex-O.R.T.F. Depuis la réforme, notre image s'est un peu améliorée, surtout dans le domaine de l'information, pas assez

cependant pour retenir lors du colloque en question l'attention des délégués. Ils se sont esquivés sur le point de départ des que le Français a pris le parole. Dommage. Sur ce chapitre nous aurons pu leur faire leçon.

Je ne connais guère d'équivalent, en effet, à « Dossiers de l'écran ». On a beau dire, ils permettent aux téléspectateurs — souvent induits en erreur, il est vrai, par le film présenté en guise d'introduction — de contrôler, de compléter leurs connaissances sur un sujet donné : ils traduisent, outre avantage, mieux que n'importe quel sondage l'état d'esprit, les préoccupations, la sensibilité de l'opinion (rien de plus révélateur à cet égard que les appels à S.V.P.) ; enfin, et ce n'est pas négligeable, ils font un pont entre ces citadelles antérieurement closes, coupées du monde extérieur que sont en général les sociétés de télévision, les établissements des contacts entre les responsables des programmes et ceux qui les regardent. Le seul contact direct, le courtier (relativement mépris) suscité par une émission étant infiniment moins révélateur, forcément, que l'encombrement du standard.

Quand on parle cependant de libre accès à l'antenne ce n'est pas uniquement de cela que l'on pense, bien entendu. Les conversations téléphoniques ont leurs limites et l'on ne doit pas, l'on ne veut pas se contenter d'inscrire un numéro sur un écran en invitant le public à le composer sur son cadran. Ce qu'on souhaite, c'est le principe réel, dans les studios, d'individus ou de groupes représentant des partis politiques, des familles de pensée, de religion, de croyance différentes — petites ou grandes — c'est leur intervention à l'antenne, c'est le principe de notre « Tribune libre », en somme.

Là encore, nous devons à la télé. Grâce à un heureux concours, nous voici en tête du peloton. C'est une expérience unique — on peut s'en vanter on n'en a pas si souvent l'occasion — que ce quart d'heure quotidien sur FR 3. Et sa formule, et sa régularité et l'heure à laquelle il est programmé, tout contribue à son originalité.

L'indice d'écoute, très faible d'habitude, n'enlève rien à son intérêt. Il appartient, en effet, au service public de permettre à chacun, enchaîné ou alcoolisé enchainé, désemparé ou fatigué de s'adresser à ceux que cela peut intéresser.

Avec son opération « Portes ouvertes », émission hebdomadaire du même style plus longue mais plus tardive, la S.F.P. joue une fois, n'a rien à nous apprendre. Et seul l'« Ecran ouvert » du Danemark, pendant quarante-cinq minutes de façon irrégulière, mérite de retenir l'attention. Il s'agit là — processus inverse — non de faire sortir les gens pour les amener à la télévision, mais d'aller chez les gens pour y installer la télévision. De leur donner l'avantage de rester dans leurs murs, au terrain connu, de se sentir à l'aise, d'obtenir, de recevoir l'équipe au lieu d'en être reçu et de s'exprimer ainsi plus librement (sur des problèmes d'ordre social la plus souvent, tracasseries administratives, etc.), plus familièrement et, c'est primordial, plus simplement. Sans se croire obligé de signer son vocabulaire, de marquer les lieux, de faire des phrases.

Il existe, en effet, pratiquement partout, deux langues bien distinctes, la langue courante et la langue officielle, celle des jours de semaine et celle du dimanche, celle de l'« établissement » et celle de la jeunesse, celle que ne craint pas d'employer avec le bonheur que l'on sait un Glucksmann, celle qui fait dresser l'oreille quand, à l'occasion d'un reportage sur des revendications sociales, après avoir entendu un membre de la direction, on se tourne vers le représentant du syndicat. L'inconvénient de « Tribune libre », le voici : en se croyant obligé d'élaborer un style naturellement embroussaillé, on se coupe de sa racine. S'il faut apprendre à manier l'instrument télévisuel, il ne faut pas désapprendre le naturel.

Ainsi à Londres, à Copenhague, à Paris et bientôt à Bruxelles comme-on a l'habitude de le dire : mieux vaut, se dit-on, entrebâiller sa porte qu'attendre de la voir frapper par des « cambrioleurs de temps de parole ».

CLAUDE SARRAUTE.

Mauvaise réputation

PENDANT que nous nous inquiétons de savoir à qui la chef de l'Etat... dans les destinées des sociétés de radio et de télévision, on ne nous ménage guère à l'étranger. Sur ce point-là en particulier, sur la fait que, en dépit de toutes les réformes, le pouvoir conserve (par le truchement de ceux qui lui place à sa tête et dont il peut rompre ou ne pas renouveler le contrat) le contrôle de l'audio-visuel.

Pressions moins couvertes, plus sournoises qu'au temps de l'ex-O.R.T.F., pressions inaccessibles cependant, vues de l'extérieur par « TV-World », un nouveau mensuel publié à Londres, à l'intention des professionnels du monde entier, dont le premier numéro consacre une longue et accablante étude à nos petits écrans.

Muselés par l'auto-censure que pra-

tiquant parfois inconsciemment à bien des échelons chefs de service ou de département, la télévision française sacrifie, aux yeux des observateurs étrangers, les enquêtes explosives sur des sujets d'actualité (sauf quand ils se présentent ailleurs, chez les autres, en dehors des frontières) aux documentaires dits « de création » sur des problèmes culturels et qui n'intéressent personne, ou presque.

Mention spéciale pour les « Dossiers de l'écran », suivie de quelques chiffres destinés à souligner l'énorme proportion de série et de films achetés aux Etats-Unis, par rapport à la production locale. Et cette analyse : si la majorité l'emporte aux prochaines élections, le monopole déjà compromis par les radios vertes risque fort d'éclater sous la poussée d'intérêts privés fins prêts à pénétrer dans cette giboyeuse chasse gardée. — C. S.

RADIO-TELEVISION

Le président Carter au secours du service public

Nouvelle santé pour la P.T.V.

MENACÉE sans cesse d'être broyée par ses rivaux puissants et argentés (les trois chaînes A.B.C., C.B.S., N.B.C.), la télévision publique, P.T.V., non commerciale, a mené, depuis sa fondation, il y a dix ans, une existence à la fois prestigieuse et précaire. P.T.V. — qui n'a pas vendu son âme aux grands manitous de Madison Avenue à l'instar de ses concurrentes — a offert, c'est vrai, aux téléspectateurs, parfois, des émissions de haute qualité (enquêtes sociologiques, tables rondes, concerts, films, pièces de théâtre, exposés sur l'histoire des civilisations, interviews) qui ont tranché sur la médiocrité, la vulgarité de l'immense majorité des émissions offertes par les chaînes commerciales. Mais P.T.V. qui ne fonctionne que grâce aux contributions du public et aux donations des grandes fondations, est perpétuellement menacée de faillite et toujours en butte aux tracasseries bureaucratiques du gouvernement. M. Nixon lui avait imposé, par exemple, de diffuser des commentaires politiques ou d'aborder des sujets controversés.

Le président Carter vient de mettre fin aux débâcles de la P.T.V. Il a soumis au Congrès un projet de loi aux termes duquel le gouvernement fédéral verserait à la société non commer-

ciale 1 milliard de dollars échelonnés sur cinq ans. La santé financière de la télévision publique serait ainsi assurée. Par ailleurs, le président a décidé d'adopter, vis-à-vis de la P.T.V., une politique opposée à celle qu'avait suivie M. Nixon. Il a proposé au Congrès d'ériger sous la P.T.V. des barrières qui la mettraient à l'abri des ingérences du gouvernement. « Le président des Etats-Unis », a-t-il dit dans son message au Congrès, « n'a pas à intervenir dans la télévision publique le choix de ses sujets et la manière de les traiter ». M. Carter est intervenu aussi pour mettre fin à la rivalité des deux chaînes non commerciales C.B.S. et P.B.S. : il a reconnu P.B.S. comme étant l'autorité centrale — celle qui bénéficierait du soutien fédéral — en matière de télévision non commerciale. En décidant de prêter vie à la P.T.V., M. Carter contribuera sans doute à l'amélioration du niveau de la télévision américaine tout entière. Si, en outre, les chaînes commerciales cessent d'emboliser le pas : le « détournement » de quelques millions de téléspectateurs ne pardonne pas, aux Etats-Unis, sur le plan financier.

L. W.

Correspondance

BRISER LE MIROIR

Nous avons reçu de M. Jean Lallier, producteur avec Monique Tosello des « Portraits de l'Univers » la lettre suivante :

J'ai eu la grande surprise, l'autre jour, en ouvrant le Monde (daté 2-3 octobre), de lire en première page ce titre : « La mort du documentaire ». Selon l'auteur de l'article, Mme Sarraute, il serait mort à Venise, en cet automne 1977 qui a vu mourir beaucoup de choses. Cette mort, en fait, que nous l'annonçons régulièrement depuis l'invention même du cinéma, et plus encore depuis celle de la télévision.

Les premiers films, ceux des frères Lumière et des cameramen qu'ils envoient autour du monde, furent des documentaires. Mais, déjà, Mallet-Jaurès, qui ne craignait point de prendre l'orage, « Le goût du goût », une émission sur les additifs chimiques dans l'alimentation, donna lieu à des projections innombrables assorties de menaces de la part des « lobbies » professionnels. « L'atome nous veut-il du mal ? », deux émissions exposant des réponses, celle des écologistes et celle des scientifiques, à un même discours sécurisant de M. Marcel Boiteux, directeur général de l'É.D.F., donnèrent lieu, pendant un an, à des empoignades de M. d'Ornano, alors ministre de l'Industrie, qui ne craignait point de prendre l'orage.

Bien sûr, plutôt que de s'en prendre à soi-même de l'image que fournit le miroir, on préfère accuser le miroir. La liste est longue des gens du « documentaire » qui furent exécutés, bannis, écartés, étouffés... Une menace suspendue

Une menace suspendue

Les choses vont rarement aussi loin, mais la menace est toujours suspendue. On a cherché alors des palliatifs : le documentaire tout court a été habillé en « documentaire de création », c'est-à-dire qu'un « créateur » lui met des habits de gala pour faire moins peur. Mais il arrive que certains de ces créateurs, en personnalisant leur propos, persistent à dire les choses. On alors, comme ceux qui l'ont fait en France (« L'écriture par l'image » : Maurice Fallet, Marcel Moussy, Jacques Krif, etc.), ou dramatisent le réel en lui injectant des personnages imaginés, il y a eu des réactions éclatantes. On nous dit qu'à l'étranger, en Hollande, en Suède, en Angleterre, des expériences prometteuses sont en cours. Tant mieux. Qu'il faudrait que la France s'en inspire. Continuons alors, ou recommençons « L'écriture par l'image ». Mais vous verrez qu'on la tuera bientôt.

De toute façon, qu'ils s'en tiennent au réel ou qu'ils se transforment en fiction, ce sont les mêmes hommes, ceux du documentaire, qui sont à l'œuvre. Alors, laissons-les vivre. Et même si chaque semaine vous leur donnez l'heure qui va de 20 h 30 à 22 heures, vous verrez qu'ils retrouveront vite l'air de la grande écoute pour la science, l'art, la vie en société, la civilisation en marche, bien au-delà de ces fameux 3 G de téléspectateurs (près d'un million de courageux) qui lui sont fidèles.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans « le Monde de l'éducation » (n° 33 daté novembre 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

UN FONDS D'AIDE À L'EXPANSION DES PROGRAMMES À L'ÉTRANGER

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 8 novembre, plusieurs mesures destinées à assurer une meilleure coordination de l'action extérieure en matière de radio et de télévision, afin de faciliter la diffusion de nos programmes à l'étranger. La question avait fait l'objet d'une première délibération du gouvernement le 14 avril 1976. Les nouvelles décisions portent à la fois sur les techniques, sur les programmes et sur les hommes. Pour les techniques, la délégation à la promotion de la télévision en couleurs dirigée par M. Philippe Esper, n'aura plus pour seule vocation la défense du procédé SECAM, mais aussi la diffusion de l'ensemble des techniques nouvelles de l'audiovisuel (vidéodisques, télétextes, satellites...). Pour les programmes, dont la vente est actuellement concentrée sur les pays industrialisés, fonds d'aide, dotés initialement de 3 millions de francs, devra inciter les sociétés de télévision à la prospection, sur d'autres marchés, et prioritairement, d'Amérique latine, Moyen-Orient... Pour les hommes, un organisme commun à la Société française de production

Écouter-voir

• TÉLÉFILM : LA MORT AMOUREUSE. — Mercredi 16 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Comment parler de la mort à nos contemporains ? et à la télévision ? La philosophie, la sociologie, les débats... bien sûr. Jacques Ertaud a choisi un genre réputé mineur, le conte fantastique. Sans prétention : il se propose seulement de faire sourire. L'histoire, inventée par René Fallet, se passe aujourd'hui, dans un décor banal : pavillon de banlieue et café du coin, avec des personnages de tous les jours. Sauf que la femme à l'élégance impeccable, très riche, d'un certain âge, qui aime Robert (simple métallo travaillant en usine), n'est autre que Iris Thanaos, P.D.G. de la Thanaos Illimited Corporation, qui, du haut de son building ultra-moderne, gère, à coups de programmes informatiques et grâce aux techniques de pointe du management, la fin des vivants. Un autre personnage

sort un peu de l'ordinaire : « Maître Créator », dont on précise que, pour les naissances, il reste fidèle aux procédés éprouvés.

Robert en a assez de sa maîtresse. Iris est jalouse. Elle frappe... sauf son amant, le seul être qu'elle tient à conserver en vie à tout prix. Bientôt, elle connaîtra sa rivale. Eh ! oui, c'est une histoire d'amour !

Qu'il aura le dernier mot ? Sans être vraiment inattendu, la fin est suffisamment ambiguë pour faire rêver ou réfléchir le téléspectateur.

• MAGAZINE VENDREDI : SPECIAL INFORMATION. — Vendredi 18 novembre, FR 3, 20 h. 30.

A l'occasion du deuxième anniversaire du magazine « Vendredi », Christine Ockrent et le réalisateur Alexandre Tarta proposent — dernier numéro de

leur série sur l'information — « Vendredi », un journal international ou, tout, intercontinental : sept chaînes de télévision réparties dans le monde nous diffuseront en direct sur FR 3 un extrait de leur journal télévisé du même jour. Participez à ce jeu par satellite à la station de Denver (U.S.A.) — qui programmera à son tour un extrait de l'émission parisienne. Hongkong, Abidjan (Côte-d'Ivoire), Berlin (golfes Persique) et Moscou (qui retransmettra dans son intégralité le magazine français).

En fonction des fuseaux horaires, des variations des programmes, chacun de ces pays, l'actualité traitée couvrira les événements survenus pendant les vingt-quatre heures de la journée. L'A.P.E. met à la disposition de FR 3 son réseau de correspondants.

Ainsi pourra-t-on voir comment traitée l'information dans les diverses parties du monde : illustration de la relativité.

Les films de la semaine

• HIBERNATUS, d'Edoardo Molinaro. — Dimanche 13 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Un vaudeville un peu fou « s'adapte » à l'intrigue par des séquences d'action que se voient cinématographiques. Aux prises avec un revenant de l'époque 1900 (le grand-père de sa femme plus jeune que lui), Louis de Funès s'agite, s'énervant, se met en rage et attire les catastrophes par ses idées saugrenues.

• LE VENT, de Victor Sjöström. — Dimanche 13 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Dernière découverte du cycle Sjöström. Ce réalisateur suédois a marqué l'art muet de son immense personnalité. et Hollywood ne peut ni altérer ni changer son talent, sa conception du cinéma. Le Vent est égal aux Prochies de 1917. Le psychologue du roman et celle des personnages se révèlent grâce à l'utilisation d'un élément naturel. Dans un Onest sauvage, balayé par le vent et la tempête de sable, Lillian Gish et Lars Hanson forment un couple inoubliable.

• PÉPÉ LE MOKO, de Julien Duvivier. — Lundi 14 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Jean Gabin est mort le 15 novembre 1976. On ne peut mieux lui rendre hommage qu'en regardant ce film où, après la Bandera et la Belle Equipe, Julien Duvivier façonne définitivement le mythe qu'il avait repris à Prévert et Camé un peu plus tard. Salut à l'époque comme digne, pour sa technique, des films de gangsters américains. Pépé le Moko installait, dans le cinéma français d'alors, le romantisme des films à la mode et des vies vouées à l'échec. Le grand Gabin d'avant guerre est là, tout entier, auprès de Mireille Balin qui passe comme un rêve inaccessible.

• LE CONCIERGE, de Jean Girault. — Lundi 14 novembre, FR 3, 20 h. 30.

D'une idée assez originale (des diplomates ne lui servant à rien, un gars intelligent se fait concierger d'un immeuble de Passy et exploite les locataires pour parvenir à une belle situation), Jean Girault

• LE SOUFFLE DE LA VIOLENCE, de Rudolph Maté. — Mardi 15 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Edward G. Robinson, en tyran de l'Ouest marchant avec des béquilles, Barbara Stanwyck, en ambitieuse, maîtresse de son beau-frère et capable d'aller jusqu'au meurtre, semblent appartenir à quelque roman noir américain. Dans ce western bien étrange où souffle effectivement la violence, Glenn Ford est le seul personnage à relever de la tradition.

• LE BONHEUR, de Marcel L'Herbier. — Mercredi 16 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Adapté par le cinéaste une pièce de Bernstein, c'était, dans les années 30, faire un film a priori commercial. Marcel L'Herbier s'y était résigné comme d'autres. Il avait réussi une fine analyse psychologique de personnages assez théoriques et déclamatoires chez l'auteur à succès. À voir pour une narration sans bavures et l'interprétation de Charles Boyer et Gaby Morlay. Les comédiens de cette époque nous surprennent toujours.

• LE FLEUVE, de Jean Renoir. — Jeudi 17 novembre, A 2, 15 h.

Ne pas chercher les problèmes sociaux, religieux et économiques de l'Inde dans ce film tourné au Bengale en 1950. Jean Renoir avait eu un coup de cœur pour le roman de Rumié Godden (trois jeunes filles découvrant l'amour) et pour un pays où la nature lui semblait être en harmonie avec l'homme, avec la vie et la mort. Ce film, paisible et serein, pleureusement très beau et souvent émouvant, relève de la méditation poétique.

• LES AVEUX LES PLUS DOUX, de Jean Renoir. — Jeudi 17 novembre, A 2, 20 h. 30.

Démonstration simpliste et démagogique des brutalités policières et de la « torture psychologique ». La pièce de Georges Arnaud était déjà manichéenne en diable. Molinaro a exploité sans nuances des thèmes que le Conde,

• YVES BOISSET, et d'autres films avaient mis alors à la mode. Mais qui veut trop prouver ne prouve rien. Le problème de la police dans nos sociétés, c'est autre chose. N'empêche que le spectateur peut se laisser manipuler.

• MAYERLING, de Terence Young. — Jeudi 17 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Aucun élément historique nouveau dans cette reconstruction soignée des drames de la cour de Vienne et du roman d'amour de l'archiduc Rodolphe. Tout est fait pour que le grand public soit plongé dans un univers scintillant. Mais les vedettes, bien que Catherine Deneuve et Omar Sharif n'évoquent en rien les personnages réels de l'histoire.

• LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE, de Gilles Carle. — Vendredi 18 novembre, A 2, 22 h. 50.

Il arrive à Bernadette, bourgeoise de Québec partie vivre à la campagne, une expérience utopique de retour à la nature et donnant son corps aux pauvres et aux infirmes, un peu ce qui arriva à la Virgiane de Bunuel. La troncature, l'amour, l'ascétisme canadien et le mélange des genres pratiqué par Gilles Carle orientent pourtant autrement les influences qu'on relève dans le scénario. Mais le pamphlet social s'en va un peu dans tous les sens et certaines scènes ont de quoi choquer. Le meilleur du film, c'est, finalement, l'interprétation de Micheline Lanctôt.

• CES MESSIEURS DE LA GACHETTE, de Raoul André. — Dimanche 20 novembre, TF 1, après-midi.

Où du mauvais emploi que l'on peut faire d'excellents acteurs comiques (Francis Blanche, Potrel et Serrault, Dany Cowl, Annie Cordy) lorsqu'on est incapable d'élever au-dessus du vaudeville de confection bachelé des situations qui appellent un déchaînement burlesque.

• MADAME ET SON COW-BOY, de H. C. Potter. — Dimanche 20 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Les situations classiques de la comédie américaine

d'avant guerre avec un gros et beau cow-boy pour la mode. Mais qui veut trop prouver ne prouve rien. Tout est fait pour que le grand public soit plongé dans un univers scintillant. Mais les vedettes, bien que Catherine Deneuve et Omar Sharif n'évoquent en rien les personnages réels de l'histoire.

• LA CHINE EST PROCHE, de Marco Bellocchio. — Dimanche 20 octobre, FR 3, 22 h. 30.

Le dévoiement d'un parti populaire (le parti socialiste italien) dans une alliance contre nature avec une bourgeoisie décadente. Bellocchio s'en prend aussi bien aux riches délégués que aux prolétaires arrivistes et met en scène la révolte romantique d'un petit groupe de chinois. Cette critique acerbe de la vie politique italienne est valable pour d'autres pays. Un ferment comique exerce la virulence du propos, l'humour est le révélateur d'une lucidité qui se colore d'humour. Marco Bellocchio impie sait, en 1967, un talent et une maturité qu'il n'a plus jours retrouvés depuis.

• CATHERINE, de Ben Bordenie. — Lundi 21 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Les aventures d'une héroïne façon « Angélique » à l'époque où les Armagnacs et les Bourguignons se disputaient la France. Adaptation complexe et ratée du premier volume d'un passionnant feuilleton historique de Jules Verne, par un auteur inconnu. On ne sait pas faire grand-chose, l'échec fut tel que la suite fut jamais tournée, si bien que le film se termine à la queue de poisson.

• L'ADORAABLE VOISIN, de Richard Quin. — Lundi 21 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Adapté de la sorcellerie new-yorkaise, Kim Novak se fait de ses pouvoirs pour séduire James Stewart. On pense que l'histoire est une sorcellerie. René Clair, qui était beaucoup plus drôle, avec beaucoup plus de gags et d'idées de mise en scène. Richard Quin ne l'est pas, mais il est pas mal. Kim Novak n'est pas grand-chose, mais elle est belle, elle est belle fille en maigre

625-819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 15 h. Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret sejourne à 20 h) ; vers 23 h. TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut les jeunes : « Les infos », de Claude Piarard (le mercredi, 17 h. A 2 : 15 h. Journal (le samedi à 12 h. 30 : magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 15 (saut samedi et dimanche). C'est la vie. Le journal de Patrick Poivre d'Arvor ; 23 h. Le journal de Lecoq et de Gérard Holtz (en alternance). FR 5 : 19 h. 55. « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 23 h. Journal.

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 (le dimanche) : 9 h. 15. A Bible ouverte ; 9 h. 30. source de vie (le 15). Ordre de 20 : 10 h. Fête de la Pentecôte 10 h. 30. Le Jour du Seigneur ; le Mouvement pour la paix (le 15). L'Apocalypse de Jésus-Christ (le 20) ; 11 h. 15. L'église paroissiale de Nemours, Seine-et-Marne (le 15). La pelle du collège de Buzenval, à Rueil, Hauts-de-Seine (le 20).

LES SERVICES DE FRANCE-INTER

MÉTÉO. — 5 h. 55 ; 6 h. 28 ; 6 h. 55 ; 7 h. 25 ; 8 h. 55 ; 19 h. 55. MÉTÉO MARINE. — 7 h. 55 ; 19 h. 55. INFORMATIONS ROUTIÈRES. — 5 h. 55 ; 19 h. 55 ; 23 h. COURSES. — 6 h. 46 ; 15 h. ; 16 h. ; 17 h. ; 18 h. ; 20 h. EMPLOI. — 6 h. 28 ; 6 h. 55 ; 8 h. 55 ; 12 h. ; 21 h. JEUNES. — 7 h. 28 ; 8 h. 55 ; 18 h. ; 22 h. TROISIÈME ÂGE. — 10 h.

مكتبة من الأصل

RADIO-TELEVISION

Samedi 12 novembre

CHAINE I : TF 1
20 h. 30, Variété: Numéro un (Sacha Distel); 21 h. 30, Série: Le riche et le pauvre; 22 h. 30, La musique est à tout le monde, de S. Kaufman.
CHAINE II : A 2
20 h. 30, Série: Les Rebelles (troisième partie); 21 h. 30, Série: Les Rebelles (troisième partie); 22 h. 30, Série: Les Rebelles (troisième partie).

CHAINE III : FR 3
20 h. 30, Téléfilm: Drôle de jeu, de P. Kast; 21 h. 30, Questions sans visage; 22 h. 30, Drôle de baraque; 23 h. 30, Questions sans visage; 24 h. 30, Drôle de baraque.

FRANCE - CULTURE
20 h. 30, Science-fiction: « Le Corrocteur », d'I. Aashov. Réalisation: H. Goubeyron. Avec H. Krimer, M. Maistre, D. Manuel; 21 h. 30, Disques (Mozart); 22 h. 30, Disques (Mozart); 23 h. 30, Disques (Mozart); 24 h. 30, Disques (Mozart).

FRANCE - MUSIQUE
20 h. 30, Premier jour « J » de la musique (Bartok, Prokofiev); 21 h. 30, Festival de la musique; 22 h. 30, Festival de la musique; 23 h. 30, Festival de la musique; 24 h. 30, Festival de la musique.

Dimanche 13 novembre

CHAINE I : TF 1
9 h. 15, Emissions religieuses et philosophiques; 12 h. 30, La séquence du spectateur; 13 h. 30, Bon appétit; 14 h. 30, C'est pas sérieux; 15 h. 30, Les rendez-vous du dimanche; 16 h. 30, Série: Gori le Diable; 17 h. 30, Série: Gori le Diable; 18 h. 30, Série: Gori le Diable; 19 h. 30, Série: Gori le Diable; 20 h. 30, Série: Gori le Diable; 21 h. 30, Série: Gori le Diable; 22 h. 30, Série: Gori le Diable; 23 h. 30, Série: Gori le Diable; 24 h. 30, Série: Gori le Diable.

CHAINE II : A 2
10 h. 30, Emission pédagogique; 11 h. 30, La télévision des téléspéctateurs en super-8; 12 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 13 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 14 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 15 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 16 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 17 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 18 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 19 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 20 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 21 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 22 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 23 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France; 24 h. 30, Concert: Concerto pour clarinette en la majeur, de Mozart, par le N.O.P. de Radio-France.

CHAINE III : FR 3
10 h. 30, Emission destinée aux travailleurs immigrés: Spécial mosaïque; 11 h. 30, Mosaïque; 12 h. 30, Mosaïque; 13 h. 30, Mosaïque; 14 h. 30, Mosaïque; 15 h. 30, Mosaïque; 16 h. 30, Mosaïque; 17 h. 30, Mosaïque; 18 h. 30, Mosaïque; 19 h. 30, Mosaïque; 20 h. 30, Mosaïque; 21 h. 30, Mosaïque; 22 h. 30, Mosaïque; 23 h. 30, Mosaïque; 24 h. 30, Mosaïque.

FRANCE - MUSIQUE
15 h. 45, Disques (Schoenberg); 16 h. 5, Musique de chambre (Bach, Susato, Ghro, Lublin, Dowland, Casartelli); 17 h. 30, Rencontre avec le professeur Askenazi; 18 h. 30, Ma note trop; 19 h. 30, La chaîne des cinéastes; 20 h. 30, Pôles intertemporels: Serge Sautreau et Jean Buis; 21 h. 30, Atelier de création radiophonique; 22 h. 30, Black and blue; 23 h. 30, Pôles: Gilbert Lascout.



Lundi 14 novembre

CHAINE I : TF 1
30 h. 30, Emissions pédagogiques; 12 h. 15, Jeu: Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h. 30, Magazine régional; 14 h. 30, Resterz donc avec nous; 15 h. 30, A la bonne heure; 16 h. 30, Pour les petits; 17 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 30, Les aventures de l'énergie; 19 h. 30, Feuilleton: Le 16 à Kerbriant (rediffusion); 20 h. 30, Une minute pour les femmes; 21 h. 30, Eh bien raconte; 22 h. 30, FILM: PEPÉ LE MOKE, de J. Duvivier (1938), avec J. Gabin, M. Balin, G. Gabrio, I. Grégor, D. Lino, N. Charny, (N. Rediffusion); 23 h. 30, FILM: PEPÉ LE MOKE, de J. Duvivier (1938), avec J. Gabin, M. Balin, G. Gabrio, I. Grégor, D. Lino, N. Charny, (N. Rediffusion); 24 h. 30, FILM: PEPÉ LE MOKE, de J. Duvivier (1938), avec J. Gabin, M. Balin, G. Gabrio, I. Grégor, D. Lino, N. Charny, (N. Rediffusion).

CHAINE II : A 2
13 h. 30, Magazine régional; 14 h. 30, Feuilleton: Valérie (rediffusion); 15 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 16 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 17 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 18 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 19 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 20 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 21 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 22 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 23 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 24 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion).

FRANCE - CULTURE
7 h. 2, Pôles: Gilbert Lascout (et à 14 h.); 7 h. 3, La chaîne ouverte; 7 h. 15, Horizon; 7 h. 40, Chasseurs de son; 8 h. 30, Émissions philosophiques et littéraires; 9 h. 30, Les journaux; 10 h. 30, L'histoire; 11 h. 30, L'histoire; 12 h. 30, L'histoire; 13 h. 30, L'histoire; 14 h. 30, L'histoire; 15 h. 30, L'histoire; 16 h. 30, L'histoire; 17 h. 30, L'histoire; 18 h. 30, L'histoire; 19 h. 30, L'histoire; 20 h. 30, L'histoire; 21 h. 30, L'histoire; 22 h. 30, L'histoire; 23 h. 30, L'histoire; 24 h. 30, L'histoire.

FRANCE - MUSIQUE
7 h. 3, Quotidien musique; 8 h. 2, Grandes formes; 9 h. 30, La règle du jeu; 10 h. 30, Sélection-concert; 11 h. 30, Sélection-concert; 12 h. 30, Sélection-concert; 13 h. 30, Sélection-concert; 14 h. 30, Sélection-concert; 15 h. 30, Sélection-concert; 16 h. 30, Sélection-concert; 17 h. 30, Sélection-concert; 18 h. 30, Sélection-concert; 19 h. 30, Sélection-concert; 20 h. 30, Sélection-concert; 21 h. 30, Sélection-concert; 22 h. 30, Sélection-concert; 23 h. 30, Sélection-concert; 24 h. 30, Sélection-concert.

Mardi 15 novembre

CHAINE I : TF 1
12 h. 15, Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h. 30, Magazine régional; 14 h. 30, Resterz donc avec nous; 15 h. 30, A la bonne heure; 16 h. 30, Pour les petits; 17 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 30, Les aventures de l'énergie; 19 h. 30, Feuilleton: Le 16 à Kerbriant (rediffusion); 20 h. 30, Une minute pour les femmes; 21 h. 30, Eh bien raconte; 22 h. 30, FILM: PEPÉ LE MOKE, de J. Duvivier (1938), avec J. Gabin, M. Balin, G. Gabrio, I. Grégor, D. Lino, N. Charny, (N. Rediffusion); 23 h. 30, FILM: PEPÉ LE MOKE, de J. Duvivier (1938), avec J. Gabin, M. Balin, G. Gabrio, I. Grégor, D. Lino, N. Charny, (N. Rediffusion); 24 h. 30, FILM: PEPÉ LE MOKE, de J. Duvivier (1938), avec J. Gabin, M. Balin, G. Gabrio, I. Grégor, D. Lino, N. Charny, (N. Rediffusion).

CHAINE II : A 2
13 h. 30, Magazine régional; 14 h. 30, Feuilleton: Valérie (rediffusion); 15 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 16 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 17 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 18 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 19 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 20 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 21 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 22 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 23 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 24 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion).

FRANCE - CULTURE
7 h. 2, Pôles: Gilbert Lascout (et à 14 h.); 7 h. 3, La chaîne ouverte; 7 h. 15, Horizon; 7 h. 40, Chasseurs de son; 8 h. 30, Émissions philosophiques et littéraires; 9 h. 30, Les journaux; 10 h. 30, L'histoire; 11 h. 30, L'histoire; 12 h. 30, L'histoire; 13 h. 30, L'histoire; 14 h. 30, L'histoire; 15 h. 30, L'histoire; 16 h. 30, L'histoire; 17 h. 30, L'histoire; 18 h. 30, L'histoire; 19 h. 30, L'histoire; 20 h. 30, L'histoire; 21 h. 30, L'histoire; 22 h. 30, L'histoire; 23 h. 30, L'histoire; 24 h. 30, L'histoire.

FRANCE - MUSIQUE
7 h. 3, Quotidien musique; 8 h. 2, Grandes formes; 9 h. 30, La règle du jeu; 10 h. 30, Sélection-concert; 11 h. 30, Sélection-concert; 12 h. 30, Sélection-concert; 13 h. 30, Sélection-concert; 14 h. 30, Sélection-concert; 15 h. 30, Sélection-concert; 16 h. 30, Sélection-concert; 17 h. 30, Sélection-concert; 18 h. 30, Sélection-concert; 19 h. 30, Sélection-concert; 20 h. 30, Sélection-concert; 21 h. 30, Sélection-concert; 22 h. 30, Sélection-concert; 23 h. 30, Sélection-concert; 24 h. 30, Sélection-concert.

Mercredi 16 novembre

CHAINE I : TF 1
11 h. 30, Emission pédagogique; 12 h. 15, Jeu: Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h. 30, Magazine régional; 14 h. 30, Resterz donc avec nous; 15 h. 30, A la bonne heure; 16 h. 30, Pour les petits; 17 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 30, Les aventures de l'énergie; 19 h. 30, Feuilleton: Le 16 à Kerbriant (rediffusion); 20 h. 30, Une minute pour les femmes; 21 h. 30, Eh bien raconte; 22 h. 30, FILM: PEPÉ LE MOKE, de J. Duvivier (1938), avec J. Gabin, M. Balin, G. Gabrio, I. Grégor, D. Lino, N. Charny, (N. Rediffusion); 23 h. 30, FILM: PEPÉ LE MOKE, de J. Duvivier (1938), avec J. Gabin, M. Balin, G. Gabrio, I. Grégor, D. Lino, N. Charny, (N. Rediffusion); 24 h. 30, FILM: PEPÉ LE MOKE, de J. Duvivier (1938), avec J. Gabin, M. Balin, G. Gabrio, I. Grégor, D. Lino, N. Charny, (N. Rediffusion).

CHAINE II : A 2
13 h. 30, Magazine régional; 14 h. 30, Feuilleton: Valérie (rediffusion); 15 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 16 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 17 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 18 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 19 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 20 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 21 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 22 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 23 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion); 24 h. 30, Série: La poupée sanglante (rediffusion).

FRANCE - CULTURE
7 h. 2, Pôles: Gilbert Lascout (et à 14 h.); 7 h. 3, La chaîne ouverte; 7 h. 15, Horizon; 7 h. 40, Chasseurs de son; 8 h. 30, Émissions philosophiques et littéraires; 9 h. 30, Les journaux; 10 h. 30, L'histoire; 11 h. 30, L'histoire; 12 h. 30, L'histoire; 13 h. 30, L'histoire; 14 h. 30, L'histoire; 15 h. 30, L'histoire; 16 h. 30, L'histoire; 17 h. 30, L'histoire; 18 h. 30, L'histoire; 19 h. 30, L'histoire; 20 h. 30, L'histoire; 21 h. 30, L'histoire; 22 h. 30, L'histoire; 23 h. 30, L'histoire; 24 h. 30, L'histoire.

FRANCE - MUSIQUE
7 h. 3, Quotidien musique; 8 h. 2, Grandes formes; 9 h. 30, La règle du jeu; 10 h. 30, Sélection-concert; 11 h. 30, Sélection-concert; 12 h. 30, Sélection-concert; 13 h. 30, Sélection-concert; 14 h. 30, Sélection-concert; 15 h. 30, Sélection-concert; 16 h. 30, Sélection-concert; 17 h. 30, Sélection-concert; 18 h. 30, Sélection-concert; 19 h. 30, Sélection-concert; 20 h. 30, Sélection-concert; 21 h. 30, Sélection-concert; 22 h. 30, Sélection-concert; 23 h. 30, Sélection-concert; 24 h. 30, Sélection-concert.

Les écrans francophones

Lundi 14 novembre
TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELE-MONTE-CARLO: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION SUISSE ROMANDE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION BELGE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.

Mardi 15 novembre
TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELE-MONTE-CARLO: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION SUISSE ROMANDE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION BELGE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.

Mercredi 16 novembre
TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELE-MONTE-CARLO: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION SUISSE ROMANDE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION BELGE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.

Jeudi 17 novembre
TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELE-MONTE-CARLO: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION SUISSE ROMANDE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION BELGE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.

Vendredi 18 novembre
TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELE-MONTE-CARLO: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION SUISSE ROMANDE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION BELGE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.

Samedi 19 novembre
TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELE-MONTE-CARLO: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION SUISSE ROMANDE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION BELGE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.

Dimanche 20 novembre
TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELE-MONTE-CARLO: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION SUISSE ROMANDE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.
TELEVISION BELGE: 20 h. Mission impossible; 21 h. Le Gendarme; 22 h. Le Gendarme; 23 h. Le Gendarme; 24 h. Le Gendarme.

L'EAU

Les énergimènes

« QUE diable, toujours de l'énergie ! Il semble qu'il n'y ait rien de tel que de dire : l'énergie, de l'énergie, de l'énergie ! Ah ! le mot que ce mot a à la bouche : de l'énergie ! toujours de l'énergie. Voilà leur épine de char, de l'énergie ! »

Molère revient sur cette bonne vieille Terre vient de révéler sa tirade, en faisant le mot « argent » pour le remplacer par celui-ci. La science s'appelle maintenant la Technologie. On le donnera un de ces ours à la télévision.

Eh bien oui ! Il nous faut de l'énergie à tout prix, notre monde va s'arrêter si on ne lui trouve encore et sans cesse davantage de force motrice.

Mon ami Marcel revient des Etats-Unis, où il a passé quelques semaines dans le pays.

« Ils sont en train de comprendre, aux États-Unis, c'est le leitmotiv, l'idée fixe : « Economisez l'énergie ! »

« Électricité, le chauffage, la climatisation, tout. Même la verre d'eau traditionnel au petit déjeuner, tu sais, cette eau tellement mauvaise en général que personne ne songerait à la boire. »

« Quel, pour un verre d'eau ? »

« On le l'apporte et tu le demandes. Mais on l'explique que ces quelques gorgées d'un simple verre supposent la dépense de plusieurs litres : la vaisselle, la machine... Ça va plus loin encore. Devine quel avis j'ai trouvé un jour, exposé dans le salle de bains de ma chambre d'hôtel ? »

« Dis. »

« Save water : shower with a friend (Economisez l'eau : douchez-vous avec un ami.) »

« Un ou une ? »

« L'anglais brève l'honnêteté. De toute façon, je n'étais pas en situation d'essayer. »

« En somme, l'économie, vertu laide bien française, et qu'on a flânée aux ordres, a chance d'être aimée à la mode grâce à l'Amérique, qui nous a si brillamment enseigné l'art du gaspillage ? »

« Ce n'est pas le chemin. »

« Toujours à propos d'eau, qui j'avais ici, en tirant la chasse d'un toilette machinal, qu'il gaspille allé-

grement quelque 7 litres de liquide filtré, traité, assésé et potable, pour évacuer ses trois gouttes ? Ce geste, répété des millions de fois par jour dans une grande ville... »

« Que le fond du jardin, naguère, avait des charmes... »

« Bel alexandrin. De qui ? »

« J'en suis sûr. Mais je vais te dire ce qui, pour moi, symbolise l'absurdité de tout le système. Aucun des grandes exemples qui se proposent, mais ceci. Demande, dans un café parisien, même eu cœur de décembre, un quart d'eau minérale non glacée. Neuf chances sur dix pour qu'on te réponde : « Nous n'en avons pas. » Si tu insistes, on te propose d'écouler ton verre. Ensuite un peu de faire comprendre, de l'autre côté du comptoir, dans ce jeu insensé de frigo et de calories, le scandale du mécanisme. »

« Peu probable qu'on puisse l'apercevoir, quand on est habitué à faire payer plus cher qu'un honnête vin rouge ce liquide incolore et thérapeutique, qu'on absorbe à la légère toute d'une introuvable eau de source. »

« C'est là une autre question... Un dernier « petit fait vrai » : en passant l'autre jour sur le passerelle de Sotirino, au-dessus des travaux qui n'en finissent pas de bouleverser les quais, je voyais un de ces engins énormes se mouvoir, ouvrir et refermer ses mâchoires d'acier, assourdir et empuaner tout autour de lui, pour transporter quoi ? une photo de vieilles planches qu'un garçonnet aurait pressé facilement sous son bras. »

« L'économie, sans doute est-ce comme la mort, le malade, la pauvreté, le chômage : toujours l'affaire des autres. »

« Nous sommes pourtant intelligents... »

« Rait. »

« Civi. »

« Et toi... la fête. Ne fannonçons-nous pas, par l'usage, et en anglais, dans la pluralité des mondes possibles ? »

« Espérons que tout cela ne se terminera pas par des écritures sur nos balcons : « Economisez l'air : ne respirez pas trop profondément ! »

JEAN GUICHARD-MEILL

IMMIGRÉS

Hygiène pour des corps douteux

QUAND une société propre est envahie par des corps douteux, venus d'une terre lointaine, une terre nue, elle s'empresse de leur inculquer une morale blanche, la morale hygiénique.

On ne peut pas dire que la ministère des affaires sociales néglige la santé du travailleur immigré. Le centre régional d'éducation sanitaire et sociale de Provence, de Côte d'Azur et de Corse (1) a lancé, il y a quelques temps, une campagne en direction du « travailleur musulman » pour qu'il prenne le plus grand soin de sa santé. Sur une affiche, des conseils en français et en arabe : des ordres qui chutent du ciel de la pensée métallique.

On lit, en caractères gras et rouges : « Travaille musulman : assure-toi du bon état de ton corps. »

Après tout, un corps est fait pour produire et être rentable. Il doit être « en bon état ». Le droit à la paresse n'existe pas. Seul le droit à l'insure existe.

Vivre loin de sa famille, séparé de sa femme, exclu du désir. Aussi, il faut faire attention et ne pas se laisser emporter par l'alcool ou se perdre, dans la pratique d'un corps qui se donne ou se vend. Alors, la pensée propre ordonne :

« Défends-toi contre les tentations. »

« L'alcool fait de l'homme un animal aussi misérable que l'âne. »

« Des femmes étendront à toi. En quelques instants, elles peuvent te donner la blennorragie (chaga) et la syphilis (merdek kibir) (2). »

Il y aurait, par ailleurs, une tare chez le travailleur musulman : la négligence. On lui recommande alors de ne pas reporter à demain ce qu'il doit faire aujourd'hui :

« Méfie-toi de la négligence. »

« Ne dis pas : demain, je trouverai une chambre au-dessus de l'air et du soleil ; demain l'argent un lit confortable, je ne cohabiterai pas avec mon camarade, parce

qu'il toussait et qu'il est peut-être tuberculeux. Demain, l'acheteur les objets nécessaires à mes ablutions du visage, de la bouche, des pieds : brosse, dentifrice, dent, bidet. »

Enfin, il ne faut pas oublier d'alimenter correctement ce corps utile et de « manger à heures régulières », entre midi et deux, manger ce qu'on peut se procurer, juste pour tenir, pour ne pas perdre pied sur l'échafaudage, pour ne pas dévaler. Alors le ciel bien-pensant lui dit :

« Mange en quantité suffisante : de la viande, des légumes frais, des fruits frais, du pain, du fromage, des matières grasses. Si tes efforts sont supérieurs à ton alimentation, tu perdras tes forces, tu malpriras, tu prendras la tuberculose, tu tousseras, tu cracheras et la maladie te tuera. »

S'aligner correctement avec un peu plus que le SMIC, sans oublier la famille laissée au village et qui attend le mandat à la fin du mois.

Il faut rentrer chez soi en bonne santé : « Prends garde si ta santé est mauvaise, le malheur des tiens commencera avec ton retour. »

Signalons enfin que cette belle leçon d'hygiène est alimentée de quelques « pensées » puisées dans les mémoires de la bonne conscience d'un certain Pr A.L. Il mérite lui aussi d'être cité :

« Si quelque mal t'arrive alors que tu n'as pas fait tes ablutions, ne t'en prends qu'à toi-même. »

« L'Épée du croyant, c'est la propreté. »

« C'est l'ignorant, l'homme peu sensé, qui s'attire le mal par ses propres œuvres. »

Le travailleur musulman est ainsi averti. Nous aussi.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) 66, rue Saint-Sébastien, Marseille 6^e.

(2) « Merdek kibir », se veut pas dire « blennorragie », mais « grande maladie ». Au Maroc, on désigne cette maladie par « Nouar » ou « Hout ».

SOCIÉTÉ

JOUEURS



... avec la BOÎTE DE CONSTRUCTION, en prime, notre COFFRET DE PETITS-CHOMEURS-DE-PLOMB.

© Copyright Le Monde et Jean Billel

SOURDS

Le langage des gestes

QUATRE jours dans le monde des sourds. On ne revient au langage des gestes que le soir, après le quatrième congrès national des sourds, qui s'est tenu il y a quelques jours à La Grande-Motte, le jour d'un passage en écartant les gens sans même leur demander « pardon », tant je suis persuadé du pouvoir déshonorant de ma voix. Pourtant, les sourds savent parler aussi bien que nous. Leur langage, c'est le geste.

d'une heure, à quatre cents sourds français qui l'ont compris parfaitement. Le langage gestuel américain n'emploie pas les mêmes signes que le langage gestuel français, peu importe, le message passe. Les sourds ont leur espérance.

Nous autres, qui entendons, étions vraiment en petit nombre (une quinzaine sur quatre cent cinquante participants). Pourtant, à aucun moment, le langage des sourds n'est resté dans ma non-sourde. Durant ces quatre jours, des dizaines de sourds sont venus me taper sur l'épaule afin d'entendre le dialogue. Le visage crispé, ils s'efforçaient d'articuler le mieux possible les quelques mots que je devais à tout prix comprendre. Le jour où, de leur côté, ceux qui ont le chance d'entendre n'hésiteront plus à faire le premier pas, alors les sourds auront gagné et moi, l'aurai peut-être appris le langage des gestes.

ELISABETH EISELE

GÉNÉALOGIE

Le grain germe

A U moment même où le congrès de généalogie de Blois réunissait plus d'une trentaine d'associations d'amateurs (1), un nouveau groupe se constituait : le Centre généalogique de Savoie (2), dont l'assemblée générale s'est tenue le 22 octobre à la mairie d'Amey.

Cette création ne fut pas signalée au cours du congrès, ce qui montre combien les amateurs de généalogie « se battent » en ordre dispersé, même lorsqu'ils décident de se réunir.

De la même façon, j'ai personnellement fait connaissance, dès 1974, d'un petit groupe de chercheurs, toujours très actif actuellement (3), dont ni le troisième congrès généalogique (4) ni ce quatrième (1) n'ont jamais fait mention.

En fait, le quasi-totalité des lecteurs qui m'écrivent à cette rubrique n'ont aucun lien avec une association, quoique la plupart aient déjà fait des recherches.

El pourtant les différents cercles « ayant pignon sur rue » sont plus vivants que jamais. Ainsi le Centre généalogique d'Alsace, ayant pris conscience du nombre de Parisiens parmi ses membres, organise pour la première fois une réunion à Paris (5) le 16 novembre prochain, à 18 h 30.

PIERRE GALLERY.

- (1) Voir le Monde daté 23-24 octobre.
- (2) 2, rue du Talabard, Annecy-le-Vieux, 74000 Annecy.
- (3) Association Renaissance et Culture, section d'Épisy-sur-Orge, 91380 Episy.
- (4) Voir le Monde daté 2-3 novembre 1977.
- (5) La Maison de l'Alsace, 39, avenue des Champs-Élysées (8^e). Pour tous renseignements : Maurice Schermesser, 110, rue Didot (14^e), Tél. : 359-55-10 (bureau), ou 539-80-64 (domicile).

LA VIE DU LANGAGE

Comment naissent les dictionnaires

LE titre de l'ouvrage d'Alain Roy (1) dit bien son propos : il s'agit, partant d'un objet commercialisé — le dictionnaire — de montrer à travers quelques exemples comment fonctionne probablement le lexique du français. Probablement sans plus, et l'auteur se garde bien de toute systématisation ; car les composantes de ce fonctionnement sont trop nombreuses (locuteurs, voisinages, innovations techniques, luttes sociales, etc.) pour qu'il paraisse jamais possible de le décrire autrement que par touches. Qui plus est, l'essentiel (et quasiment le total) du mouvement du lexique se fait dans et par la parole, qui ne laisse (ou ne laissait) pas de traces.

Ce propos lui-même est nouveau, paradoxal, et quelque peu hérétique venant de « dictionnariste » le plus confirmé sans doute du domaine français. A l'idée rassurante que le dictionnaire de langue est une entreprise scientifique digne de tout, une branche reconnue et solide de la linguistique appliquée, A. Roy oppose une démarche destructrice : c'est d'un besoin culturel et d'une impulsion mercantile que naissent les dictionnaires de langue.

La besoin (peut-être dépassons-nous ici la pensée de l'auteur) naît au dix-septième siècle, au moment où le bourgeois accède au pouvoir global dans l'ombre du Roi-Soleil.

En même temps que se centralise et se normalise le littérateur national, il s'opère (la preuve opère) sur les mots le même travail de classification, de hiérarchisation et de fermeture. Versailles, alignés, édités, uniformisés, ils doivent présenter à la nation (ce fraction culturelle ment banté) une nature asservie à la raison.

D'outils qu'ils étaient, le vocabulaire et la langue sont faits spectacles.

L'impulsion mercantile suivra. Du dix-septième siècle à nos jours, la démocratisation de l'instruction élémentaire entraîne celle du marché du dictionnaire (les premiers coûtent une

fortune), comme si son achat eût été nécessaire à l'entrée de l'acheteur dans la société des « alphabétisés », et comme si sa possession était celle même du savoir et du pouvoir des mots.

Or, de la même façon que le dictionnaire est à peu près impuissant à décrire le vocabulaire en situation réelle de parole, celle-ci n'a aucun besoin de lui. Il est, pour celui qui parle et veut se faire comprendre, cent moyens de le faire dans l'ignorance totale de ce que prescrit ou interdit le dictionnaire.

Seuls font appel à lui, de temps à autre, les professionnels de l'écriture : écrivains, journalistes. Encore les meilleurs d'entre eux en prennent-ils (heureusement) à leur aise avec lui. Ils lui font la loi (en tout cas à titre posthume) plus souvent qu'ils ne le reçoivent de lui.

La critique impossible

Au demeurant, le consultant du dictionnaire est dans une position difficile. Il ne peut en faire la critique interne puisque le dictionnaire lui-même est la référence globale de toute critique du choix d'un mot dans un texte. Comment hésiter à le croire puisqu'il n'existe que pour lever nos hésitations ?

Reste la solution d'opposer entre eux les dictionnaires. Mais, à volume et à nombre d'entrées égaux, ils décrivent à peu de chose près le même fraction du lexique à partir des mêmes postulates. Les différences des uns aux autres, sensibles et intéressantes, ne sont perceptibles qu'au lexique lui-même, généralement peu désireux de montrer l'incertitude qu'elles engendrent. Même fractionné en entrées concurrentes, le dictionnaire de langue est « un » dans l'image que s'en fait le public. Sinon, que devient la référence ?

C'est cependant ce que fait A. Roy, conscient que ce dictionnaire « un » est « un objet social, issu d'un besoin historique précis... une marchandise et un instrument, ce qui ne l'empêche pas, brillant les cartes,

d'être aussi œuvre... un concurrent naïf, pauvre, bricoleur, ingénu, empirique, impur, du texte scientifique, produit faiblement neutre de la réflexion linguistique » (p. 82).

On comprend donc que les linguistes ne soient jamais bien indulgents pour l'objet-dictionnaire. En quel ils sont à la fois vrais et injustes : ils lui comprennent, pour l'écabaler, des analyses fonctionnelles et crédibles de discours, obtenues par d'autres voies ; et s'étonnent que le dictionnaire n'obtienne pas à quelques théories implicites de la lexicologie, alors que ce sont, en vérité, les insuffisances et les contradictions du dictionnaire même qui, posiblement, tondront un jour cette théorie.

Un nouvel essor

Fruit d'une longue pratique et d'une réflexion sans complaisance, l'ouvrage d'A. Roy est d'une densité remarquable. Sans être jamais obscur ou spéculatif, il n'est donc pas d'une lecture constamment facile pour un public non averti. Il est équilibré cependant que celui-ci (d'ailleurs souvent fasciné par le spectacle de la langue) affronte cette difficulté, aidé en cela par l'humour, qui effleure en bien des pages, et par la vérité des angles de vue. Il en est le témoignage par le plaisir d'une perception plus riche et plus juste de cet objet-dictionnaire, si commun et si mal connu.

« Pendant quatre siècles, constate A. Roy, notre culture a produit, utilisé, rejeté, une masse incroyable de dictionnaires. Depuis quelques années, cet instrument est devenu objet de réflexion » (p. 82). Que naitra-t-il de cette réflexion ? A coup sûr un nouvel essor, et nous semblait-il, dans les directions que voici :

1) Une meilleure pédagogie du mot, dont le « Dictionnaire du français » contemporain (Larousse) avait marqués les progrès. Des entrées différentes seront données aux sens très distincts du même mot : le sens vrai (d'un avion) et vol (à la seu-

vet), grève (piège de cailloux) et grève (ouvriers), etc.

2) L'ordre alphabétique strict sera de plus en plus transgressé par des regroupements par familles, toujours dans le ligne du D.F.C. Peut-être verrons-nous se réaliser sinon un dictionnaire, du moins une nomenclature très étendue (et d'ailleurs) de c'est-à-dire retraçant l'histoire du vocabulaire, établie sur une base conceptuelle et non plus alphabétique.

3) Les dictionnaires de terminologie (de disciplines) se multiplieront, généralement non alphabétiques. Parallèlement, les dictionnaires de langue se stabiliseront (en nombre de mots).

Les uns et les autres seront entrés sur ordinateur, pour permettre des mises à jour fréquentes ; la photocomposition deviendra la règle.

4) Les dictionnaires de langue devront choisir entre l'attestation littéraire systématique et référencée (qui est de règle au « Trésor de la langue française »), et l'attestation fabriquée pour les besoins de la cause, par le lexicographe.

Pour se rapprocher de l'usage réel du lexique, nous connaitrons (peut-être) des dictionnaires dont les exemples-définitions, dans le ligne du « Dictionnaire du français vivant » (Bordas, 1972), seront fournis par des enquêtes menées auprès des futurs lecteurs eux-mêmes.

Le dictionnaire de la langue visera de plus en plus à se rapprocher du lexique réel en fonctionnement : entrée du vocabulaire familier et même argotique, de syntagmes négligés (le « descendant d'estomac », la « tournée des grands-ducs » méritant d'être traitées comme des unités, etc.) ; descriptions moins encyclopédiques.

Si discutables qu'ils soient en leur principe (ce que A. Roy montre excellentement), les dictionnaires ont encore de beaux jours devant eux.

JACQUES CELLARD.

(1) Alain Roy, Les Lestiges : images et modèles du dictionnaire à la linguistique, coll. Linguistique, Armand Colin, 1977, 307 p., bibliographie, index, 65 F.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75221 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
104 F 193 F 283 F 378 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
138 F 228 F 318 F 408 F

ÉTRANGER
(par mandat)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
135 F 225 F 315 F 405 F

2. - TUNISIE
173 F 263 F 353 F 443 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou provisions (de 15 semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Jolodre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

TÉMOIGNAGES

Les poilus oubliés du cimetière de Salonique

« Les Français se moquent vraiment de leurs morts », constate avec amertume Monsieur Félix, le gardien du cimetière militaire français de Salonique. Pour preuve de ce qu'il avance, il désigne du doigt la longue file de cercueils yugoslaves stationnés devant l'entrée du cimetière serbe (1), atténués juste à côté. Monsieur Félix n'ignore pas, bien entendu, que ces voyages sont organisés par le gouvernement yugoslave, « mais tout de même, les Français pourraient faire un effort ». Et il déplore que « son » cimetière ne soit pas mentionné dans le Guide bleu.

Monsieur Félix a le patriotisme ombrageux des nouveaux convertis. Né à Salonique de parents maitalis

— donc citoyens britanniques — il a pris goût au français à l'école des sœurs et, depuis 1974, veille au repos de quelque vingt mille soldats alliés tombés au champ d'honneur dans les collines de Macédoine. Mais il attend toujours une improbable nationalité française de son employeur, le secrétariat d'Etat français des anciens combattants et victimes de guerre.

Monsieur Félix éprouve une réelle fierté à faire les honneurs de ces lieux chargés d'histoire, qui ont été visités le 19 mai 1968 par le général de Gaulle et le 10 septembre 1975 par le président Giscard d'Estaing.

La « chapelle du souvenir » — achevée en 1921 au temps de la Chambre bleue horizon, vestige d'un goût artistique plus que contestable — a le don, en particulier, de l'émouvoir.

A l'extérieur de la chapelle, une plaque de marbre énumère quatorze Grecs engagés volontaires entre 1914 et 1918. Mais eux sont inhumés à Verdun... Un peu plus loin, un ossuaire signale la présence de deux cent huit soldats inconnus enterrés pêle-mêle. Dans le cimetière français, une croix uniforme portant le seul nom du disparu surmonte les tombes. Cependant, on distingue sur certaines une mention supplémentaire : « S » pour « Sénégalais » (c'est-à-dire tous les Noirs), un croissant pour les musulmans (on fait les Arabes d'Afrique du Nord), un « M » pour les Malgaches, un « IC » pour les « indochinois » (c'est-à-dire les Vietnamiens) et une étoile de David pour les Juifs, manifestement originaires d'Afrique du Nord ou de Palestine. Et si l'on compte les tombes respectives des uns et des autres, on aboutit aux chiffres suivants : 1 222 Sénégalais, 343 Arabes, 222 Malgaches, 179 Vietnamiens et 19 Juifs, soit au total deux mille soldats d'outre-mer sur un effectif global de huit mille tués. Ainsi, dès 1914, un soldat sur quatre du corps expéditionnaire « français » en Macédoine venait d'ailleurs. Plus de deux cents « Sénégalais » ont donné leur vie sur le front d'Orient pour défendre la ligne bleue des Vosges. Ils reposent aujourd'hui sur une colline grecque encerclée par le village de Brahm. A peine désigné comme « chancelier d'Allemagne », Willy Brandt est venu inaugurer le 11 novembre 1975 le recueil de pensées, c'est-à-dire les oliviers, l'arbre de la paix.

Dans le livre d'or conservé pieusement :

(1) Le cimetière militaire « français » de Salonique (le gallois macrothapho) comprend en réalité cinq cimetières, correspondant aux cinq nations alliées en 1915 — sous commandement français — : forces germano-bulgares. Le cimetière français compte 6 000 tombes, le serbe 7 400, l'italien 3 500, l'anglais 1 300 et le russe 400.

ment par Monsieur Félix, on peut lire, écrite lors de sa visite par M. Giscard d'Estaing : « Pour que, dans la terre grecque, ils ne se sentent pas oubliés. »

ROGER CANS.

QUELLE VICTOIRE ?

Honorer les combattants, déshonorer la guerre : deux leçons du 11 novembre.

Héroïques, ils le furent, des deux côtés des tranchées, ceux qui ont risqué leur vie pour une cause qu'ils croyaient sacrée. L'était-elle ?

« La plus sombre tragédie de l'humanité dément », écrivait en 1914 le pape Benoît XV, « frappé d'horreur par le monstrueux spectacle de cette guerre où risquait le sang ». Et d'ajouter : « L'Europe se déshonore... elle se suicide. »

« Oh est la « victoire », en 1918 ? Dix millions de morts. Des légions de mutilés. Des veuves et des orphelins en chaque hameau. D'innombrables ruines. Et déjà, le germe de la revanche... »

Barres avait noté, parlant de lettres d'après le retour du front : « J'y crois distinguer un murmure : on aurait pu éviter cela. Et Lyauté regrette que les Français, en 1918, n'aient pas profité de leur victoire pour venir à Berlin dire aux Allemands : « Maintenant, tendons-nous la main et travaillons ensemble ! » Il a fallu d'autres horreurs pour que les Schuman, les Monnet tendent effectivement la main.

Cette réconciliation, elle n'est nulle part plus tangible qu'à Verdun, la cité martyre. De jeunes Allemands et de jeunes Français vont porter du pain dans les écoles de la paix. A l'assise de Douaumont, où s'entretenaient les restes des ennemis d'hier, des chorales d'Angers et des musiciens de Stuttgart ont exécuté ensemble le Requiem de Brahms. A peine désigné comme chancelier d'Allemagne, Willy Brandt est venu inaugurer le 11 novembre 1975 le recueil de pensées, c'est-à-dire les oliviers, l'arbre de la paix.

S'agenouiller en pensée, parmi les tombes de 1914-1918 : un geste que chacun peut imiter, un 11 novembre. Mais en se demandant : qu'est-ce que je fais ?

JEAN TOULAT.

Au nom du père

(Suite de la page 9.)

Et puis, à la fin, cognacs et gâteaux allumés les chapeaux marqués. Pour l'occasion, de la Marseillaise, c'était la Marseillaise. Et la Marseillaise que sifflait mon père d'un air si sûr, si sûr.

Le lendemain, le président des A.C. lançait son discours dans le tiroir des souvenirs, parmi les médailles et les croix, les photos et les lettres du front. Sage précaution ! Avant l'éloquence moins facile que la lame, ce texte ne lui servait peut-être pas d'insulte pour rédiger celui du prochain 11 novembre. Et pendant toute la semaine, dans le vent et les pluies agiles, au pied de la stèle, jaunissant la gerbe de fleurs rouges. Puis, l'heure repassait la grille. « Joseph, je viens te rendre le drapeau... »

Et avant que de remettre l'emblème dans le grenier sous un long voile protecteur, avant que de passer une dernière fois cette espèce de linon où il sentait peut-être frémir l'âme d'un copain mort dans les douces sinistres de Tahure, mon père offrait un verre au vieil ouvrier. Non, il ne disait pas que c'était le bon temps. Et l'heure non plus ne disait pas que c'était le bon temps. Les deux hommes parlaient du temps qui passe...

Le président et son porte-drapeau ne sont plus, ignorent-ils des anciens de 14 arrivés encore dans ma commune natale. Je sais seulement que l'emblème ne se trouve plus dans le grenier.

XAVIER GRALL.

La malchance d'être Allemand...

Cela ne se passe pas en Alsace, mais dans un petit village de Provence, du côté d'Arles, dans le Vaucluse. Quelques rares touristes éblouissent encore la région. Les « hippies », comme on dit ici, chevelus longs et tenue décontractée éblouissant du jeans délavé au pantalon élastique, essaient de trouver un coin pour passer l'hiver. A cette époque de l'année, chaque allée et venue se remarque.

L'estafette de la gendarmerie s'arrête à l'auberge du village.

« Vous connaissez le propriétaire de la R5 électionnée au parking ? C'est quelqu'un qui est chez vous ? »

— Non, répond l'aubergiste.

— Vous savez pas qui c'est, vous avez rien remarqué ?

— Non.

— Vous n'avez pas d'étrangers en ce moment ?

— Trois Français seulement.

— Et les musiciens qui étaient chez vous, où sont-ils ?

— Ils sont partis.

— Ils étaient bien allemands ?

— Deux d'entre eux.

— Vous ne savez pas où ils habitent ?

— Non.

— Ils y ont pas fait attention... ?

— Je crois... Je ne me souviens pas.

En tout cas, s'il y en a un qui passait chez vous, vous nous prévenez. Vous ne comprenez pas ?

Une heure plus tard. Entrée en force des mêmes gendarmes accompagnés de trois collègues plus un lieutenant. Et l'interrogatoire reprend :

— Vous n'avez pas d'Allemands chez vous ?

— J'ai déjà dit que non, s'énervait l'aubergiste.

« Vous avez pas remarqué depuis combien de temps elle est là, la R5 ? »

— Depuis combien de temps elle vient, corrige un petit moustachu à l'air sévère : elle n'est pas là toute la journée, elle va, elle vient...

— Je n'y ai pas fait attention... ?

— Il faut aller voir ça, décide le lieutenant.

Demi-tour et les hommes tentent en laisse un chien policier gravissant le pas de charge la rue du village. Qui salt si l'une de ces malades tranquilles n'aurait pas quelque individu suspect, voire dangereux, dont la prise serait tout à l'honneur de la modeste brigade ? Soudainement lorsque le mystérieux propriétaire de l'insolite véhicule est découvert : une jeune et blonde Américaine, en séjour dans la région. Mission accomplie, l'estafette peut repartir emportant les sept hommes rassurés, mais déçus.

A la même époque, à 30 kilomètres de là, un village perdu dans la montagne, le bout du monde... Rassemblement à la mairie des cinquante habitants du lieu en présence des gendarmes du bourg venus pour donner la loi.

Thème de la réunion : comment se comporter lorsqu'on est au courant du passage d'étrangers dans le village. Réponse : prévenir de suite la mairchessée. Surtout et l'« étranger » à l'air jeune et germanique...

Toujours dans la même région : deux jeunes gens dorment paisiblement, après une journée de vendanges, dans un cabanon que leur a prêté leur employeur. A 10 heures du soir, réveil brutal : le porte-couvre brusquement, lumières dans les yeux, « vos papiers ». Deux gendarmes tirent les rêveries de leur duvet, les apaisent de la maison et leur conseillent de quitter la région le plus vite possible. Motif : ils ne sont pas en règle, pas de carte de séjour, pas de carte de travail... Est-ce un hasard si les deux héros de cette mésaventure sont eux aussi allemands ?

ANNE GALLOIS.

CORRESPONDANCE

Sur deux catalogues qui font rêver

Sous le titre : « On peut rêver, non ? », Pierre Vianasson-Fonté consacrait sa chronique « Au fil de la semaine », dans le Monde d'aujourd'hui daté 23-24 octobre, à deux catalogues : l'un proposant aux candidats aux élections une « assis-

tance technique » pour leur campagne, l'autre offrant des « voyages insolites ». Les deux sociétés en cause ont rasé, et l'on trouvera ci-dessous l'essentiel des lettres que leurs dirigeants nous ont adressées.

EXPLORATOR : montrer le monde dans sa vérité

Notre « austère » catalogue — nous ne sommes pas des marchands de paradis — vous l'avez bien compris — est distribué exclusivement aux personnes qui en font la demande. Nous nous excluons formellement d'une participation aux « avalanches » postales que vous dénoncez.

Cela étant dit, il me semble que la verve de votre plume excellente vous a entraîné dans une facile démagogie journalistique en jouant du contraste entre l'inconfort et les inconvénients d'un voyage et son prix. Mais alors, vous venez en renfort de la société de consommation : tout s'achète ? Et quel est ce commerce stupide qui décrit sa marchandise, coûte que coûte, sans en dire rien d'autre qu'un autre façon plus logique, de voir les choses ?

Supposons que ce catalogue soit l'œuvre d'hommes de bonne volonté ? Que son but soit de montrer le monde dans sa vérité, sa splendeur ou son malheur, mais sans ignorer le prix et la difficulté de cette vraie découverte ? Mais il

importé peu qu'Explorator soit l'objet de votre ironie et allie au panier. L'important, c'est que des milliers de gens sont, depuis six ans, venus avec nous. Pourquoi ? Parce que ce sont des femmes et des hommes occupés, souvent absorbés par leur métier. Ils n'ont pas toujours le temps de préparer leur voyage ; surtout, ils ne disposent que de peu de temps pour l'accomplir. Alors, ils nous font confiance pour être mis en rapport directement avec le cœur des civilisations et des peuples qu'ils veulent connaître ou pour pénétrer sans trop de perte de temps parmi les immensités de paix et de silence qui restent au monde et dont l'homme d'aujourd'hui a tant besoin.

Ils pourraient bien aisément aller à la facilité du superficiel. Ils le refusent.

Voilà la raison d'être d'Explorator. Je ne prétends pas que l'on ne puisse voyager à meilleur compte, mais, pour échapper aux lieux de concentrations touristiques, où les yeux de l'homme sont, dès l'arrivée, détournés d'un autre monde.

Je voudrais à cet égard insister sur le fait qu'il n'existe aucune obligation pour nos candidats clients d'avoir à nous commander autre chose que ce qu'ils ont décidé d'acquiescer.

Pourquoi ? Parce que nous sommes choisis, relevés, additionnés, et que, dans notre catalogue, nous vous permettons d'accéder à un aspect dispensable de nos services ?

Il est toujours possible de rester en Rolle, d'avoir un chalet en Solitude et un yacht en Méditerranée. Mais on peut tout aussi bien limiter ses ambitions à une petite ferme reculée, à une belle Pentagot et à une banque de pêcheur.

Ce qui m'étonne encore davantage c'est que vous puissiez tenter de faire accroître que notre catalogue est une sorte d'incitation à la débauche. Que nous allions par des approches indélicates engager les candidats dans une voie qui n'a jamais été la leur. Que nous allons les provoquer, en un mot les pervertir...

Je précise encore que nos services ne comportent aucune garantie quant à l'élection du candidat, car c'est lui et lui seul qui possède ou ne possède pas ce qui peut concourir à en faire un élu. Veillez, à titre d'exemple, dans les textes de nos campagnes, à une liste parmi d'autres. Il me serait agréable que les lecteurs du Monde puissent en rendre connaissance.

RICHARD R. BERANGER, directeur général d'Alpha Communications (Stratégie et Méthodes d'action électorale, 2, rue Solbu, 75009 Paris).

ALPHA COMMUNICATIONS : satisfaire un besoin et non inciter à la débauche

On peut considérer, comme vous le faites d'ailleurs, que le marketing électorale est la conséquence d'une inévitable évolution du sanctuaire politique. Cela tient essentiellement au fait qu'il apparaît désormais difficile, celui-ci puisse se tenir à l'écart des techniques ou des moyens qui constituent, qu'on le veuille ou non, la communication moderne.

A ce propos, la démarche d'Alpha Communications n'a d'autre ambition que de satisfaire un besoin et en aucune manière de le créer. Nos services, car il s'agit bien de services et non de « cam-

BUDGET DE CAMPAGNE TYPE A

Etude de motivations	COUTS EN F.
ENTREVUE 78	1 417
Revue de presse écrite	259
Reportage photo : 100 diapos couleur	4 428
Journal 4 pages, 1 couleur, 5 000 exemplaires, 3 éditions	19 602
Frais studio conception affiche	1 800
5 000 affiches 60 x 80 en quadrichromie	4 800
Frais studio conception affiche	1 200
Sonorisation portable	2 500
Audio-visuel 100 vues fondus-enchaînés + son et texte par le candidat	3 331
4 000 lettres catégorielles, 200 expéditions par édition	1 400
(texte journal par le candidat) actualité et commentaires	1 585
1 500 adresses diversifiées (catégories socio-professionnelles demandées par le candidat) et routage	3 390
Solt :	68 823

Budget minima établi par M. Fernand, candidat de « Nulle-Part » dans la quatrième circonscription de l'Ille-et-Vilaine, cinquante mille électeurs inscrits. Le coût individuel s'établit donc à 1,37 F. soit le prix d'un café par électeur en cinq mois.

BUDGET DE CAMPAGNE TYPE C

Coordination de campagne, 3 mois	COUTS EN F.
Package études-sondage	15 000
T.V. training, 5 séances	5 000
Meeting simulation, 5 séances	5 000
ENTREVUE 78	1 417
FICHES CLÉS (résumé INDEX 78)	455
Revue de presse écrite (5 mois)	1 250
Téléreportage Rank (3 mois)	3 231
Reportage photo 100 diapos couleur, 100 noir et blanc	7 497
Journal 4 pages, 1 couleur, 5 000 exemplaires, 3 éditions	33 343
Frais studio journal, 3 éditions	7 238
5 000 affiches 60 x 80 quadrichromie	6 000
5 000 affiches 60 x 120 quadrichromie	6 235
Frais studio conception affiche	3 600
5 000 stickers quadrichromie	8 425
200 échantillons (slogan journal par candidat)	4 800
5 000 stickers quadrichromie	3 828
5 000 pochettes d'allocutions	2 202
Sonorisation portable	2 500
Film Super-8, couleur, synchrone, actualité et commentaires	254
Film par le candidat	20 623
5 mois location projecteur Fairchild	2 000
5 mois location studio automatique	1 200
5 000 lettres catégorielles, 200 expéditions par édition (texte journal par le candidat)	1 585
Fichier 1 500 adresses selon sélection demandée par le candidat	3 300
10 000 messages distribués dans boîtes aux lettres	3 300
Service juridique 3 mois	825
Solt :	224 519

Budget fort établi par M. Fernand, candidat de « Nulle-Part » dans la quatrième circonscription de l'Ille-et-Vilaine, cinquante mille électeurs inscrits. Le coût individuel s'établit à 4,49 F. soit le prix d'un whisky par électeur en cinq mois.

Las Casas et la traite des Noirs

Après la publication du rapport d'Alain-Marie Carron « Por-tu-Rico en quête d'identité » le Monde des 5 et 7 octobre, Mme Marie-Cécile Chénassy, maître-assistant à l'université Paris-III, nous écrit :

Dans le premier article, je relève, au sujet de Bartolomé de Las Casas, une erreur nuss courante que fâcheuse.

En fait, la traite des Noirs vers les Antilles s'est installée tout naturellement — et l'on peut s'étonner de ce terme en parlant d'une institution aussi horrible — pour plusieurs raisons convergentes : 1) A cause de la faiblesse physique des Indiens, vite exterminés, les Espagnols manquaient de main-d'œuvre ; 2) Les Noirs d'Afrique étaient aptes au type de travail demandé et supportaient très bien le climat ; 3) Leurs propres souverains les vendaient volontiers ; 4) Les marins portugais pratiquaient déjà le commerce des hommes vers Labonne, Séville, Madère, etc. et pouvaient aisément pousser plus loin ; 5) Selon les idées du temps, il existait des cas d'iguerru justifiés, châtiments, etc., où l'esclavage était légal, donc Las Casas pouvait fort bien penser que les Africains vendus étaient de « vrais esclaves ». A mon sens, le grand scandale est que le phénomène n'ait duré si longtemps, et qu'il ait été décrié au Siècle des Lumières.

FAMILLE

Les parents face aux amours « lycéennes »

PARENTS, futurs parents, soyez attentifs, ce qui suit vous concerne. Votre enfant n'est pas encore né, mais vous faites déjà des projets pour son avenir, votre rôle sera de le conseiller, de l'épauler et non pas de diriger sa vie, un enfant est unique et sa vie se prépare très tôt. Il ne s'agit pas de le devenir adulte, il aura sa propre identité, vous devez admettre son droit à la sexualité.

Mais, malheureusement, vous êtes enchaînés par des situations économiques et sociales, vous souhaitez que votre enfant ne subisse pas les problèmes et pressions dont vous avez souffert. Nous ne sommes plus au quinzième siècle ni au dix-huitième siècle, mais au vingtième siècle, et la manière forte, qui n'a jamais été une solution, l'est encore moins de nos jours. Vous vous trompez donc si vous pensez met-

tre des bâtons dans les roues de vos enfants car ce n'est pas socialement et en tant qu'homme ou femme que si l'on trouve son identité et l'identité passe par le droit d'avoir une sexualité. Il faut vous désinformer car quand un système est en faillite il faut en avoir fait des révisions déclinantes.

Si vous pensez que tous les rapports éducatifs sont des rapports de conflit vous vous trompez car l'instauration d'un dialogue parents-enfants vous sera autant profitable qu'à votre enfant. Le dialogue atténue l'envie de révolte, et si vous communiquez, si vous faites table rase de tous les tabous, alors là, je pense que votre garçon comme votre fille pourra mener de front une vie sentimentale et des études.

ALAIN VOYEAU, 17 ans, lycéen.

مكتبة من الأصل

Musique

Le jour de

Notes

« Je ne reconnais plus ma ville »

Une femme médecin, qui nous demande de signer seulement de ses initiales, B.K., nous écrit : « Médécine, vingt-cinq ans, j'ai attendu mon premier enfant en 1972. Grossesse et accouchement se passent bien. J'avais toujours une place assise dans le métro. Excusez cette année de jeunesse, je ne reconnais plus ma ville. Une seule fois, un monsieur s'est levé dans le métro pour me laisser sa place. Je suis triste sur les problèmes d'ordre professionnel.

Je voudrais surtout raconter brièvement une anecdote que j'ai particulièrement mal supportée. Sortant de chez le gynécologue, je retourne prendre ma voiture garée rue d'Auteuil. Là je me rend compte que deux policiers en double position m'empêchent de sortir la mienne. Dans l'impossibilité de retrouver les propriétaires de ces voitures fermées à clé et ayant un rendez-vous professionnel important, je ne vois qu'une solution : faire déplacer un peu une camionnette qui est derrière ma voiture. Je me rends donc dans le magasin et demande : « Pouvez-vous faire déplacer un peu la camionnette qui est derrière ma voiture, s'il vous plaît ? »

Un monsieur en blouse bleue me regarde des pieds à la tête. « Déplacez-la vous-même. » (Je n'ai pas de force, mais je suis très étonnée.) Un instant interrogée par le ton hargneux et pressé, il me répète que si je suis pressée je n'ai qu'à pousser la camionnette. « Mais je suis enceinte. » Alors brusquement le monsieur est entré dans une rage incontrôlable. Il hurlait : « Pourquoi quand la grossesse est-elle une maladie ? Qu'est-ce que c'est que ces bonnes femmes ! »

Un commis du magasin s'est approché de moi, « Je vais vous aider ». Je vois l'intervalle d'un huria l'homme déchaîné à son commis : « Qu'elle se déme. » Il continuait à crier sur le trottoir pestant contre ces bonnes femmes enceintes qui croient que leur est dû, qu'il ait véritablement vers le premier café.

Southside Johnny au Nollis

économie-régions

élus socialistes de Toulouse relancent l'idée d'un office foncier municipal

De notre correspondant régional

Toulouse. — La fédération de Haute-Garonne du parti socialiste de se prononcer contre la réalisation d'une voie rapide des berges du canal du Midi, en particulier dans la portion située entre le pont Demoussies et le boulevard Pasteur. Il s'agit d'une allée longue de 1,5 km, large de 20 m, dont la réalisation coûterait 100 millions de francs. Les élus socialistes de la ville de Toulouse ont réuni, lundi 7 novembre, à l'appel de leur comité de défense, les membres du conseil municipal de Toulouse (le maire est M. Pierre Baudis, app. P.R.) pour discuter de la proposition de réalisation d'une voie rapide des berges du canal du Midi. Les élus socialistes ont rappelé que la réalisation de cette voie rapide entraînerait la destruction de 20 hectares de terrain, dont 10 hectares de terrain agricole. Ils ont également souligné que la réalisation de cette voie rapide entraînerait une augmentation de 5 % du prix du pétrole.

Comment le P.S. entend-il préserver l'aspect de la ville qui court à l'asphalte ? La réalisation de l'assainissement et le tracé des routes sur 300 hectares de la zone nord-est de Toulouse vont donner aux habitants de la ville une plus-value de 20 F par mètre carré. Cela coûtera 40 millions de francs aux contribuables. Le municipalisme doit empêcher la spéculation, en évitant, comme le propose le P.S., un office foncier municipal, unique acheteur des terrains nécessaires aux équipements et à l'urbanisme.

LÉO PALACIO.

ENVIRONNEMENT

LE CONSEIL D'INFORMATION NUCLÉAIRE : PREMIÈRES RÉACTIONS

Le décret instituant un Conseil d'information nucléaire, annoncé lors du dernier conseil des ministres, est paru au Journal officiel du 11 novembre. Présidé par Mme Simone Veil, ministre de la Santé, le conseil a pour mission de veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie nucléaire dans ses domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier. Plusieurs personnalités et mouvements ont exprimé leur sentiment sur cette initiative. Ainsi, René Richard, président de l'Union régionale vie et nature (fédération d'associations de protection de l'environnement en Provence - Côte d'Azur), a déclaré : « Les membres du Conseil auront le devoir de se faire connaître tous les dossiers et d'apporter pour que l'information soit objective et complète. De son côté, M. Philippe Saint-Marc, secrétaire national à l'écologie du Centre des démocrates sociaux, s'est félicité de la création du Conseil et de la nomination de Mme Veil. Cependant, il a ajouté : « Ce Conseil n'aura pas efficacité qu'à trois conditions : 1) Comprendre des personnalités écologiques indépendantes ; 2) Donner une large publicité à ses rapports ; 3) Faire porter aussi son effort d'étude et d'information sur les économies d'énergie et les énergies nouvelles. »

ÉNERGIE

SELON UN JOURNAL LIBANAIS

L'Arabie Saoudite serait favorable à une hausse de 5 % du prix du pétrole

La commission économique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a terminé le 11 novembre ses travaux préparatoires à la conférence de Caracas, qui fixera le 20 décembre les prix du pétrole pour 1978. Organisme consultatif, cette commission, réunie pendant cinq jours à Vienne, a choisi de rester fidèle au dollar dans les transactions pétrolières, malgré sa faiblesse actuelle. Elle a aussi calculé la taxe d'inflation des pays industrialisés qui peut servir de référence pour la fixation du prix du brut. Elle aurait retenu le chiffre de 10 %.

Parallèlement à cette réunion, une intense activité diplomatique est déployée dans les pays exportateurs de pétrole, pour éviter que ne se reproduise une action de l'OPEP sur les prix. Le ministre libanais du pétrole, M. Valentin Hammad, vient de faire une tournée des pays membres d'Antarctique, l'Arabie Saoudite et le Koweït, tentant d'harmoniser leurs positions. Le vendredi 11 novembre, le quotidien libanais *Al-Ahram* écrit que l'Arabie Saoudite est prête à relever les prix du brut de 5 % en raison de la baisse du dollar. A un peu plus d'un mois de la conférence de Caracas, l'idée prévaut dans les milieux pétroliers que la mauvaise tenue de la monnaie

TEXTILES

LA FIRME BERGLAS-KIENER POURRAIT DÉPOSER SON BILAN

Colmar. — Chacun le sait : l'industrie textile est en mauvaise posture en Alsace. Lorsqu'une entreprise, par exception, peut exhiber aujourd'hui un carnet de commandes de quatre mois et faire état d'une augmentation du chiffre d'affaires de 40 % en 1977, elle devrait figurer parmi les privilégiés de l'heure et assurer à ses six cents salariés la sécurité de l'emploi. L'entreprise Berglas-Kiener (filage et tissage de la laine) de Colmar, devrait être dans ce cas. Mais, paradoxalement, ses six cents salariés sont menacés de perdre leur emploi, la société envisageant un dépôt de bilan.

Pourquoi ? Lorsqu'en 1976 l'entreprise Berglas-Kiener, qui se trouvait en difficulté financière, a été reprise à bon compte par le groupe britannique Courtauld, l'objectif officiel de celui-ci était une meilleure exploitation de l'usine. Les mesures draconiennes prises à ce moment-là (compression du personnel réduit de neuf cents à six cents, nouvelles méthodes de fabrication) permettaient d'espérer un équilibre. En effet, la situation de l'entreprise s'est améliorée puisque les pertes ont été ramenées de 15 millions de francs en 1975 à environ 6 millions de francs cette année pour un chiffre d'affaires de 50 millions de francs.

Cependant, Courtauld se refusant à assurer les échéances, la firme traverse aujourd'hui de grosses difficultés. La gravité de la situation a été révélée le 4 novembre dernier. Elle est telle que le spectre du dépôt de bilan est agité devant les six cents membres du personnel, qui se demandent aujourd'hui si Courtauld n'aurait pas acheté l'usine en 1975 pour le « marché » auquel représentait, plutôt que pour la faire tourner. Des démarches ont été entreprises, et une grève de vingt-quatre heures, suivie à 100 % par le personnel (C.G.T. et C.F.C.T.) de l'usine, s'est accompagnée mercredi 9 novembre d'une manifestation et du dépôt d'une motion entre les mains du préfet du Haut-Rhin.

TRANSPORTS

LA RÉUNION DE L'IATA A MADRID

Les compagnies aériennes internationales voudraient faire une « cure de concurrence »

Madrid. — L'Association du transport aérien international (IATA), qui vient de réunir à Madrid sa trente-troisième assemblée générale annuelle, a souhaité que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) convoque prochainement une assemblée extraordinaire en vue d'insérer dans sa charte — la convention de Chicago — des conventions de Tokyo, de Haye et de Montréal relatives à la répression des actes de piraterie aérienne. L'IATA a proposé que tout Etat qui n'aurait pas ratifié cet amendement dans un délai donné soit exclu de l'OACI.

Les représentants des cent neuf compagnies des rodromontades de Freddie Laker, qui exploite à petite échelle une ligne à court terme entre New-York et la symphonie du gouvernement américain, ont tenu à Madrid une conférence de presse. Ils ont déclaré que leur but est de museler la concurrence pour profiter des « commodités », a affirmé Knut Hammarskjöld, son directeur. Mais à son tour, il a invité les Etats à respecter les règles de concurrence et presque délégué.

La responsabilité du désordre fait courir à l'IATA une responsabilité, selon l'ATA, du gouvernement américain, « résolu, tant par vocation que poussé par les circonstances, remettre la concurrence en liberté ». Pourtant, l'ancien directeur de l'Organisation de l'aviation civile internationale, les Etats-Unis ont reconnu « ne pouvoir poser leur philosophie de concurrence au reste du monde ». Pour Hammarskjöld, « si l'on a soutenu l'intention d'abandonner cette ligne de conduite, il faut le dire explicitement ».

Une façon générale, les membres de l'IATA ont insisté sur le fait que les gouvernements, quels qu'ils soient, accusés d'attacher, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne insistent sur la démarche individuelle de chaque compagnie aérienne pour l'éventualité de maintenir en vigueur l'actuel mécanisme d'équilibre des barèmes. L'OACI, enfin, envisage d'étudier la création éventuelle d'un système intergouvernemental de fixation du prix des billets.

L'assemblée générale s'est faite l'écho de ces suggestions. Le gouvernement américain refuse systématiquement d'homologuer tous les barèmes que nous lui soumettons. On passe des semaines à négocier entre nous, pour rien. Puisque les esprits sont fermés, à quoi sert d'insister ? a indiqué M. Hammarskjöld.

Celui-ci a donc proposé que, sur l'Atlantique nord, les conférences tarifaires de l'IATA ajournent leurs travaux pendant un an et qu'ainsi à un régime de réglementation succède un régime de liberté.

Les responsables de l'IATA veulent faire la démonstration par l'absurde qu'un régime de liberté ne mène à rien de bon et que, en tout état de cause, les transporteurs à la demande souffriront davantage de ce laxisme que les compagnies régulières.

POINT DE VUE

L'étranglement de l'Europe

par MICHEL COINTAT (*)

Tout le monde parle de réaction du Parlement européen au suffrage universel. Mais on ne s'occupe guère des travaux de l'Assemblée parlementaire des Communautés. Et pourtant, à Strasbourg et à Luxembourg, il se passe des choses parfois très graves.

Cette année, pour la première fois, l'Assemblée européenne débattait, avec le conseil des ministres, le projet de budget. Elle a, pour certaines actions, ce que l'on appelle le « dernier mot » et même, dans des limites précises, l'initiative des dépenses.

Le 26 octobre, l'Assemblée a voté en première lecture le budget 1978 de l'Europe. Plusieurs modifications apportées au projet sont troublantes et préoccupantes. L'assassinat par étranglement progressif de la politique agricole commune se poursuit avec une conscience qui mériterait plus d'attention.

Sur les quelques trois cent cinquante amendements déposés et étudiés, il en a été retenu trois pour comprendre les attaques contre l'agriculture européenne. Par exemple, les communistes et les socialistes — avec une surprenante unanimité — ont fait voter le plafonnement des crédits du FEOGA (1), alors que ces crédits n'ont toujours été qu'indicatifs pour pouvoir tenir compte de la conjoncture économique et des aléas climatiques. Cela signifie que — si les ministres acceptaient — les prix des principaux produits agricoles ne seraient plus garantis et, bien entendu, que les revenus des agriculteurs en subiraient les conséquences.

La taxe de la corresponsabilité des producteurs agricoles — qui est pratiquement illégale par rapport aux traités — a été maintenue pour 1978. Jusqu'à maintenant, l'écoulement des excédents conjoncturels et sectoriels, comme le beurre, était financé par la Communauté. Désormais, les producteurs prendront eux-mêmes cette responsabilité, alors qu'en même temps on refuse toute taxe sur les matières grasses importées. Et pourtant, l'Angleterre n'importait pas de beurre néo-zélandais, il n'y en aurait pas de trop en Europe.

On est, dans ces deux propositions, le solidarisme financier, principe fondamental de la construction européenne ? Peu à peu, celle-ci est ébranlée au profit d'un libre-échange qui risque de remettre en cause la Communauté économique européenne.

Pour adapter l'agriculture aux besoins de la consommation, il convient de mieux orienter les productions et d'améliorer les structures agricoles car, au total, l'agriculture européenne est déficitaire. L'Assemblée a pourtant, robalement, refusé de prévoir les moyens de cette politique définie dès 1972.

La vérité est que certains pays et que certaines formations politiques ne veulent plus de la politique agricole commune qui, disant, coûte trop cher. Comme on sait que depuis la signature du traité de Rome, la France est attachée à ce domaine essentiel, les attaques n'ont pas lieu de front. Elles sont plus insidieuses. Elles procèdent du grignotage et de l'affaiblissement.

Mais, comme la seule politique commune existante est l'agriculture, on peut se demander si ces pays et ces formations veulent vraiment l'Europe.

(1) Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

A l'étranger

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le coût de la vie, en Allemagne fédérale, a augmenté de 3,8 % entre octobre 1976 et octobre 1977. La hausse annuelle de l'indice avait été de 3,7 % en septembre et de 3,9 % en août. En un mois, l'indice a enregistré une hausse de 0,1 %, s'établissant en octobre à 148,9 (base 100 en 1970). — (A.F.P.)

FAITS ET CHIFFRES

Emploi

● Pas de licenciements chez Montedison-Italie. — Le groupe Montedison, dont dépend l'entreprise de textiles synthétiques Montedison, s'est engagé le 11 novembre à ne pas procéder aux six mille licenciements envisagés il y a un mois dans les usines italiennes de cette filiale. Les ouvriers seront toutefois mis en chômage technique, avec une indemnité d'environ 80 % du salaire, en attendant une réinsertion dans d'autres entreprises. Le financement de cette opération n'est pas réglé, bien que le gouvernement italien ait autorisé le 24 octobre l'augmentation du capital de la société Montedison, qui est passé de 50 milliards à 98,6 milliards de lires.

Immigrés

● L'accueil des travailleurs étrangers. — Six pays fournisseurs de main-d'œuvre — l'Espagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Turquie et la Yougoslavie — ont présenté le 11 novembre, à la conférence de Belgrade — chargée d'examiner l'application des accords d'Heidelberg, notamment dans le domaine des droits de l'homme — une proposition portant sur « le travail migrant ». Ils invitent les participants à recommander « que les pays d'accueil et les pays d'origine intensifient leurs contacts en vue de trouver des solutions communes aux problèmes les plus urgents », pour améliorer notamment la promotion des droits économiques, sociaux, humains et autres des migrants. Le délégué français, M. Jean-Louis de Scyve, a précisé que son pays soutient cette proposition « dans son intégralité ».

Syndicats

● La C.G.C. peut obtenir un droit de contrôle dans l'entreprise. — L'entreprise doit permettre aux salariés de trouver « la juste contrepartie de leurs efforts », a déclaré M. Jean de Saintis, secrétaire général adjoint de la C.G.C., en présentant à la presse son dossier sur « la vie de l'entreprise ».

Les cadres ne veulent pas le pouvoir (ni l'antagonisme, ni la cooptation, ni l'absence de classes), mais un droit de contrôle. Ils restent partisans des commissions de concertation et réclament pour les salariés le droit de demander la démission d'un chef d'entreprise, en cas d'incapacité notoire.

Prix

● L'indice des prix de la C.G.T. a augmenté de 0,8 % en octobre et de 9,3 % depuis janvier 1977. Les postes ayant le plus augmenté sont l'alimentation (1,1 %), l'habitation (0,8 %), l'hygiène et la santé (0,6 %) et l'habillement (0,4 %). En un an (octobre 1977 comparé à octobre 1976) la hausse est de 11 %.

FAIBLESSE DU FRANC

(264 1/2), mars 277 1/2 (271 1/2 : mars
déc. 218 1/2 (218 1/2), mars 277
(226 1/2).

